COMPTE-RENDU DE LA XVème

REUNION DE LA COSAC

(Irlande, le 14/15 octobre 1996)

**XVème COSAC
TIPPERARY/DUBLIN 15/16 OCTOBRE 1996**

La quinzième conférence des Comités spécialisés dans les Affaires européennes des Parlements nationaux et la Commission des Affaires institutionnelles du Parlement européen s'est tenue en Irlande au cours de la seconde moitié de 1996.

JOUR 1 - Comté de Tipperary

La première journée s'est déroulée dans le Comté de Tipperary et a revêtu un caractère informel. Afin de trouver la formule la mieux adaptée à la conférence COSAC, le Président de la XVème COSAC, M. Michael Ferris, membre du *Dail* irlandais, souhaitait qu'une partie de la conférence ait un caractère informel pour faciliter les discussions entre les membres et les délégations, ceci, dans un climat décontracté et simple. De l'avis général, le séjour dans le comté de Tipperary a permis aux membres des délégations de mieux connaître leurs collègues et de discuter de questions diverses soulevées par différents membres, et cela, sans ordre du jour.

Au nombre des lieux visités, figurent Cahir Castle, le Swiss Cottage, le Glen of Aherlow et le Rock of Cashel.

JOUR 2
Conférence formelle - Dublin Castle

Délibérations de la XVème COSAC

Discours d'ouverture

Président de COSAC (M. Ferris, député) : C'est avec beaucoup de plaisir que je souhaite la bienvenue à tous les délégués de la XVème COSAC. Je souhaite à chacun "céad mile fáilte", expression gaélique signifiant "cent mille bienvenues" à Dublin. Hier, nous avons eu l'occasion de faire connaissance d'une façon informelle et j'espère que les délégués ont trouvé cette rencontre utile ; j'espère également que le cadre du comté de Tipperary ainsi que le rythme décontracté de cette rencontre vous ont satisfait. Je tenais à vous donner un exemple de l'accueil que l'on reçoit dans ma circonscription. A mon avis, non seulement est-il important de connaître les idées de chacun sur différentes questions mais également d'apprendre à se connaître. Je suis heureux que tout le monde ait "survécu" à cette expérience !

Les délégués se souviendront que lors de notre dernière réunion à Rome, il avait été demandé que COSAC soit organisé sur le modèle d'un conseil d'administration. Nous nous sommes efforcés de mettre cette idée en pratique mais cela ne permet qu'à trois intervenants de chaque délégation d'être au premier rang. J'espère que les autres membres auront suffisamment de place derrière les chefs de leur délégation. Tout le monde devrait cependant avoir l'occasion de prendre la parole.

Ordre du jour

Les délibérations d'hier ont été informelles. J'ai emprunté cette idée de simplicité à nos collègues du gouvernement qui trouvent de telles réunions utiles pour présenter leurs idées en privé. Hier, au cours de nombreuses discussions bilatérales, j'ai constaté que nous parvenions à un consensus non seulement en ce qui concerne l'ordre du jour mais également à propos de la façon dont on traiterait les questions inscrites. Le caractère informel de la réunion d'hier s'est révélé efficace et utile dans la mesure où il a permis à nos collègues de dialoguer et d'échanger des informations dans un cadre décontracté. Aujourd'hui, les présentations formelles ne seront pas nécessaires et nous pourrons passer directement à l'ordre du jour.

Point 1 - Relations entre l'Union européenne et les Parlements nationaux en matière de mesures d'aide à l'emploi.

Président : Etant donné ses obligations, le Tánaiste et Ministre des Affaires étrangères, M. Spring, ne peut assister à la session d'ouverture. Toutefois, il se joindra à nous à 14h30 pour évoquer les progrès accomplis au cours de la Présidence irlandaise. A la demande de la troïka, il abordera d'abord le deuxième point de l'ordre du jour, c'est-à-dire les relations entre l'Union européenne et les parlements nationaux en ce qui concerne les mesures d'aide à l'emploi proposées.

Ainsi que le savent déjà les délégués, le chômage constitue l'un des points prioritaires de l'ordre du jour de l'UE depuis le Conseil européen d'Essen en 1994. Il figure encore à l'ordre du jour du Conseil européen et, en raison de l'intérêt du public en la matière, la Présidence irlandaise a continué à le traiter comme une question prioritaire. Cette question sera traitée à la conférence intergouvernementale et certains Etats membres ont demandé qu'elle fasse l'objet d'un chapitre supplémentaire du Traité. Le Conseil des Affaires sociales, ECOFIN, et la Commission européenne présenteront ensemble un rapport sur le chômage à la réunion du Conseil de Dublin en décembre.

Les délégués savent également que le Conseil européen a demandé à la Présidence irlandaise de préparer un avant-projet présentant les amendements au traité nécessaires et pouvant être envisagés. Cet avant-projet sera présenté en décembre à Dublin Castle. Cette question de l'ordre du jour constitue pour COSAC l'opportunité de discuter du chômage du point de vue des Parlements nationaux et du Parlement européen avant que la Conférence intergouvernementale ne parvienne aux décisions finales. Afin d'aider le débat le Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Entreprise et de l'Emploi, Mme Eithne Fitzgerald, membre du Parlement, est présente. Elle a accepté de donner une vue d'ensemble sur la position du Conseil en matière d'emploi et de donner aux délégués un aperçu de la façon dont cette question sera présentée dans l'avant-projet du Traité. Le Secrétaire d'Etat présentera un document et restera pour répondre aux questions jusqu'à la pause-café de 11h15.

Mme Eithne Fitzgerald, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Entreprise et de l'Emploi

Je reprends les paroles de bienvenue du Président aux délégués et espère que Dublin, qui est ma ville, leur réservera un accueil aussi chaleureux que Tipperary. Depuis le début de juillet, je préside le Conseil des Affaires sociales à Bruxelles. Nous avons fait de l'emploi l'un des thèmes clés de la Présidence irlandaise. En Juillet, j'ai organisé une réunion informelle des Ministres des Affaires sociales pour étudier le problème du chômage de longue durée qui ne peut être résolu par une politique économique normale. Le dicton selon lequel "la marée montante soulève tous les bateaux" ne s'applique pas aux chômeurs de longue durée et, si nous voulons que l'Europe, non seulement contribue à la réduction du chômage en général, mais lutte également contre les points noirs qui existent dans nos cités, nos villes et nos régions rurales, nous devons non seulement adopter des politiques conventionnelles mais aussi tenter de remédier au découragement et au désespoir ressentis par ceux qui sont hors du marché du travail depuis longtemps. Les chômeurs de longue durée sont souvent des personnes qui ne possèdent pas de

savoir-faire et de qualifications ou alors il s'agit de qualifications qui n'ont plus cours sur le marché du travail d'aujourd'hui ; très souvent les chômeurs de longue durée ont eu une scolarité très courte. Il faut que nous nous intéressions à cette génération future qui, si nous n'intervenons pas, risque de devenir les chômeurs de longue durée de demain. Rendez-vous dans n'importe quelle école située dans un quartier où il y a de nombreux chômeurs de longue durée et vous y rencontrerez des enfants de quatre, cinq ou six ans dont les parents sont sans travail, où on ne trouve pas de livres à la maison, où, peut-être, on n'accorde pas une grande valeur à l'éducation et où ces enfants grandissent dans la pauvreté, le crime et les drogues. Sans une intervention efficace, ces enfants risquent de devenir les chômeurs de longue durée de demain.

Il est important que, lorsque l'UE et nos Parlements nationaux s'intéressent au chômage, ce ne soit pas seulement d'un point de vue économique car il est essentiel que nous étudions ce qui doit être fait d'un point de vue social ; il faut, en effet, donner à ceux qui sont les plus défavorisés sur le marché du travail la possibilité de se former et de regagner la confiance en soi qu'ils ont perdue car, s'ils ne croient pas en eux-mêmes, il est peu probable qu'un employeur le fasse ; il faut faire en sorte qu'il y ait un pont entre le monde du chômage et le monde du travail ; il faut faire en sorte que nos employeurs acceptent d'embaucher des chômeurs qui ont quitté le monde du travail depuis longtemps et que ceux qui sont les plus défavorisés sur le marché du travail puissent jouer leur rôle dans une économie de croissance. Nous avons fait du chômage le thème central de notre Présidence car le fait que 18 millions de ses citoyens soient sans emploi représente le plus grand scandale auquel l'Europe ait été confrontée. Pour résoudre ce problème, non seulement devons-nous faire en sorte qu'il y ait des politiques macro-économiques cohérentes et efficaces mais encore que l'Europe soit compétitive et que ses marchés du travail fonctionnent correctement.

Au Sommet économique d'Essen, nos Gouvernements ont adopté une politique commune en cinq points et ils mettent actuellement en oeuvre des programmes multi-annuels qui s'appuient sur ces stratégies. Nous avons mis en place un système d'évaluation afin de voir si tous les Gouvernements avancent au même rythme ; en effet, si nous travaillons de concert, nous pouvons progresser alors que si nous travaillons chacun de notre côté, notre marché européen aura moins d'impact. Nous sommes le plus grand marché unique dans le monde avec 350 millions de personnes. Si tous les Parlements et tous les Gouvernements travaillent de concert avec une stratégie commune, nous pouvons réaliser davantage de progrès, ce qui n'est pas le cas si certains pays avancent moins vite que d'autres. Si pour certains pays le chômage ne constitue pas une priorité, nous n'obtiendrons pas le même impact à partir de politiques non coordonnées qu'à partir de politiques coordonnées.

Le premier point fixé par le Sommet d'Essen est une augmentation des investissements dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle. Il est judicieux que cette année" soit l'Année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie." La position compétitive de l'Europe sur les marchés mondiaux ne reposera pas sur des emplois peu qualifiés et faiblement rémunérés. Il faut au contraire qu'elle repose sur des emplois hautement spécialisés à forte valeur ajoutée et c'est en investissant dans les personnes elles-mêmes que l'on obtiendra les meilleurs résultats. Les hommes constituent la ressource économique principale du futur car les mêmes machines peuvent être achetées par n'importe quelle entreprise. C'est bien la qualité

des personnes employées dans une entreprise qui détermine sa compétitivité future et, de même, l'investissement de la communauté dans le domaine de l'enseignement et de la formation est la clé de la compétitivité, de la croissance et de revenus élevés basés sur des emplois à forte valeur ajoutée.

Le deuxième point est la réduction des taxes sur le travail. C'est ainsi qu'en Irlande nous avons trouvé que la réduction des taxes avait eu pour effet une augmentation sensible des emplois. Nous avons eu une augmentation de l'emploi de 4 pour cent l'an dernier et un taux de croissance de 7 pour cent. Ces politiques sont efficaces pour s'attaquer aux problèmes économiques et, ce qui est encore plus important, pour que la croissance s'accompagne de créations d'emplois.

Troisièmement, nos marchés du travail devraient faire preuve d'une flexibilité accrue afin qu'il existe une main d'oeuvre qualifiée qui puisse répondre à l'augmentation de la production et de la demande.

Quatrièmement, il faut mettre davantage l'accent sur la nécessité d'une main d'oeuvre intensive de façon à ce que la croissance ne soit pas seulement due à une augmentation de la production, les "nantis" gagnant toujours davantage alors que les "démunis" sont laissés pour compte ; il faut mettre en place des mesures garantissant que la croissance économique s'accompagne d'une augmentation des emplois.

Cinquièmement, il faut mettre l'accent sur les plus défavorisés dans le marché du travail. J'ai déjà parlé des chômeurs de longue durée. Les autres groupes sont les femmes, les travailleurs plus âgés et les jeunes que les employeurs sont souvent peu enclins à embaucher ainsi que les personnes handicapées. Des mesures spéciales sont nécessaires pour que ces personnes puissent être à nouveau réinsérées dans le marché du travail.

Nous préparons actuellement notre rapport pour le Sommet de Dublin. Ce rapport est préparé conjointement par les Ministres des Finances et les Ministres des Affaires sociales afin que Bruxelles parle d'une seule voix, que la politique macro-économique n'empêche pas que l'on mette l'accent sur la dimension humaine, les marchés du travail, la politique sociale ainsi que les personnes défavorisées et pour s'assurer que notre croissance économique s'accompagne de créations d'emplois. Pour nous aider dans cette tâche, nous pouvons compter sur le comité *ad hoc* de représentants des Ministres des Affaires sociales ainsi que sur un comité de politique économique qui assiste ECOFIN. J'espère qu'à notre réunion de décembre, nous pourrons nous entendre sur la mise en place de ce qui a été appelé une structure stable, c'est-à-dire un comité de politique sur l'emploi et le marché du travail qui servira de secrétariat permanent pour assurer que la qualité du travail effectué au niveau européen pour coordonner les politiques économiques et d'emploi nationales soit renforcée par un secrétariat permanent avec les compétences appropriées afin que nous ne laissions pas passer les chances de développer notre croissance économique faute du soutien approprié.

A ce jour, notre conseil a réalisé des progrès significatifs. Le mois dernier, nous avons adopté un certain nombre de résolutions importantes ainsi que deux nouvelles directives. Nous avons adopté une résolution à propos des femmes et des Fonds structurels car les femmes constituent un outil important pour le développement économique dans tous les pays et nous avons mis l'accent sur le fait que la croissance économique doit aller de pair avec l'égalité de traitement des hommes et des femmes, ainsi que les conclusions d'Essen le soulignent. Il faut faire en sorte que les programmes individuels en matière d'agriculture, de formation et de ressources humaines dans les secteurs défavorisés s'assurent la participation des femmes de sorte que ce groupe particulièrement défavorisé sur le marché du travail puisse participer à la croissance économique et trouver des emplois.

Nous avons adopté trois importantes directives. La première concerne l'affectation des travailleurs à l'étranger et garantit qu'un travailleur nommé à l'étranger par son entreprise bénéficie de conditions d'emploi, de droits et de conditions de service identiques à celles en vigueur dans le pays d'accueil. Il s'agit là d'une mesure importante qui s'inscrit dans le cadre du marché du travail interne dans une Europe de 350 millions de citoyens.

Nous avons également adopté une mesure importante sur les carcinogènes afin de promouvoir la santé et la protection des travailleurs. Cette nouvelle directive garantit l'absence d'ambiguïté quant à la définition d'une substance carcinogénique de façon à ce que, non seulement les substances dont on sait avec certitude qu'elles causent le cancer, mais également les substances qui, selon les scientifiques, sont susceptibles de causer le cancer soient incluses dans ce texte. Nous avons fait en sorte que les valeurs limites s'appliquent non seulement aux carcinogènes absorbés par voie respiratoire mais également à ceux qui pénètrent dans le sang par voie dermique. Cette mesure comble une lacune importante dans le domaine de la protection des travailleurs. Nous avons également adopté de nouvelles valeurs limites pour le benzène, substance extrêmement dangereuse fréquemment utilisée dans les raffineries de pétrole et l'industrie pétrolière et que l'on respire dans les stations service de l'Europe. Nous réduisons les valeurs limites à trois parts par million à partir de 1999. Trois ans plus tard, en 2002, les valeurs limite ne seront plus, pour les travailleurs, que d'une part par million.

Le mois dernier, nous avons accueilli ici une importante conférence au cours de laquelle la Commission a lancé son Livret vert sur la société de l'information. Nous avons étudié les effets sociaux du développement de l'informatique et particulièrement les implications de la société de l'information en matière d'emploi et de marché du travail. Les conclusions seront rapportées par le processus du Livre vert. Lorsque la Commission publiera le document de politique final sur la société de l'information, elle lancera un vaste processus consultatif et tiendra compte des effets sur la société dans son ensemble. Cette mesure fera en sorte que la société de l'information n'entraîne pas, en Europe, une division entre ceux qui possèdent l'information et ceux qui ne la possèdent pas ; elle garantira également que les bénéfices de l'informatique et les compétences que cela suppose soient largement distribués dans notre société ; elle garantira aussi que, dans la société d'information, les possibilités de créations d'emplois soient saisies et qu'il existe une protection suffisante pour les travailleurs et le nombre croissant de travailleurs atypiques.

Lorsque nous aurons notre troisième Conseil des Affaires sociales de la Présidence en décembre, notre tâche principale sera d'abord d'adopter le rapport sur l'emploi. Nous espérons également avancer en ce qui concerne un certain nombre de directives de l'EU. Le jugement Kalanke en matière d'égalité des chances et de discrimination positive, a donné lieu à une certaine ambiguïté pour ce qui est des possibilités d'action positive surtout pour les travailleurs défavorisés et pour les femmes. Nous nous efforçons de mettre au point une nouvelle directive dans ce domaine qui mettra fin à ces ambiguïtés et garantira que les entreprises européennes soient tenues d'adopter des programmes d'action positive. Nous étudierons également les implications du jugement Barber en matière d'égalité de traitement et de protection sociale. Nous espérons adopter une directive qui couvrira les implications de ce jugement particulier. Nous espérons également adopter une directive qui traitera des obstacles à la mobilité en Europe qui existent dans le domaine de la sécurité sociale et de la question de la charge de preuve qui constitue un aspect important du programme de l'égalité de traitement pour les femmes. Nous allons aussi déposer une résolution sur la formation tout au long de la vie car le Conseil des affaires sociales marquera la fin de l'Année de l'Education et de la Formation tout au long de la vie.

Le Président a fait allusion à la renégociation du Traité de Maastricht. Des progrès substantiels ont été réalisés pour le projet d'insertion dans le traité d'un chapitre sur l'emploi. Si notre Union européenne veut dire quelque chose, elle doit être une Europe des peuples qui place les préoccupations des gens au premier rang. Le souci majeur des Européens est le taux de chômage et la nécessité de garantir des emplois stables, sûrs et bien rémunérés. Un traité qui ne mettrait pas l'accent sur l'emploi passerait à côté de l'une des questions majeures à laquelle le public veut que nous nous intéressions. Le chapitre sur l'emploi fera avancer le programme d'Essen auquel tous nos gouvernements ont souscrit et inscrira ces principes dans le traité sous la forme d'un programme d'action coordonné. Il semble maintenant que, si, au départ, certains gouvernements ont fait preuve d'un certain scepticisme, nous sommes maintenant parvenus au stade où ce chapitre est sur le point d'être adopté. Il n'existe désormais que peu d'opposition à ce chapitre. Concrètement, l'un des principaux obstacles qui retarde la mise en oeuvre d'une politique sociale européenne est le fait que l'unanimité est requise. En vertu de l'article 235 du Traité, qui couvre tous les cas de figure, l'adoption de la plupart de nos programmes de dépenses sociaux exige l'unanimité. Si un point figure spécifiquement dans le traité, celui-ci peut être adopté par une majorité qualifiée. Cette procédure nous expose à un veto alors que la grande majorité de nos Gouvernements souhaiterait progresser. Il suffit d'un seul non pour arrêter la marche du progrès. Actuellement, nous avons un nombre d'excellents programmes très importants qui sont bloqués en vertu de la procédure de l'article 235.

Le premier de ces programmes est un programme de recherche sur les questions traitées à Essen qui renforcerait notre capacité à agir sur le chômage en apprenant davantage sur les causes sous-jacentes du problème et sur les mesures qui sont efficaces pour le combattre. Le programme SAFE sur la santé et la protection des travailleurs est également bloqué en vertu de la procédure de l'Article 235. Les programmes Pauvreté 1, 2 et 3 se sont attaqués avec succès au problème de l'exclusion et à celui des "points noirs" du chômage en Europe. Pauvreté 4 est également bloqué pour les mêmes raisons, c'est-à-dire la procédure de l'article 235. Il existe un autre programme d'actions pilote destiné à aider les personnes âgées qui sont parmi les catégories les plus exclues dans notre société et celui-ci est également bloqué. Il est impératif que nous inscrivions dans le

Traité un pacte pour l'emploi car ceci permettra à nos Gouvernements d'agir collectivement et de tirer ainsi le maximum de profit de nos politiques économiques et sociales dans ce domaine ; ceci évitera qu'une personne faisant preuve de mauvaise volonté puisse retarder tout le train. L'Europe a adopté une politique commune en matière d'union économique et monétaire. Une politique commune en matière d'emploi est encore plus importante pour les citoyens. Nous devons accorder la même priorité au problème du chômage qu'à l'union économique et monétaire. La présidence irlandaise poursuivra ses efforts pour faire en sorte que nous agissions de façon efficace et pratique en matière de chômage.

Diriger ce débat en ce moment me donne beaucoup de plaisir. L'Irlande possède en Europe l'économie au taux de croissance le plus rapide ; il était de 7% l'an dernier. Cependant, si nous ne possédons pas le taux de chômage le plus élevé en Europe, nous nous plaçons au second rang et nous remédions à cette situation par le biais de mesures structurelles et en prenant des mesures pour que la croissance s'accompagne de création d'emplois. Le chômage est un problème devant lequel nous ne devons pas adopter une attitude défaitiste. Il peut être résolu. Si on adopte les politiques économiques appropriées, l'Europe peut être forte, elle peut se développer, être compétitive et créer des emplois pour tous ses habitants. L'Europe a les ressources nécessaires pour l'insertion de ceux qui sont exclus et les chômeurs de longue durée vivant en marge de la société. Il s'agit là de la tâche la plus considérable à laquelle l'Union européenne ait jamais été confrontée et celle-ci doit être entreprise en association avec les parlements nationaux, les gouvernements et le Conseil de l'Europe afin de faire en sorte que les politiques européennes communes répondent aux aspirations de nos citoyens.

Président : Le ministre a présenté une vue générale sur la façon dont le Conseil des ministres aborderait la question du chômage et quelle place la Présidence lui accorderait au sein du nouveau traité. Il est suggéré que les interventions soient limitées à cinq minutes et que la priorité soit donnée aux délégations et non aux délégués. Je prie les intervenants d'éviter, dans la mesure du possible, les répétitions.

M. Friedrich Wolf (Parlement européen) : L'exposé du ministre était très intéressant. J'aimerais toutefois examiner la question sous un angle légèrement différent. Depuis le début de la période législative de ce Parlement et, bien sûr, depuis Essen, nous discutons de ces questions. Au sommet d'Essen, nous avons présenté au Conseil des ministres une résolution leur demandant d'agir sur le chômage de masse. Le Parlement européen s'intéresse de près à la question et se réjouit donc que la Présidence irlandaise soit si active dans ce domaine.

Il existe cependant un certain nombre de points qui demandent un plus grand degré de précision. Je n'ai pas besoin de préciser l'importance que le Parlement européen attache à la réduction du chômage de masse. Je voudrais souligner les points les plus importants dont la plupart sont identiques à ceux énumérés par le ministre. Tout d'abord, il est difficile mais très important pour nous, d'essayer de déterminer quelles sont les industries du futur et où nous devrions investir notre argent de façon à créer des emplois à long terme et à garantir la sécurité de l'emploi. Nous devons réaliser de gros efforts dans ce domaine. Il nous faut également tenter de définir la façon

dont les parlements nationaux et le Parlement européen pourront travailler ensemble dans ce domaine. COSAC a un rôle majeur à jouer. Deuxièmement, nous devons examiner les modèles en vigueur aux Etats-Unis et au Japon et voir dans quelle mesure ils sont compatibles avec les modèles européens et la culture européenne. Peut-être pourrions-nous être plus flexibles en matière de salaires. Une réduction des salaires et un allongement de la semaine de travail pourrait aboutir à une création d'emplois. Je doute que cette solution soit applicable dans ce pays mais ce modèle pourrait être acceptable ailleurs. Il est certain que c'est là une solution que le Parlement ne voudrait pas retenir ; nous sommes persuadés que ce serait néfaste à notre culture et à notre société.

Il est important pour nous d'étudier comment nous pourrions redistribuer les emplois. Dans ce contexte, il nous faut étudier l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes et la réduction du temps de travail. Le Parlement européen a adopté le rapport Rocard à une majorité écrasante et c'est une question dont nous avons discuté récemment. Nous avons tous convenu que nous examinerions comment les subventions publiques pourraient être utilisées pour combattre la stagnation et les problèmes dans ce secteur. Il convient d'examiner un autre point : le secteur tertiaire qui se situe à mi-chemin entre le secteur public et privé et dans lequel participent largement des oeuvres caritatives, des organisations non gouvernementales et autres. Dans le rapport Schiedermeier, le Parlement européen a adopté un nombre de points importants à la quasi unanimité et nous avons soutenu l'idée d'actions et d'initiatives locales en matière d'emploi. Certains de ces points pourraient constituer un point de départ important pour une discussion plus approfondie en coopération avec les parlements nationaux. J'aimerais penser que nous pourrions parvenir à un consensus sur cette question et que, par conséquent, nous pourrions prendre des mesures concrètes pour combattre le chômage de masse. Il s'agit d'un problème majeur pour la communauté. En ce qui concerne Essen, le sommet n'a pas donné lieu à des mesures qui engagent et, dans le même temps, les gouvernements n'ont pas réalisé suffisamment de progrès. Avec COSAC, nous devrions commencer à développer un type d'approche communautaire qui permettrait au Parlement européen et aux parlements nationaux d'essayer d'exercer davantage de pression afin que nous puissions finalement sortir de ce cercle vicieux. Nous serions heureux que le prochain sommet fasse une déclaration faisant de la lutte contre le chômage une priorité et nous voudrions vraiment, à partir de statistiques, constater que des progrès ont été réalisés. Nous ne pouvons nous contenter de faire de grandes déclarations sans que celles-ci s'accompagnent de progrès concrets. Il faut absolument que quelque chose soit fait. Nous devons rompre le cercle vicieux d'une façon ou d'une autre. Nous devons avoir le courage de nos convictions et faire en sorte que les mots débouchent sur des actions sinon comment pouvons-nous espérer un avenir positif. Après tout, l'Union européenne a besoin de tous ses citoyens pour son avenir et elle doit agir dans leur intérêt.

M. José Carlos Zorrinho (Portugal) : A la fin de 1995, lors de la réunion de Madrid, le Portugal a proposé qu'avec l'intégration monétaire, l'emploi constitue la base de notre travail pour la construction de l'Europe. C'est la raison pour laquelle nous sommes heureux de constater que la Délégation irlandaise considère l'emploi comme l'une des questions fondamentales dans l'intégration européenne. Il est important d'harmoniser toutes les actions prises dans toute l'Union européenne en matière d'emploi. Créativité et diversité d'action sont nécessaires. Il faut agir au niveau inter-régional et national et examiner la situation dans chaque pays. Au niveau de l'Union,

il est important qu'elle puisse décider en matière de politiques globales. Il est important pour l'Union européenne, ainsi que l'a déclaré le ministre, que toute information soit diffusée dans tous les pays de l'Union.

Il est très important que les parlements nationaux se rencontrent et présentent des suggestions. Il est important de poursuivre nos efforts en faveur d'une cohésion sociale et économique qui est à la base de toute action en matière d'emploi et cette approche doit être équilibrée. Il est également important d'agir d'une façon crédible de façon à attirer des capitaux étrangers et accroître les investissements. Nous devons défendre la stratégie de libre échange et de pratiques commerciales équitables au niveau global afin d'être en mesure d'agir davantage dans le domaine de l'emploi. Nous avons besoin de plus de cohésion et surtout en matière monétaire. Cette cohésion sera la base d'une véritable politique européenne en matière d'emploi.

Mme Lisette Nelis-Ven Liedekerke (Belgique) : Je remercie le ministre pour son excellent rapport sur le chômage. C'était un grand plaisir d'écouter ce qu'elle avait à dire. J'aimerais attirer l'attention sur un point en particulier, qui est l'importance des créations d'emplois dans le secteur des PME. La dernière fois que COSAC s'est réuni, c'était à Rome et nous avons alors souligné l'importance du secteur des PME et déclaré que nous devions le considérer comme une question prioritaire. Nous avons également dit qu'il devait s'agir d'une question prioritaire pour le Conseil de l'Europe. Entre temps, nous devons faire tout notre possible pour créer des emplois dans toute l'Union. A moyen terme, le programme MEDA a aidé au financement des PME et il a été convenu que toutes les réglementations se rapportant à ce secteur avaient besoin d'être révisées.

A la lumière des points évoqués plus tôt, pourrions-nous peut-être examiner quelques questions ? Par exemple, celle des conditions de travail. La réglementation en matière de conditions de travail est principalement la responsabilité des parlements des états membres. Cela signifie qu'il peut exister des disparités entre les pays de l'Union. Très souvent, les réglementations sont adaptées aux grandes entreprises et, par conséquent, ne conviennent pas aux entreprises plus petites. Cette situation peut constituer un obstacle à la création d'emplois.

J'aimerais demander au ministre dans quelle mesure elle appuierait ce que je viens de dire et quels changements pourraient être faits en matière de réglementations se rapportant aux conditions de travail dans les pays de l'Union européenne. S'agit-il d'une question dont nous devrions traiter au niveau de l'Union européenne ; est-ce un domaine susceptible d'être traité efficacement et auquel des améliorations peuvent être apportés ?

M. Peter Ter Veer (Pays-Bas) : Je tiens à remercier chaleureusement le ministre pour l'excellente présentation de ses activités durant la Présidence irlandaise. C'était un plaisir d'entendre ce qu'elle avait à dire. Je constate que le travail accompli par la Présidence présente une vision d'ensemble. Peut-être serait-il intéressant pour vous d'apprendre qu'à la Chambre, aux Pays-Bas, nous discutons de questions similaires et étudions attentivement ce qui devrait être fait en matière de chômage et ce que le nouveau traité devrait comporter. Il existe un courant au

Sénat, qui pense que ces questions devraient être traitées davantage au niveau national. Une action doit être menée au niveau national mais nous devons faire en sorte de parvenir à une harmonisation en matière de formation, de conditions de travail et d'éducation, particulièrement dans les secteurs de haute technologie. Nous devons agir aussi bien au niveau national qu'au niveau de l'Union européenne.

Nous examinons également attentivement comment nous pouvons parvenir à plus d'égalité pour les groupes ethniques et les groupes de population sur le marché du travail. Il existe, dans notre pays, des groupes qui sont quelque peu en marge de la société ou qui sont à l'écart du marché du travail. Je note donc avec intérêt ce que le ministre a déclaré à propos d'une approche basée sur l'égalité des chances pour les hommes et pour les femmes et les efforts pour faire en sorte que cette approche fasse partie de la structure à long terme du marché du travail. Il s'agit là d'une excellente suggestion qui pourrait nous permettre d'arriver à une complète réorientation par le biais des Fonds structurels et de l'UE et d'obtenir une plus grande égalité entre les sexes. En conclusion, j'aimerais demander au ministre de nous donner un aperçu de ce qui a été réalisé à propos de l'application de l'accord d'Essen. Je sais que certaines propositions ont été approuvées. J'aimerais savoir si elles ont été appliquées, ce qui a été réalisé et quel programme d'action est prévu dans un avenir proche.

Mme Eithne Fitzgerald, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Entreprise et de l'Emploi : M. Wolf a demandé quelles étaient les industries de l'avenir. L'industrie la plus importante sera l'informatique : les ordinateurs, la transmission de l'information et son contenu, y compris les supports et les logiciels récréatifs et éducatifs. C'est la raison pour laquelle nous accordons tant d'importance à la société de l'information.

Comparons le marché américain avec ses 250 millions d'habitants parlant une seule langue et l'Europe avec 350 millions de personnes parlant 11 langues différentes. Nous devons mettre l'accent sur la compétence linguistique dans les langues de l'Union et avoir une stratégie qui fasse en sorte que nous ne devenions pas 11 marchés séparés mais plutôt un seul dans lequel nous pourrions bénéficier des économies d'échelle - bénéficier d'un marché unique de 350 millions de personnes. Il s'agit là d'un domaine important et c'est la raison pour laquelle nous lui avons accordé une telle importance lors de notre colloque qui s'est tenu ici il y a deux semaines.

Les gens auront de plus en plus de temps libre. Aurons-nous un produit culturel américain ou européen ? Serons-nous en mesure d'en développer un que nous pourrions utiliser de façon interchangeable en différentes langues ? De plus, notre enseignement, notre formation et nos politiques en matière de marché du travail doivent refléter les besoins de ces industries.

Vous avez mentionné les modèles américains et japonais par opposition au modèle européen. Je suis, quant à moi, opposée à la notion d'accepter des salaires plus bas et des horaires plus longs. Je ne crois pas que ce soit la manière de parvenir à la compétitivité. Nous parviendrons à être compétitifs en investissant davantage dans la formation. Si le modèle américain affiche un taux

de chômage inférieur à celui de l'Europe, il indique en même temps un nombre très important de bas salaires. Si on examine le nombre de chômeurs aux Etats-Unis comparé aux chiffres pour l'Europe, on doit tenir compte du fait que 2 pour cent de la population adulte des Etats-Unis est en prison ; on constate alors que la différence entre les chiffres tend à s'atténuer.

J'étais présente au Parlement européen pour le débat sur le rapport Rocard portant sur le temps de travail. D'intéressantes suggestions ont été faites. Il reste beaucoup de travail à faire car ce n'est pas aussi simple que de réduire les heures de travail. Si les coûts salariaux sont constants, cela ne génère pas de revenus supplémentaires pour payer des travailleurs supplémentaires. Nous devons étudier comment la réduction des heures de travail peut aboutir à la création d'emplois ?

J'ai un projet sur le travail partagé qui va être présenté au Conseil des ministres dans deux semaines environ. En Irlande, nous pourrions probablement créer 10 000 emplois, ce qui est un chiffre modeste, en adoptant cette option. Il s'agit là d'une importante contribution au débat sur le chômage mais il ne s'agit certainement pas d'un remède miracle. Il reste beaucoup de travail à faire sur la proposition Rocard que j'ai accueillie avec enthousiasme lorsque j'ai pris la parole au Parlement européen il y a deux semaines.

Le développement de l'économie sociale est essentiel. La population de l'Europe vieillissant, on aura besoin d'un nombre croissant d'emplois dans le domaine des soins aux personnes âgées, des malades, des enfants et des groupes défavorisés ; ce sont souvent des associations sociales, des ONG etc. qui remplissent actuellement ce rôle. L'expérience de l'Irlande indique que c'est l'économie sociale qui connaît le plus de succès dans le recrutement des chômeurs de longue durée et des personnes défavorisées. Le taux d'emploi est de 90 pour cent dans ce secteur alors que le taux d'emploi des chômeurs de longue durée ne se situe qu'entre 5 et 10 pour cent dans les entreprises conventionnelles. Ce secteur est donc non seulement important en termes de création d'emplois mais fournit également aux personnes venant de secteurs défavorisés un accès au marché du travail

M. Zorrinho a demandé qu'il y ait davantage de cohésion ; je suis tout à fait d'accord avec lui. Mme Nelis Van Liederkerke a souligné le rôle important des petites et moyennes entreprises pour la création d'emplois. On assiste à une modification de la structure du marché européen du travail où l'on passe des énormes firmes industrielles à des entreprises plus petites dans des marchés spécialisés et tout particulièrement dans le secteur des services. Toutefois, je voudrais attirer l'attention sur les conditions de travail et mettre l'accent sur l'importance des ressources humaines et des personnes. La qualité de notre main d'oeuvre est primordiale et je ne pense pas qu'on aura une meilleure main d'oeuvre en ayant un marché du travail à deux vitesses, avec des conditions de travail inférieures pour ceux qui travaillent dans les petites entreprises et de meilleures pour les employés des grandes entreprises. Il est certain que nous devons simplifier et harmoniser les réglementations dans toute l'Europe.

Cela fait partie de notre projet en matière de réglementations communes sur la santé et la protection notamment contre les substances carcinogènes car l'on a besoin du même degré de protection contre ces dernières que l'on travaille dans une petite ou dans une grande entreprise. En termes de périodes de repos au travail, l'employé d'une petite entreprise a besoin de périodes de repos aussi longues que l'employé d'une grande entreprise pour éviter l'épuisement. Les employés d'une petite entreprise ont besoin d'autant d'investissement en matière d'éducation et de formation et c'est une fausse économie pour les petites entreprises de vouloir un niveau de protection inférieur pour leurs employés. C'est en traitant les employés correctement qu'on s'assure leur participation et leur compétence ; c'est là que réside la clé de la compétitivité de l'Europe.

M. Ter Veer a parlé du travail qui restait à accomplir au niveau national et au niveau de l'UE en matière d'harmonisation de la formation. Vendredi dernier, j'ai assisté à la première conférence européenne sur l'emploi et les services de formation qui s'est tenue à Killarney et à laquelle participaient 700 personnes. L'une des questions étudiées était l'harmonisation de la formation et la reconnaissance mutuelle des qualifications ; en effet, pour devenir électricien en Italie ou en Irlande, plombier en Allemagne ou au Royaume-Uni, le même type de formation et d'aptitude devrait être nécessaire. Ces métiers font appel aux mêmes savoir-faire et qualités. On commence à oeuvrer dans cette direction comme par exemple avec la Conférence de Killarney qui a connu un grand succès.

Je partage son point de vue lorsqu'il a souligné la nécessité de davantage d'égalité et d'accès à l'emploi pour les groupes ethniques et l'on pourrait examiner la façon dont nous abordons l'égalité de traitement entre les sexes sous le même angle. Nous avons tous signé la convention européenne sur le racisme etc. ; nos lois interdisent donc la discrimination raciale en matière d'emploi. Toutefois, il existe une discrimination latente et il nous faut faire en sorte que les personnes appartenant à des minorités ethniques obtiennent les savoir-faire, la compétence et l'assurance permettant aux employeurs de les recruter.

M. Ter Veer a demandé des précisions à propos de l'application des conclusions d'Essen et où en étaient les choses à cet égard. Tous les états membres ont terminé des programmes multi-annuels. La procédure les oblige à remettre des rapports mis à jour. Nous recevons actuellement ces rapports et les examinons selon un ensemble d'indicateurs communs. Il est important de poser les bonnes questions pour obtenir de bons résultats. Nous savons tous, par exemple, à quel point les critères de Maastricht sont importants pour équilibrer les budgets, réduire la dette par rapport au PIB et maintenir un niveau d'inflation bas et nous savons à quel point les gouvernements des états membres prennent au sérieux la publication des classements. De même, la Présidence irlandaise s'est efforcée de mettre en place une méthode d'évaluation du processus d'Essen en publiant des classements de ce qui était fait et réalisé par chaque pays. Bien que je ne dise pas qu'un pays ne peut joindre l'UME à cause de ces rapports, il ne faut toutefois jamais sous-estimer la capacité de forcer un pays à mettre en place des programmes en lui "faisant honte" étant donné le fait que les états membres doivent présenter ces rapports annuellement et que ceux-ci sont présentés aux sommets européens. Finalement, j'aimerais souligner que le "miracle économique irlandais" est dû à l'adoption et à la mise en oeuvre de programmes de type Essen dans notre

marché du travail. Ceux-ci sont efficaces en termes de croissance économique et de création d'emplois et il s'agit là de la meilleure publicité.

Mme Berit Löfstedt (Suède) : C'est avec plaisir que j'ai écouté un ministre qui est si persuadé que nous puissions faire quelque chose dans le domaine très délicat de l'emploi et du chômage. Le ministre a déclaré qu'on pouvait trouver une solution au chômage et je suis ravie d'entendre ce point de vue présenté avec autant de conviction. Je me réjouis du fait que l'Irlande ait placé cette question au sommet de l'ordre du jour. Comme nous le savons tous, lorsque les gens sont en chômage, ils se trouvent dans une situation très difficile. Nous pouvons en discuter ici mais nous devons surtout prendre des mesures spécifiques et concrètes pour combattre le chômage. Elle a également souligné des domaines très importants tels que le chômage de longue durée dû au manque de formation, la place des femmes sur le marché du travail, la formation continue, etc. parce que, même aujourd'hui, on peut avoir recours aux stratégies existantes pour lutter contre ces problèmes. Nous pouvons commencer à agir dans ce domaine. La Suède est très satisfaite du rapport que nous avons reçu concernant les progrès accomplis au sein de la Conférence intergouvernementale car nous sommes persuadés que l'emploi devrait être l'une des questions prioritaires et être inséré dans le Traité. Certes, ces mesures doivent être appliquées de différentes façons. Le ministre ayant soulevé le problème des divers avant-projets de directives qui ont été bloqués en raison de l'absence d'unanimité, l'Irlande envisage-t-elle de soumettre des projets d'amendements ? Le fait de vouloir insérer les questions d'emploi dans le Traité ne résout pas le problème. Il résout le problème principal mais il faut également que nous soyons plus actifs et opérationnels. L'Irlande ou d'autres pays soumettront-ils des propositions concernant les prises de décisions à la majorité dans le domaine des questions sociales où aucune décision ne peut être prise en raison du principe de l'unanimité ?

M. Maurice Ligot (France) : J'ai écouté très attentivement l'exposé du ministre ; elle a déclaré que l'Union devait accorder tout autant d'attention aux questions d'emploi qu'aux questions économiques et monétaires. Je suis d'accord avec elle sur ce point mais, dans mon pays, nous avons essayé de mettre en oeuvre des politiques dont l'objectif était de lutter contre le chômage, cependant, nous avons compris que pour obtenir des résultats concrets, il fallait également disposer des moyens financiers nécessaires. Par conséquent, il n'est pas possible de séparer la politique de l'emploi de la politique économique.

Nous devons également examiner comment nous pouvons promouvoir un niveau d'activité économique suffisamment élevé pour créer de nouveaux emplois. Certaines mesures devront être prises par les états membres pour réduire les prélèvements obligatoires. Il a également été fait allusion à la réduction des avantages sociaux et c'est là l'une de nos préoccupations principales. Nous devrions mettre l'accent sur la nécessité de réduire les taxes et charges fiscales car les charges et les prélèvements obligatoires sont composés de charges sociales et d'éléments fiscaux.

Je voudrais soulever trois problèmes préoccupants pour l'avenir. L'un des problèmes principaux est le fait que, l'élargissement aura des conséquences pour les pays qui bénéficient actuellement des fonds structurels. A l'avenir, leur situation sera différente et ceci ne sera pas sans

répercussions graves. Le second problème concerne les investissements. Il existe des projets européens relatifs à l'aménagement régional, la création d'importants réseaux de communication et des décisions tactiques en matière d'application qui ne suivent pas le développement. Il s'agit là d'un point très important car c'est l'une des raisons pour lesquelles le chômage demeure si élevé.

Le troisième problème, qui risque de faire l'objet d'une polémique mais que je tiens néanmoins à aborder, concerne les conséquences de l'établissement et de l'introduction de la monnaie unique en Europe. A mon avis, ceci est absolument nécessaire pour résoudre un certain nombre de problèmes tels que les dévaluations qui n'auraient plus de raison d'être si nous avions une monnaie unique. Il existe cependant un problème fondamental qui est le suivant : lorsque la monnaie unique sera créée, sera-t-elle très forte par rapport au dollar ou permettra-t-elle à l'économie européenne d'être compétitive par rapport à son principal concurrent, les Etats-Unis ? Nous devons également considérer les clients dans le monde qui achètent et vendent en dollars. Il existe un problème à cet égard. Je ne veux pas en faire un sujet de polémique mais nous devons soulever ce point et en discuter objectivement afin de voir si la monnaie unique ne pourrait pas être utilisée pour promouvoir l'emploi au sein de l'Union.

M. Steen Glade (Danemark) : Je remercie le ministre pour son exposé. Je pense que la Présidence irlandaise fait un travail excellent dans le domaine de l'emploi. Toutefois, nous ne devrions pas ignorer le fait que pendant que nous sommes assis dans une salle à discuter, la plupart des citoyens européens pensent qu'il existe une contradiction entre les discussions sur l'emploi et les programmes de convergence des différents pays par rapport à l'introduction de l'EMU. Beaucoup de gens pensent que la réalité est quelque chose de très différent comme le démontrent les événements qui se déroulent actuellement dans l'Union européenne. En raison d'un processus très concentré, ils pensent que l'UME crée du chômage au lieu de le réduire.

J'ai une question pour le ministre qui concerne un autre domaine. Cette question est liée au chaînon manquant entre la solution aux problèmes d'environnement et la création d'emplois. Le chapitre 10 du Livre blanc présenté par M. Delors en 1993 n'a pas été pris au sérieux. Ce chapitre comprenait une critique fondamentale de nos modèles de développement et M. Delors proposait également un modèle de sous-développement qui nous aurait permis d'échapper au dilemme auquel nous devons faire face aujourd'hui. Chaque fois que nous connaissons une période de croissance économique, les problèmes d'environnement tendent à prendre plus d'ampleur. Nous devons faire en sorte d'introduire une politique qui nous permette de réaliser la croissance économique, d'accroître le nombre d'emplois et de réduire les problèmes d'environnement. Ceci est nécessaire pour de nombreuses considérations globales dont nous devons tenir compte si nous voulons résoudre nos problèmes. Nous n'avons pas vraiment appliqué le chapitre 10 du Livre blanc de M. Delors ni les Conclusions d'Essen.

Le ministre envisage-t-elle de soulever cette question au cours du débat ? Nous pourrions appeler cette section "Les emplois verts" et nous pourrions tenter de résoudre les problèmes d'environnement et de créer des emplois en même temps. Je voudrais soulever deux éléments à

ce sujet. Tout d'abord, il existe de graves problèmes d'environnement qui doivent être résolus. Résoudre ces problèmes ne peut se faire sans accroître le nombre d'emplois dans le secteur de l'environnement. L'autre élément est le fait qu'une modernisation fondamentale de nos industries et de nos systèmes de production s'impose. Il y a deux semaines, à Copenhague, le Professeur Weizsächer de l'Institut Wuppertal a soumis son message sur le facteur 4. Le fond de son argument est que nous devons utiliser quatre fois moins de ressources si nous voulons mener à bien cette conversion au cours des vingt prochaines années. Cela signifie que nos politiques industrielles, agricoles et de transport devront être plus efficaces car c'est là que l'environnement est le plus menacé. A mon avis, des milliers et des millions d'emplois pourraient être créés si nous nous efforcions de mettre cette politique en pratique.

Politiquement, le problème tient au fait que la plupart, sinon la totalité des gouvernements, sont persuadés que, s'ils considèrent l'environnement comme une question prioritaire, ils créeront plus de chômage. Si tous les pays développaient une stratégie conciliant les solutions aux problèmes d'environnement et une stratégie pour parvenir à une technologie plus propre, cela aurait des effets positifs sur l'environnement et entraînerait la création de nouveaux emplois. Notre compétitivité s'en trouverait améliorée. Le capitalisme a réussi dans le passé parce qu'il était beaucoup plus efficace en matière d'environnement. Cela est vrai pour le Japon également. Nous pourrions appliquer les conclusions d'Essen, réduire les taxes sur le travail, essayer d'agir ensemble dans le domaine des mesures fiscales et introduire des taxes spéciales en matière de pollution.

M. Pafsanias Zakilikes (Grèce) : J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt l'exposé du ministre sur ce problème fondamental. La Présidence irlandaise a eu raison de considérer l'emploi comme une question prioritaire. L'analyse du ministre est parfaite et elle fait preuve d'une compréhension de la situation sociale. Il est essentiel que l'UE agisse différemment des autres pays du monde. La théorie sur laquelle s'appuie l'exposé du ministre est correcte et je la félicite.

Néanmoins, il est important pour nous d'adopter des mesures pratiques permettant de créer des emplois pour les chômeurs des deux catégories - ceux qui perdent leur emploi dans les industries traditionnelles licenciant leur personnel et les jeunes à la recherche d'un premier emploi. Il existe des programmes et des plans pour aider les états membres. L'UE ne crée pas d'industries mais elle peut donner une aide financière et soutenir des programmes spécifiques. Les états membres doivent s'assurer que des programmes d'aide à la création d'emplois pour les chômeurs soient adoptés. Si l'on crée une industrie capable de fournir des centaines d'emplois, il peut s'agir là d'une entreprise coûteuse. Quelques années plus tard, cependant, les changements technologiques peuvent faire en sorte que les résultats de ces investissements soient limités.

Nous vivons une période difficile dans laquelle les industries traditionnelles doivent se transformer en industries ultra-modernes. Les petites et moyennes entreprises qui sont soutenues par l'UE peuvent contribuer à résoudre le problème du chômage. Les investissements dans ces petites et moyennes entreprises sont limités comparés à ceux nécessaires pour les grandes entreprises et les résultats sont satisfaisants.

Lorsque les entreprises se seront adaptées aux nouveaux besoins technologiques, la situation s'améliorera. Les résultats seront meilleurs que si nous investissons dans de très grandes entreprises. Nous devons examiner les programmes avec soin afin de voir dans quels secteurs les investissements doivent être faits pour éviter l'accroissement du chômage. Les petites et moyennes entreprises pourraient se révéler une bonne solution. Elles peuvent être un outil qui, utilisé d'une façon planifiée, peut résoudre les principaux problèmes du chômage.

Mme Eithne Fitzgerald, secrétaire d'état au ministère de l'entreprise et de l'emploi : Je me réjouis qu'une initiative suédoise en matière d'emploi pour le Traité soit sur le point de se concrétiser. Je félicite le Gouvernement suédois. Nous essayons d'amender le traité pour accroître les cas où la prise de décision à la majorité qualifiée peut s'appliquer. Cela sera essentiel en cas d'élargissement. Ce serait particulièrement important pour les programmes sociaux actuellement bloqués.

M. Maurice Ligot (France) a estimé qu'il ne pouvait y avoir de séparation entre la politique de l'emploi et la politique économique. Si la croissance économique est une condition nécessaire, elle ne peut suffire à résorber le nombre des chômeurs de longue durée et des personnes défavorisées car ces derniers ne bénéficieront pas de l'essor de l'économie. Si nous ne nous efforçons pas de donner à ces catégories la formation et les savoir-faire nécessaires pour réintégrer le marché du travail, ils resteront en dehors de celui-ci.

Mme Eithne Fitzgerald, Secrétaire d'état au ministère de l'Entreprise et de l'Emploi : Pour créer de nouveaux emplois, il nous faut une activité économique suffisante. Je n'ai pas dit qu'il fallait réduire la protection sociale des travailleurs - j'y suis totalement opposée. Il nous faut réduire les charges sociales. Pour reprendre le point de M. Gade, peut-être devrions-nous taxer l'énergie et non l'emploi ; ainsi une consommation d'énergie au-delà d'un certain seuil serait taxée et les charges sociales des entreprises seraient diminuées. S'il devient plus cher pour les entreprises d'employer du personnel, cela réduira, pour un niveau de rendement donné, le nombre d'emplois. Je serais hostile à la baisse des avantages sociaux mais nous devons faire en sorte de baisser les charges de façon à ce que le salaire net soit à un niveau proche des prestations sociales. Ainsi, peut-on réduire l'absence d'incitation à travailler et le chômage. On devrait y parvenir en réduisant l'impôt sur les bas salaires.

Les problèmes créés par l'élargissement de l'Union dans le domaine des fonds structurels sont bien réels mais nous ne pouvons tourner le dos aux économies en voie de développement d'Europe de l'est. Nous devons considérer ce que l'élargissement nous apportera en termes de nouveaux marchés, de soutien aux démocraties, de renforcement de l'union à l'est, de notre capacité d'y trouver des marchés et, pour reprendre un point évoqué par M. Gade, de s'attaquer à la dégradation de l'environnement dans ces démocraties émergentes de l'Europe de l'est.

Par exemple, les problèmes de pollution qui existent en Allemagne proviennent souvent de la Pologne ou de vieilles usines de l'ancienne Allemagne de l'est. C'est en s'attaquant aux problèmes d'environnement dans les démocraties émergentes que nous pouvons agir de la façon la plus efficace sur l'environnement des pays tels que l'Allemagne et le Danemark. Les fonds structurels s'avèrent évidemment nécessaires pour mener à bien cette tâche.

En ce qui concerne les investissements dans les réseaux trans européens, la Présidence irlandaise regrette que, malgré la mise en place du groupe spécial "Gallagher" pour négocier un accord dans ce domaine, on ne soit pas parvenu à un accord. Environ 93 % des échanges commerciaux européens se faisant au sein de l'Europe, il est possible d'avoir recours à une injection Keynésienne de fonds pour relancer nos économies. Une telle injection de fonds et les bénéfices qui résulteraient de ces réseaux seraient payants.

Nous ne pouvons revenir en arrière concernant l'union monétaire. Si nous prenons en considération les fluctuations des taux de change du début de 1990, nous ne pouvons renoncer à ce projet. L'un des critères économiques clé dont on ne parle pas toujours mais qui a une influence fondamentale sur l'emploi est les taux d'intérêt. L'instabilité des monnaies entraîne des taux d'intérêt élevés ; avec des monnaies stables, au contraire, les taux d'intérêt sont bas car on n'a pas à payer le prix de l'insécurité et en particulier dans le cas des petites monnaies. L'abandon de l'union monétaire aboutirait à l'instabilité des monnaies, les taux d'intérêt augmenteraient, les gens investiraient moins car ils laisseraient leur argent à la banque pour obtenir des taux d'intérêt plus élevés. On assisterait à moins d'agrandissements d'usines, d'achats de nouvelles machines, d'investissements dans la recherche et le développement et il y aurait une perte d'emplois.

A la chute du mur de Berlin, on a assisté à une augmentation des taux d'intérêt européens de 2% qui a entraîné la perte de 20 000 emplois en Irlande. Il existe un lien réel entre taux d'intérêt élevés et pertes d'emploi. Dans une Europe de plus de 300 millions de personnes, nous pouvons recueillir les bénéfices de ce marché unique. On estime que, si l'on change un ECU dans toutes les différentes monnaies, il ne reste que 10% de sa valeur une fois les commissions de change acquittées. Sans une monnaie unique, nous ne pouvons commercer avec les différents pays de l'Union qui représente notre marché le plus facile en termes de croissance. Malgré les difficultés initiales de mise en oeuvre, aucun pays ne peut revenir en arrière. Des recherches récentes, effectuées à propos, par mon mari, suggèrent que l'Irlande bénéficiera de 10 000 nouveaux emplois grâce à la mise en place de l'union monétaire et ceci, même si le Royaume-Uni n'y participe pas. Si le Royaume-Uni participe à l'UME, c'est de 30 000 à 40 000 emplois qui peuvent être créés. La monnaie unique entraînera la création d'emplois car elle réduira les barrières douanières entre les pays membres. M. Gade a demandé des précisions concernant les programmes de convergence dans le cadre de l'UME. Si cela crée des difficultés à court terme, nous ne pouvons toutefois abandonner le projet. Avec le ratio PIB correct, nous évitons ainsi de payer des taux d'intérêt énormes, ce qui représente de l'argent qui dort, pour pouvoir l'investir et faisons aussi en sorte que nous ne passions pas à côté de programmes d'investissement pour création d'emplois en raison d'une mauvaise utilisation de ressources.

Des remarques intéressantes ont été faites en matière d'environnement. Il est important que nous nous attaquions au problème au niveau européen, par exemple en remplaçant les taxes sur le travail par des taxes sur l'énergie. Il s'agit là d'une mesure qui, donné un certain niveau de croissance économique, est susceptible de créer de nouveaux emplois en Europe ; cette mesure garantirait également un environnement plus sain pour tous et devrait être mise en oeuvre. La dépollution de l'Europe de l'est représente probablement la mesure la plus rentable que nous puissions envisager pour notre environnement. Avec la modernisation des industries, les emplois futurs se trouveront principalement dans des secteurs non polluants tels que les services, l'information, les médias etc. Nous nous éloignons de l'époque où l'industrie lourde et le développement industriel dominaient nos économies pour avancer vers une époque où 65% des Européens sont employés dans des secteurs totalement propres ou dans des secteurs ne produisant qu'un minimum de pollution. C'est dans des secteurs qui n'ajoutent pas à la pollution mais qui, au contraire, la réduisent que la croissance économique se manifeste actuellement. Nous devons utiliser des outils économiques et des mesures fiscales pour faire en sorte que notre développement économique soit aussi vert, propre et respectueux de l'environnement que possible.

M. Zakolikes a parlé de la prise de mesures pratiques pour les sans emploi et de l'importance de s'occuper de deux groupes : les jeunes chômeurs et les travailleurs quittant les industries traditionnelles. Des fonds structurels ont été utilisés pour la catégorie des chômeurs venant des industries traditionnelles. Il s'avère urgent de prévoir les secteurs dans lesquels des changements se produisent, de redonner une autre formation aux employés de ces secteurs et il faut aussi s'assurer que les employeurs ne fassent pas preuve de discrimination envers les travailleurs d'une quarantaine d'années ayant été licenciés après avoir travaillé dans une industrie traditionnelle. Cette discrimination existe souvent dans l'esprit des employeurs qui hésitent à recruter des travailleurs plus âgés. Une personne d'âge moyen perdant son emploi risque de rester en chômage jusqu'à l'âge de la retraite. J'ai le plaisir d'annoncer qu'il existe actuellement une volonté de la part des partenaires sociaux au niveau européen de mettre en place des programmes d'action conjoints pour les jeunes sans emploi, pour leur recrutement et leur insertion dans le marché du travail. Il s'agit là d'un phénomène positif.

Au niveau local en Irlande, nous avons mis sur pied un réseau d'associations locales dans les secteurs au taux de chômage élevé ; ces associations sont composées de chômeurs, de partenaires sociaux locaux, c'est-à-dire, les employeurs et les syndicats locaux et les autorités statutaires tels que l'Agence pour la formation, l'autorité pour le Développement Industriel (Industrial Development Authority), les organismes locaux etc. Ensemble, ils proposent un plan d'action local. Ces associations font appel à l'engagement et au patriotisme des habitants de la région et la relation ainsi établie entre habitants et employeurs fait que ces derniers acceptent d'embaucher des personnes difficiles à placer. Il s'agit là d'une mesure pratique pour donner aux chômeurs provenant des industries traditionnelles la chance de retravailler et aux jeunes sans emploi et aux personnes difficiles à placer la chance de trouver un emploi. Nous avons découvert en Irlande que si l'on n'intervenait pas sur le marché du travail, six pour cent seulement des postes vacants allaient aux chômeurs de longue durée. Il est nécessaire d'intervenir pour mettre en place des programmes d'action positive qui permettent de trouver des emplois aux personnes difficiles à placer. Ce sont là des mesures pratiques pour les sans emploi. Les PME ont également été

mentionnées et je ne peux que rappeler l'importance de ce qui a été dit à ce propos.

M. Giancarlo Ta'pparo (Italie) : Le ministre vient de dire quelque chose de très important en déclarant qu'il fallait agir pour résoudre le problème du chômage. Ceci est essentiel pour les millions de sans emploi en Europe. S'il s'agit d'un problème urgent, et c'en est un, son insertion dans le Traité s'impose. A la Conférence intergouvernementale, la délégation italienne insistera pour que le chômage soit considéré comme une question tout aussi prioritaire que les questions monétaires.

Un autre question a été abordée, celle du temps de travail. Nous savons que les situations ne sont pas les mêmes dans toute l'Europe et qu'il existe des différences entre les grandes entreprises industrielles et les plus petites. Des politiques spécifiques adaptées aux différents secteurs sont nécessaires.

En Italie, récemment, les partenaires sociaux représentés par les syndicats, les industries et le Gouvernement, sont parvenus à un accord. Cet accord concernait les coûts sociaux qui devront être adaptés au nouveau temps de travail. Les coûts sociaux augmentent lorsque les salariés font des heures supplémentaires mais baissent lorsque le temps de travail diminue. Les partenaires sociaux et le Gouvernement sont parvenus à un accord. Cela illustre ce qui peut être fait pour éviter que des politiques générales soient adoptées. C'est à ce niveau que des accords doivent être réalisés.

Peut-être qu'autour de cette table, où nous nous employons à définir des politiques, nous devrions également avoir la présence de personnes responsables pour la création d'emplois. Ce n'est pas seulement une question de politique et de flexibilité mais aussi de mesures prises par l'industrie, l'agriculture et les établissements de crédit pour financer les petites entreprises. Nous devrions aussi étudier les fonctions du secteur public tel que transport, travaux publics et défense et voir comment celles-ci sont adaptées à la création d'emplois. Nous devrions avoir des spécialistes de l'emploi et du marché du travail et les personnes qui sont en mesure d'accroître le nombre d'emplois disponibles.

M. Pedro Solbes (Espagne) : Nous sommes tous d'accord pour penser que le chômage est l'une de nos préoccupations majeures et qu'il n'existe pas de solution miracle. Nous devrions adopter des politiques pour ôter les obstacles à la création d'emplois et nous avons besoin de politiques nationales. Certaines mesures ont été prises au niveau de l'Union mais nous n'avons pas accordé suffisamment d'attention aux petites et moyennes entreprises pour la création d'emplois. La Conférence intergouvernementale se préoccupera de ces questions. Nous savons que la Présidence irlandaise fera tout ce qui est en son pouvoir pour que le problème du chômage soit considéré comme une question prioritaire. Que pouvons-nous attendre de la Présidence irlandaise en ce domaine ? Dans le Traité, il devrait être fait référence au taux d'emploi maximum nécessaire. Un système de coordination est nécessaire et pas seulement dans le domaine de

l'échange d'information. L'Espagne a suggéré que soient annexées au Traité les conclusions du Conseil de Madrid. Est-ce également l'avis de la Présidence irlandaise ?

M. Kimmo Sasi (Finlande) : En Europe, on discute beaucoup du chômage mais, malgré cela, le taux de chômage ne cesse d'augmenter. L'insertion d'un chapitre sur l'emploi dans le Traité européen est une idée généreuse mais qui sera sans effets sur le chômage. C'est une bonne chose que les Gouvernements discutent de ce qui peut être fait au niveau national mais aucune mesure concrète ne résultera de ces discussions. Il serait plus utile que les Gouvernements examinent les rapports de l'OCDE sur chaque pays et étudient ce que l'OCDE recommande de faire pour améliorer la situation de l'emploi dans chaque pays. Je suis préoccupé par le fait que la politique de l'emploi de l'Union européenne est conservatrice. Elle est basée, dans une large mesure, sur des programmes de soutien ainsi que sur la construction de routes. Les programmes d'aide et les subventions seraient mis à meilleur profit si les coûts pour les diverses entreprises étaient maintenus à un niveau plus bas.

Je ne crois pas davantage à la division du travail car les statistiques montrent que, dans un pays, plus le temps de travail est court et plus le taux de chômage de ce pays est élevé. La division du temps de travail signifie que nous abdiquons devant le problème du chômage. Dans l'ensemble, l'Union européenne adopte une attitude défensive en matière de chômage.

Le fait est qu'en Europe nous avons accepté un certain niveau de chômage pour des raisons sociales parce que nous ne sommes pas suffisamment flexibles en matière de salaires. Dans un avenir proche, nous devons faire face au problème de la nécessité d'avoir une flexibilité salariale vers le bas mais nous devons maintenir le modèle social européen. Cela voudrait dire que ce type de flexibilité pourrait être compensé par des programmes de sécurité sociale. Il nous faut un modèle d'emploi plus dynamique et nous ne devrions pas parler d'emploi mais de création de nouvelles entreprises et de dynamisme. Avec Internet, nous pouvons constater que les entreprises américaines participent à la société d'information alors que l'Europe est à la traîne parce qu'elle manque de dynamisme. Il nous faut être plus dynamique en matière de politiques sociales et fiscales car nous avons besoin de politiques qui rendent les entreprises rentables. Le problème de l'emploi ne peut être résolu qu'en comptant sur la fabuleuse capacité de créativité que les gens ont au fond d'eux-mêmes. Plus nous nous complaisons dans nos problèmes de chômage et plus cela a des effets négatifs sur celui-ci.

M. Staatssekretär Gustav Wabro (Bundesrat Allemagne) : Aujourd'hui, en Europe, nous avons 18 millions de sans emploi. Il s'agit là d'un chiffre effrayant. Nous devons nous attaquer à ce problème et voir comment nous pouvons créer de nouveaux emplois. Je suis reconnaissant à la Présidence irlandaise d'avoir mis l'emploi au coeur de ses préoccupations.

Je reviens aux propos du ministre. Ce qui a été décidé à Essen doit être mis en pratique. Nous devrions également faire en sorte que tout soit fait pour assurer le succès des procédures introduites visant à une concentration et une efficacité accrues. Il est très important de créer de

nouveaux emplois dans les PME mais il existe toutefois un risque. L'Europe se transforme en une société de service et d'information mais nous ne devons pas oublier le secteur de la production. Pour sauvegarder et protéger les emplois, nous devrions créer de nouveaux emplois dans le secteur de la production également.

Si nous regardons cinquante ans en arrière, nous constatons que des emplois étaient créés dans les petites et moyennes entreprises. Un garage était ouvert qui maintenant emploie peut-être 500 ou 600 personnes. C'est beaucoup moins facile de nos jours. Nous avons besoin de beaucoup de capitaux pour créer de nouvelles entreprises. Je représente le Gouvernement allemand et dirige le Comité responsable des affaires européennes. Nous nous intéressons de près à cette question et avons récemment adopté une résolution pour l'introduction de biens d'équipement à risque, pour la création de nouvelles entreprises technologiques. Nous devons avoir des échanges transfrontières dans ce domaine. Nous sommes aussi en faveur de la promotion des PME.

En Allemagne, chaque nouvel emploi crée conduit à la création de quatre autres emplois en raison de l'effet boule de neige. Que pouvons-nous faire ? Nous avons devant nous la proposition pour la formation d'un comité de politique sur les marchés de l'emploi et du travail. Un tel comité serait une excellente idée car il agirait de concert avec, entre autres, le Conseil ECOFIN.

En matière d'emploi et de questions politiques, la responsabilité principale revient aux états membres. Nous nous réjouissons donc que le comité proposé soit un outil du Conseil et qu'il soit doté d'un secrétariat étroitement associé au Conseil. La Commission pourra également utiliser ses services. Si ce comité devait être mis en place, il devrait s'intéresser à des questions spécifiques car de nombreux organes de l'EU s'occupent déjà de questions d'emploi.

Une autre proposition que, du côté allemand, nous soutenons complètement, est l'insertion du protocole social dans le Traité. Nous avons déjà soumis une proposition et avons pris une décision en la matière. Il s'agit d'une question extrêmement importante. Dix-huit millions de chômeurs représentent une situation si dramatique que l'UE doit faire tout son possible pour tenter d'y remédier. Bien que la politique en matière d'emploi doive demeurer la responsabilité des états membres, nous devons travailler ensemble pour résoudre ce problème.

M. Luis Sa (Portugal) : Il est important que la Présidence irlandaise ait considéré l'emploi comme une question prioritaire. Nous ne devrions jamais perdre de vue le fait que nous avons 18 millions de sans emploi ni le fait que, quand nous parlons du marché unique nous avons besoin de mesures concrètes et pratiques. Nous avons une liste de mesures à prendre et des échéances à respecter. Nous nous efforcerons d'atteindre ces objectifs mais, lorsque nous parlons de problèmes sociaux, nous devons également fixer des objectifs et faire tout notre possible pour les atteindre. Il est important que des politiques sociales et des politiques en matière d'emploi soient insérées dans le Traité mais le Traité de Rome mentionne spécifiquement les conditions de vie et la nécessité d'avoir un emploi.

Nous devons maintenant nous préoccuper des mesures requises. Il s'agit là d'un problème fondamental pour chacun des états membres tout en étant un problème pour l'Union européenne tout entière. Nous connaissons tous quelles mesures sont prises pour lutter contre le dumping dans le domaine social et dans celui de l'environnement. De nombreuses entreprises européennes vont s'installer dans le Tiers Monde et un grand nombre de personnes du Tiers Monde viennent en Europe. Il est nécessaire de tenir compte de cet état de chose mais cela n'a pas été mentionné jusque là. Lorsque nous nous déclarons en faveur du libre échange, nous devrions tenir compte de tous ces problèmes afin d'éviter une aggravation de la situation à l'avenir qui nous empêcherait d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.

Président : M. Ligot voudrait apporter une petite précision avant la réponse du ministre.

M. Maurice Ligot (France) : Afin d'éviter tout malentendu, je voudrais apporter une petite précision à ce que j'ai dit précédemment à propos de la monnaie unique. Je tiens à préciser que, personnellement, je suis en faveur de l'introduction d'une monnaie unique en Europe à la date prévue. Toutefois, je voulais dire que l'introduction d'une monnaie unique à elle seule ne pourrait résoudre tous les problèmes. La réponse du ministre se rapportait aux taux d'intérêt mais ne concernait pas le niveau de parité de la nouvelle monnaie lorsque celle-ci sera introduite. Sa relation avec le dollar US est un problème réel. Des pays à la monnaie forte tels que l'Allemagne, la France et d'autres opérant au même niveau, souffrent d'une trop grande disparité de parité entre diverses monnaies. Certaines industries souffrent de la concurrence car le niveau de parité est défavorable à leur monnaie. Après son introduction, la nouvelle monnaie unique ne devrait pas être fixée à un niveau tel qu'il découragerait le développement de la concurrence et des emplois. Voilà ce que je tentais de dire plus tôt. Je voulais le préciser pour éviter tout malentendu et pour que nous puissions réfléchir à toutes ces questions. Bien que cela semble un sujet un peu tabou, il devrait faire l'objet d'une réelle réflexion afin de combattre le chômage.

Mme Eithne Fitzgerald, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Entreprise et de l'Emploi : M. Giancarlo nous a donné un aperçu intéressant de l'accord qui avait été conclu en Italie avec les partenaires sociaux et le coût social du temps de travail. En ce qui concerne le temps de travail, je voudrais rappeler aux délégués que la directive européenne sur le temps de travail prendra effet le 23 novembre. Elle fixera à 48 heures la durée maximum de la semaine de travail. En Irlande, environ 6% des travailleurs effectuent plus de 48 heures par semaine. Il existe encore quelques problèmes pour l'application pratique de cette directive mais elle prendra effet dans cinq semaines. Il s'agit là d'un pas important concernant le débat sur le temps de travail. M. Giancarlo a également déclaré qu'il était important d'avoir la présence de représentants du monde de l'industrie, de l'agriculture, de ceux qui refusent ou accordent les crédits et des PME car ce sont eux qui sont aux premières lignes en matière de chômage et constituent parfois des obstacles à la création d'emplois. La possibilité d'étendre le dialogue social au niveau européen afin d'inclure ces voix est actuellement à l'étude suivant une nouvelle proposition sur le dialogue social soumise par le commissaire Flynn.

M. Solbes a mentionné l'importance des PME et a rappelé ce qui avait été dit autour de la table. Il a demandé que les conclusions du Conseil de Madrid fassent partie des mesures prises pour l'emploi et qu'elles soient insérées dans le chapitre. Le message clé des conclusions de Madrid, qui développaient et renforçaient celles d'Essen, était l'importance donnée aux chômeurs de longue durée. La Présidence irlandaise a repris ce défi.

M. Sasi était pessimiste et a déclaré que nous devrions examiner les rapports de l'OCDE des différents pays plutôt que faire ce que nous faisons actuellement dans l'Union européenne. Il pense que notre politique économique est conservatrice en termes d'investissement et qu'elle était basée sur la construction de routes. Comparé aux autres états membres, le Gouvernement irlandais consacre la plus grande part de ses fonds structurels à l'éducation et à la formation. Cet investissement produit les meilleurs rendements : 7,5 % des capitaux utilisés.

Les routes sont importantes pour réduire le coût du transport, etc. pour les entreprises et elles doivent être maintenues comme un élément important de notre infrastructure. Toutefois, l'investissement le plus important et le plus rentable que l'Europe puisse faire pour améliorer la situation de l'emploi dans l'avenir, est dans le domaine de l'éducation et de la formation. C'est de cette façon qu'on s'attaquera aux problèmes structurels de l'économie européenne.

Quant à la question de savoir si nous avons suffisamment de flexibilité salariale, je dirais que si le coût de cette réduction de salaires nous oblige à vider nos caisses d'assurance sociale, le coût serait pratiquement le même puisque, de toute façon, il y a des taxes sur le travail. Il s'agirait d'un transfert circulaire. Il existe déjà beaucoup de flexibilité dans le marché du travail des jeunes. Pour ce qui est du futur marché du travail européen, nous ne pouvons rivaliser avec des économies qui offrent un salaire horaire d'un dollar. Nous devons nous battre sur le terrain de la compétence, d'un investissement élevé dans l'éducation, d'une main d'oeuvre à forte valeur ajoutée et avec des travailleurs dont la rémunération leur permet de se procurer le niveau de vie auquel les Européens s'attendent. Cela crée un modèle dynamique. Un délégué a déclaré que nous devrions adopter une vue dynamique de la société de l'information, du défi des médias et du contenu de l'information qui arrive sur les autoroutes de l'information, domaine déjà dominé par les Etats-Unis. L'Europe devrait faire preuve de dynamisme.

M. Wabro a également parlé de la société de l'information et du secteur des services. Je ne pourrai jamais assez souligner l'importance des échanges d'information et d'expérience par delà les frontières. Si nous opérons en tant que quinze marchés distincts, à quoi sert le projet européen en matière d'économie ? Toutefois, si nous voulons obtenir des économies d'échelle en travaillant ensemble au sein du plus grand marché unique au monde comprenant 350 millions de personnes, nous pourrions réaliser des progrès. M. Wabro a mis l'accent sur la nécessité d'un comité en matière de politique sur le marché du travail et de l'emploi et l'insertion d'un protocole social dans le Traité. J'attends avec impatience le jour où tous les états membres signeront le protocole social et la politique sociale européenne.

En réponse à Mme Luimstra-Albeda, je suis tout à fait d'accord sur la nécessité d'accorder la même priorité à l'emploi qu'aux questions monétaires, sur l'importance d'une politique sociale et la nécessité de lutter contre le dumping dans le domaine social et celui de l'environnement. L'une des tâches des Ministres des Affaires sociales réunis en Conseil pour mettre au point des directives communes sur la protection de l'emploi est d'assurer qu'il n'y ait pas de dumping social entre nos états et les autres et que nous observions des critères communs en matière d'emploi. A la Conférence de Singapour, l'Europe se battra pour exiger que des critères communs soient la base des accords de réciprocité dans les transactions commerciales internationales.

En réponse à M. Ligot, je dirai que nous savons bien que l'UME ne résoudra pas nos problèmes et que nous devons mettre l'accent sur l'emploi. Il veut savoir quel sera le niveau de parité de la nouvelle monnaie - je ne peux deviner l'avenir et ce sera la tâche de l'Institut monétaire européen qui sera la nouvelle banque centrale européenne dans laquelle toutes nos banques centrales seront représentées ; chaque pays jouera un rôle pour décider à quel niveau fixer la monnaie européenne par rapport au dollar et pour assurer la compétitivité. A quoi servirait d'avoir une monnaie européenne forte si cela a pour conséquence la perte de marchés ? En mettant fin aux fluctuations internes, je pense que nous pouvons rassurer le consommateur européen. Nous ne pouvons prévoir quelle sera la politique économique des Etats-Unis - qui affecte la valeur du dollar etc. - pas plus que nous ne pouvons prévoir la relation entre le dollar et l'euro ; cependant, nous pouvons, par l'intermédiaire de nos banques centrales, donner des instructions à nos représentants de l'Institut monétaire européen qui définiront la politique européenne sur la monnaie. Nous espérons que ce sera une politique favorable au développement économique de l'Europe, à sa compétitivité et à sa place dans le monde.

Président : Merci, Mme le Ministre. Je vais maintenant clôturer cette session. Le Ministre a dit que le Conseil des Affaires sociales et ECOFIN prépareraient un rapport basé sur les cinq points du Conseil d'Essen pour le Sommet de Dublin en décembre. Il est important que l'emploi figure dans le traité et également à tous nos ordres du jour. Nous représentons les citoyens de l'union et ceci leur sera utile. Il est également important qu'il y ait égalité de traitement entre les hommes et les femmes.

Nous entrons dans la société de l'information et ceci représente une chance pour l'avenir de notre main d'oeuvre hautement qualifiée. Nous aimerions aussi concilier emploi et environnement. Ces deux questions ne sont pas incompatibles. Nous reconnaissons également l'importance des petites et moyennes entreprises pour la création d'emplois. Il existe de nombreuses autres façons de contribuer à l'emploi ; nous nous retrouverons pour discuter de ces questions et faire appel à l'expertise et aux expériences de chacun.

Le débat sur l'UME continuera ; le ministre a dit que nous ne pouvions revenir en arrière. Nous espérons qu'un grand nombre d'états satisferont aux critères nécessaires pour joindre l'UME.

Il est important pour nous tous de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour créer des emplois et lutter contre le fléau de notre société qu'est le chômage tout en maintenant le niveau de protection sociale des employés auquel, dans l'Union européenne, nous sommes parvenus au cours des dernières années.

Au nom de tous les délégués, je remercie le Ministre pour son exposé et pour les réponses à chaque question.

Point 2: La lutte contre le crime international particulièrement dans le domaine des drogues illicites avec le cas d'Europol et le rôle des parlements.

Le Président: Le cas d'Europol et le rôle des parlements dans la lutte contre le crime international et particulièrement dans le domaine des drogues illicites constituera le deuxième volet de cet ordre du jour. Rares sont les délégués parlementaires présents dont le secteur n'est pas touché par la criminalité, en particulier par la consommation et la vente des drogues illicites aux jeunes. Ce phénomène atteint des proportions endémiques dans de nombreux pays, dont l'Irlande fait partie. La criminalité et la drogue au niveau international sont une question clé du troisième pilier du traité et comptent parmi les zones prioritaires abordées lors de la présidence de l'Irlande et de la conférence intergouvernementale. C'est la raison pour laquelle une opportunité utile de débattre et de participer à l'évolution de la pensée sur cette question s'ouvre à nous dans le cadre de la CIG.

De nombreux délégués seront au fait de l'énorme saisie de 600 kg de cocaïne dans l'un des ports du sud de l'Irlande, il y a de cela à peine deux semaines. Nous pensons que cette cocaïne est originaire du Venezuela et qu'elle était destinée à être distribuée sur le continent européen et non pas sur ces îles. Ceci illustre l'importance de la coopération entre les gouvernements, les États membres et nos agences nationales de sécurité nationales dans la lutte contre le crime international. Cette criminalité étant sans frontière, nous ne devons pas restreindre les pouvoirs de nos agences nationales de sécurité lorsqu'il s'agit de combattre cette criminalité.

Je suis enchanté que l'intervention du Dr Bruggerman soit axée sur ce thème dans le cadre de cette conférence. J'espère qu'il soulignera certains des problèmes auxquels son organisation se voit confrontée dans son travail d'assistance apportée aux agences nationales de sécurité dans le cadre de la lutte contre le crime international. Le Dr Bruggerman est accompagné de deux membres de la police irlandaise qui sont rattachés à Europol : l'inspecteur de police Noel Clarke et le policier Tom O'Sullivan. La convention d'Europol ayant été acceptée par les chefs d'État et de gouvernement lors du conseil de Florence disposera dorénavant de l'autorité nécessaire à la réalisation des tâches qui lui sont imparties. Je souhaite la bienvenue au Dr Bruggerman et j'attends avec impatience son intervention qui ne manquera pas de susciter l'intérêt des délégués. Je demande à tous mes collègues de bien vouloir réserver un accueil chaleureux au Dr Bruggerman.

Le Dr William Bruggerman (EUROPOL): Je suis heureux de pouvoir intervenir devant vous dans le cadre de cette réunion. Il est exceptionnel d'avoir la chance de s'exprimer devant les parlements nationaux et le Parlement européen. Je ferai de mon mieux pour que cette intervention soit aussi efficace que possible. Nous n'avons encore pas pris officiellement de décision en ce qui concerne les langues de travail à Europol. Nous nous employons à nous exprimer le mieux possible dans les langues que nous connaissons à Europol et c'est ce que j'ai l'intention de faire lors de cette intervention afin de pouvoir être compris. Du fait que mon anglais est rudimentaire, les interprètes n'auront pas trop de difficultés à me comprendre.

Il y a cinq points à l'ordre du jour, dont le premier est axé sur un bilan de la criminalité. Nous pensons que la criminalité dans l'Union européenne est un sujet important, en particulier lorsque celle-ci est associée avec le milieu de la drogue et des organisations criminelles. Peut-être vaudrait-il mieux parler en terme de la grande criminalité car nous ne disposons pas de définition commune en ce qui concerne le grand banditisme. Malgré l'ampleur de l'activité des nombreuses organisations, qui se manifeste au niveau national, la croissance et l'intensité des facettes internationales du grand banditisme prennent des proportions graves. Actuellement, nous sommes sous la menace de bandes d'Europe de l'Est qui commencent à opérer au sein de l'Union européenne. Nous en sommes revenus à la situation dans laquelle nous nous trouvions dans les années 1970 lorsque des bandes nationales opéraient sur la base d'une discipline militaire et étaient prêtes à tout pour s'enrichir. Ces bandes d'Europe de l'Est opèrent sur une base similaire. Lors de la dernière décennie, certaines bandes spécialisées dans le domaine de la délinquance économique et informatique sont désormais sous l'emprise de bandes d'Europe de l'Est et de bandes actives dans divers domaines de ce milieu et qui se battent pour conquérir les monopoles, etc. Plusieurs villes de l'Union européenne sont actuellement soumises à ce scénario.

En ce qui concerne les drogues, la production de drogues classiques telles que l'héroïne, la cocaïne et les drogues synthétiques est plus importante que jamais. En sont témoins les documents d'Interpol et nos propres recherches. Le rôle joué par le grand banditisme au niveau de la distribution et du transport des drogues et sur le plan des activités commerciales liées au trafic de la drogue est considérable et prend des proportions inquiétantes. Certaines bandes ethniques font actuellement une percée sur ce marché. Les bandes nigériennes, d'Europe de l'Est et asiatiques sont actives et remplacent les bandes traditionnelles au sein de l'Union européenne. A cet égard, nous avons vu les récents rapports du centre de surveillance de Lisbonne. Deux instituts travaillent sur ce thème. La consommation et l'abus des drogues synthétiques chez les jeunes constituent le problème le plus important auquel se heurtent actuellement les pays de l'Union européenne.

Les drogues classiques, notamment l'héroïne et la cocaïne font une nouvelle apparition, mais ce sont surtout les drogues synthétiques qui intéressent principalement les unités nationales de sécurité dans certains pays européens. En ce qui concerne la coopération au sein de l'UE, nous avons récemment aboli les contrôles frontaliers. Nous n'avons pas encore établi ce que les Français appellent un "espace judiciaire européen". Il s'agit là du seul moyen de coopérer et de coordonner nos efforts. Cependant nous ne disposons pas de suffisamment d'instruments pour réaliser cet espace. Europol et l'accord de Schengen n'ont été que récemment mis sur pied. Il existe d'autres structures, à savoir la structure du Bénélux et les zones de coopération scandinaves. Il n'en reste pas moins qu'il faut impérativement que nous améliorions nos structures et la coopération au sein de l'UE.

Nous parlons beaucoup de coopération internationale, mais il faut que nous agissions plus concrètement selon les principes énoncés dans le traité de Maastricht. Notamment, selon le principe de la souveraineté, actuellement, le droit pénal est encore différent dans chacun des États membres: en effet il n'existe pas de code européen. Les services policiers ne sont pas structurés au niveau européen et nous ne sommes pas encore prêts à une telle structuration. Je ne

revendique pas la mise en place d'un service similaire au FBI. Nous devons quand même tout d'abord renforcer la coopération puis seulement peut-être penser en termes d'un FBI avec un pouvoir exécutif. Nous devons améliorer la coopération au niveau national car nous assistons encore à une concurrence considérable entre les agences nationales de sécurité des divers États membre. Les mots clés des réalisations futures, après avoir aboli les contrôles frontaliers, sont coordination et coopération. Le premier pas a été d'établir Europol, conformément à l'article 319 du traité de Maastricht, dans le but de lutter contre la grande criminalité, non seulement grâce aux forces de la police, mais aussi grâce aux services des douanes, le cas échéant. La convention d'Europol a récemment été signée, mais doit toujours être ratifiée par les parlements nationaux. Il sera difficile d'appliquer cette convention dans certains États, notamment en Allemagne, car elle doit être ratifiée tant par le Parlement fédéral que par les parlements régionaux.

Nous nous employons pour la première fois à organiser une structure commune en ce qui concerne notamment l'échange de données sensibles. Ce sera également la première fois qu'un travail d'analyse sera entrepris sur la base de renseignements sensibles. Il faut notamment que les cas d'écoutes téléphoniques soient organisés sur une base judiciaire commune. Ceci n'a jamais été fait auparavant. Le cas du FBI est différent car il existe une législation fédérale au États-Unis. C'est la première fois dans l'histoire, que sur une base intergouvernementale, un institut commun est établi selon un règlement et une procédure communs sur une question aussi sensible. Si nous nous tournons vers les inquiétudes concernant la protection des données, nous constatons que la résistance à la création d'une telle structure est différente d'État membre à État membre.

J'espère que nous ratifierons cette convention aussi rapidement que possible. Le but d'Europol va au-delà de son établissement à La Haye. Nous visons à établir et nous préparons déjà une structure européenne pour que la coopération policière soit coordonnée à la Haye, dans un seul bâtiment. Cependant, l'article 4 de la convention d'Europol prévoit également que l'établissement d'unités au niveau national. Cette opération ne posera pas de problèmes dans pour certains pays, comme le RU et les Pays-Bas. Cependant, cette opération s'avérera plus difficile au niveau des pays de culture latine qui disposent de plusieurs forces de police au niveau national. Je parle notamment de la situation dans mon propre pays, la Belgique. La création d'unités nationales est déjà entamée dans certains pays, comme la Belgique. D'autres pays tentent de créer une structure nationale. Cette tâche fait partie des responsabilités les plus difficiles imposées par la convention d'Europol.

Il reste encore beaucoup à faire. Nous devons également créer un cadre commun, une structure commune et des procédures communes. Nous débattons actuellement à Bruxelles sur la réglementation des fichiers de travail sur les dossiers d'analyse criminelle. On s'imagine immédiatement à quel point il est difficile non seulement de créer un système informatique sur des données dites "dures", mais aussi un système d'information et de renseignements pour analyser les données "douces" issues de méthodes secrètes. Ces autres responsabilités que nous devons remplir et qui sont issues de la convention d'Europol influenceront les polices au niveau local. Par exemple, lorsque nous recueillons des renseignements et que nous voulons en évaluer la valeur, ce travail doit être effectué par chaque police au niveau local. Le résultat de la convention d'Europol va au delà de l'établissement d'un bureau à La Haye. Pour créer une unité nationale,

nous devons aussi créer une procédure et des règles communes. Cette démarche influencera le débat au sein des parlements nationaux.

La direction d'Europol a été créée à La Haye par une action commune. Il s'agit de l'une des techniques de prise de décision citées dans le traité de Maastricht. Un réseau d'officiers de liaison a été créé. Ces officiers sont au nombre de 37 à La Haye et sont originaires de divers États membres. Il ne représentent non seulement les États membres, mais aussi les diverses agences nationales de sécurité. Il y a notamment quatre officiers originaires de France, deux de la police nationale, l'un des forces armées et l'autre du service des douanes. Leur rôle montre que ce qui se fait au niveau d'Europol s'avère parfois aussi ardu qu'au niveau national, notamment en ce qui concerne le rassemblement de ces agences dans un même bureau. Nous avons 15 bureaux à notre disposition.

Il s'agit d'un exercice utile car ceux qui ont créé Europol ne pensaient pas en ces termes là. Ils pensaient plutôt créer un institut fédéral, un institut européen avec seulement des experts-policiers européens travaillant ensemble au niveau européen. Cependant, du fait que nous avons désormais établi un réseau d'officiers de liaison, nous avons également créé une plate-forme horizontale annexe composée de représentants des États membres. La décision de construire une telle plate-forme a été difficile à prendre dans le cadre de la convention d'Europol car certaines autorités à la base de l'établissement de cette convention n'étaient pas favorables à la création de ce réseau horizontal de représentants, du fait que ce concept était contraire à l'idée d'une police fédérale.

Je suis très favorable à cette plate-forme car elle représente le meilleur moyen de faciliter la coopération. Un officier de liaison est un représentant de chaque État membre et est disponible 24 heures sur 24. Si le Luxembourg n'envoie qu'un seul officier, ce n'est pas mon problème; c'est à lui d'être disponible 24 heures sur 24. Vendredi dernier, nous devions organiser une intervention sur les drogues au niveau de l'Europe. En l'espace de deux heures, 5 pays étaient représentés dans un seul bâtiment pour prendre une décision commune. Voilà un exemple de ce qu'est la coopération.

Un officier de liaison est un expert. Il doit connaître exactement les conditions de base de la coopération. Il doit savoir ce qui fait partie des législations nationales et des procédures nationales. Lorsqu'ils travaillent ensemble sur une base interactive, ils doivent débattre afin de répondre aux critères les meilleurs du travail en équipe. Par exemple: comment introduire le meilleur expert, quels sont les aspects positifs et négatifs de la coopération, etc. Il n'y a pas de problèmes de langues dans le cadre de la plate-forme actuelle des officiers de liaisons. Par exemple, la police grecque peut communiquer avec son officier de liaison en grec. Nous communiquons dans chaque langue européenne sans aucune difficulté. Je suis convaincu que la convention d'Europol peut présenter tant une logique fédérale, représentée notamment par un service composé d'analystes, d'officiers de renseignements s'employant à travailler ensemble pour analyser la criminalité au niveau européen, qu'une plate-forme horizontale composée de représentants des États membres.

Actuellement, le fait que nous ne soyons pas en mesure de mettre en mémoire les données personnelles constitue un danger. Nous ne pouvons qu'échanger des données personnelles par le réseau des officiers de liaison. Il faut que nous attendions pour étudier les bandes selon des données personnelles, bien que cette opération soit actuellement effectuée parfois avec le concours des États membres principaux.

Notre besoin d'établir une convention de règles et de réglementation sur la protection des données constitue un autre problème. Nous devons établir des procédures communes, c'est la raison pour laquelle, et là je me répète, il faut que cette convention soit ratifiée. L'Union européenne a connu un développement à deux vitesses qui me paraît inquiétant. Récemment, et j'en suis heureux, le parlement et les autorités ont établi un cadre meilleur pour la coopération de la police, grâce non seulement à la convention d'Europol, mais aussi grâce à la structure de Schengen. J'espère qu'un jour nous assisterons à l'intégration de ces deux systèmes, car nous ne pouvons pas vivre sous le régime de deux systèmes dans une même Union européenne, mais il s'agit là d'un autre débat.

Ce phénomène à deux vitesses est le suivant. La coopération judiciaire, à savoir la coopération entre les services de l'accusation et les ministères de la justice et les tribunaux se fondent encore sur une ancienne disposition datant de conseil de l'Europe dans les années 1950. Nous ne disposons pas de cadre de coopération judiciaire actualisé, et tel est actuellement notre problème. La coopération policière est dorénavant si souple que lorsqu'une police transfère ses responsabilités à l'accusation, notamment aux services de l'accusation, nous éprouvons des difficultés, car dans ce domaine nous travaillons encore conformément à l'ancien système. Nous nous employons actuellement à résoudre ce problème. Les Pays-Bas et la Belgique sont en train de nommer un magistrat national. La France a récemment envoyé un magistrat de liaison aux Pays-Bas, et ainsi de suite, mais ce dont nous avons besoin immédiatement c'est d'un cadre moderne de coopération judiciaire au sein de l'Union européenne.

Les parlements ont fait de leur mieux à cet égard, mais le problème est que ce que nous avons jusqu'à présent mis en place constitue le dernier élément de la coopération judiciaire, notamment en ce qui concerne le facilitation des procédures d'extradition. Il s'agit là de l'une des phases finales de la coopération judiciaire. Nous devons promouvoir la souplesse dès la phase de démarrage des enquêtes et des interventions judiciaires. Il s'agit là actuellement de la seule possibilité pour l'Union européenne. Nous devons faire correspondre des structures policières souples à ce qui, j'espère, seront des structures judiciaires souples. Ceci était ma deuxième inquiétude.

En ce qui concerne les nouvelles réalisations, mon rôle est également, je crois, de donner les meilleurs conseils possibles, et, par conséquent, j'emploie ou j'exploite cette opportunité ouvertement. Pouvons-nous notamment conseiller les parlements? Et, si oui, quels conseils pouvons-nous leur donner? C'est la raison pour laquelle je suis heureux d'être parmi vous.

Je considère que la structure de coopération internationale la plus impressionnante de l'Union européenne est la structure scandinave. Celle-ci ne comprend pas de grandes conventions, mais constitue une structure très rudimentaire alliée à la méthode de coopération la plus souple. Cette structure est notamment si efficace que l'avocat général d'un des pays scandinaves peut contacter son homologue dans un autre pays scandinave pour décider dans quel pays l'enquête doit commencer et si les conditions sont remplies. C'est de ce genre de structures que nous manquons actuellement. Je pense que la structure scandinave est excellente et qu'il est dommage que la Norvège ne se soit pas jointe à l'Union européenne, mais il s'agit là d'un autre problème.

Nous devons réorganiser la structure du troisième pilier. Personnellement, je n'aime pas beaucoup la liste des points clé un. Je me réfère au point clé un du traité de Maastricht qui identifie les secteurs dont nous parlons actuellement. Les affaires intérieures et la justice sont considérées être d'intérêt commun. En examinant cette liste, vous découvrirez que celle-ci n'est ni bien structurée, ni entièrement adaptée aux problèmes associés au grand banditisme. Nous mentionnons parfois la drogue, la fraude est mentionnée une fois, et nous mentionnons la coopération judiciaire comme un tout. Il s'agit d'une structure mal organisée, voire non organisée, au sein du troisième pilier. Je ne prêche pas le remplacement du troisième pilier par le premier pilier, il s'agit là d'un autre exercice. Nous devons améliorer l'organisation de la structure judiciaire en ce qui concerne les activités de ce troisième pilier.

Nous avons également besoin de coopération à l'intérieur même de ce pilier et heureusement, à Madrid, un plan d'action pour combattre le trafic de la drogue a été élaboré pour la première fois. Il s'agit d'un plan d'action au sein du troisième pilier qui implique non seulement le troisième pilier, mais qui se base aussi sur les premier et deuxième piliers, car la Commission européenne est notamment active à ce niveau, en luttant notamment contre la contrebande organisée par les précurseurs de ces bandes et contre d'autres activités. Le deuxième pilier est également important sur le plan de la politique étrangère. Nous envoyons des officiers de liaison policière dans le monde entier par le biais des ambassades dans les pays producteurs, et ainsi de suite, ce qui illustre la valeur de ne pas limiter les plans d'action de lutte contre le trafic de la drogue dans chaque pilier, mais de réaliser une meilleure intégration et une meilleure souplesse entre les divers piliers de la structure de Maastricht, car c'est la structure dans laquelle nous vivons. Nous faisons maintenant face au problème au trafic d'êtres humains, au trafic d'enfants. Nous pourrions aisément adopter une même procédure à cet égard, ne pas isoler par trop la démarche de chaque piliers

Pour le moment, nous sommes relativement actifs et nous nous employons à soutenir les actions au sein des divers États membres. En ce qui concerne l'application de la loi, nous négligeons l'aspect préventif et la prise d'initiatives face à ce problème. Nous ne faisons pas assez pour aider les victimes, ceci est manifeste en Belgique actuellement. Nous avons ce problème en Belgique et nous devons faire plus. Nous n'agissons pas assez ensemble pour lutter contre le crime. Nous sommes actifs au niveau de la lutte contre le crime, mais la prévention du crime devrait être beaucoup plus développée.

Il faut que nous nous penchions beaucoup plus sur le problème du blanchiment de l'argent. Chaque État membre dispose d'une législation à cet égard. Je remets en cause l'efficacité des diverses mesures adoptées dans les différents États membres. Nous avons notamment des chambres de compensation entre les systèmes bancaires et les services de la police pour identifier les transactions douteuses. Actuellement, il manque une structure de base pour combattre les initiatives financières associées aux criminels, car il s'agit là du seul moyen de les blesser. Nous avons notamment tenté d'initier une initiative commune de saisie de biens. Il s'agit d'une simple saisie de biens, car si on arrête notamment un ressortissant britannique en Belgique, la structure judiciaire qui existe au RU permet de saisir toutes ses possessions et ses ressources également en Belgique, mais c'est le seul pays à être allé aussi loin. Nous avons besoin d'une meilleure structure pour combattre les criminels, structure qui consisterait non seulement à les arrêter, mais aussi à les handicaper financièrement. Sommes nous actuellement insatisfaits à cet égard? Croyons-nous que nous avons échoué? Je suis très optimiste pour l'avenir, car l'intérêt suscité par le thème de l'application de la loi est actuellement important en raison de certaines situations de crise dans les États membres. Nous devons exploiter chaque situation pour améliorer les décisions prises, obtenir de meilleurs résultats et proposer des initiatives et des propositions meilleures. Nous développons actuellement la coopération au niveau des polices en particulier, et j'en suis heureux. Ce qui nous manque actuellement, c'est une coopération judiciaire. Je ne peux que réitérer que nous avons un besoin urgent d'une meilleure structure de coopération judiciaire correspondant à la souplesse que nous sommes actuellement en train de bâtir au niveau de la coopération des polices. Nous devons rationaliser les procédures au sein de l'Union. Nous ne pouvons pas continuer avec le système du Bénélux, l'accord de Schengen, Europol, une coopération scandinave, etc. Si nous sommes unis par une seule Union, essayons de travailler au sein d'une seule et même structure intégrant tous les systèmes en place. Nous rajoutons toujours de nouveaux concepts, mais nous ne rationalisons jamais les anciens. En dernier lieu, nous devons améliorer la qualité de certaines législations afin de combattre les criminels, spécialement sur une base financière.

Le Président: Merci Dr Bruggerman, vous nous avez signalé certains secteurs sur lesquels nous devons concentrer nos efforts. Vous travaillez en ligne de front et vous vous tournez vers les États membres pour qu'ils améliorent leur législation, afin d'améliorer la coopération au niveau de l'Union. Je demanderai aux délégués à nouvelle reprise, pour que tous puissent participer au débat, d'être aussi brefs que possible dans la formulation des questions qu'ils désirent poser au Dr Bruggerman et de se limiter à un maximum de quatre ou cinq minutes afin que tous les intervenants puissent parler avant le déjeuner. Le premier interlocuteur est Lord Geoffrey Tordoff de la Chambre des Lords. J'en profite pour souhaiter la bienvenue à Geoffrey et pour lui dire combien nous sommes heureux de le voir en bonne santé après sa récente maladie. Nous sommes heureux que vous soyez de retour parmi nous. Il est opportun que vous soyez le premier à intervenir sur ce thème.

Lord Tordoff (Royaume-Uni): Merci Monsieur le Président. Nous faisons tous les deux parties du même club. Pour ceux qui ne le savent pas, nous avons tous les deux subi un pontage, moi plus récemment que Monsieur le Président.

Il s'agit là d'une illustration utile du type d'activité qu'il faudrait que COSAC conduise et je félicite la Troïka d'organisation pour nous avoir présenté ce sujet aujourd'hui. Cette réunion à Dublin est particulièrement opportune en raison du meurtre de la journaliste Veronica Guerin qui a secoué l'Union européenne entière. Nous devons garder à notre souvenir cette journaliste courageuse et les autres journalistes qui s'emploient ainsi à lutter contre le crime. Je préside la commission de la Chambre de Lords et nos attributions nous permettent de traiter non seulement des documents provenant de Bruxelles, mais aussi de thèmes plus généraux. Notre commission parlementaire a traité de la convention d'Europol en détail l'an passé. Les membres seront peut-être intéressés par notre réflexion à ce sujet. De nombreux thèmes ont déjà été abordés. Ceci illustre la difficulté qu'éprouvent les parlements nationaux à examiner de près les affaires qui sont incluses dans le deuxième et dans le troisième piliers. Nous devrions être les premiers à examiner les affaires qui ne sont pas examinées par le parlement européen.

En 1993, la commission parlementaire a compilé un rapport sur les piliers intergouvernementaux et a déterminé quel travail devait être supervisé par les parlements nationaux. Nous avons ainsi tenté d'agir. Notre gouvernement n'a pas accepté les recommandations de notre commission. Ces recommandations stipulaient que les documents préliminaires devaient être présentés s'ils pouvaient se classer dans l'une des trois catégories suivantes : interprétation, besoin éventuel d'une législation nationale et imposition d'engagement judiciaire sur la parlement national. Notre gouvernement a accepté de couper la poire en deux en acceptant que la responsabilité de cette partie du travail sur le traité de Maastricht incombe au parlement national.

Nous avons établi une enquête sur Europol en novembre 1994, présidée par Lord Slynn, qui comme vous le savez certainement est un ancien membre de COSAC et qui, je suis navré de l'annoncer, est actuellement gravement malade. Les conclusions suivantes ont été tirées de ce rapport. Premièrement, l'établissement d'un Europol efficace aboutirait à des avantages importants pour le public, mais il faudra que cette organisation réponde de ses politiques et de ses actions et que des mesures de sécurité soient incluses dans la convention pour protéger les droits des individus. La question des droits de la personne s'est distinctement profilée dans la discussion.

Deuxièmement, il a généralement été estimé qu'il n'était pas satisfaisant que l'unité travaillant sur la drogue ait été autorisée à commencer et à étendre ses activités sans accord d'engagement légal sur une structure de réglementation, mais que tout ça était désormais du passé. Troisièmement, dans la mesure où la mission d'Europol était élargie de manière contrôlée, la commission a accepté que la liste des crimes pour lesquels elle devrait pouvoir agir soit publiée. La convention préliminaire a fourni une base raisonnable d'information et de consultation pour le Parlement européen sur les opérations d'Europol. Pour toute convention dans le cadre du troisième pilier, on doit considérer s'il faut ou non conférer une juridiction sur la Cour de Justice des Communautés et nos opinions se sont avérées différentes de celles du gouvernement britannique à cet égard.

En ce qui concerne Europol, la commission a estimé qu'il était important que la convention soit appliquée de manière uniforme dans tous les États membres. Il semble ridicule qu'une personne dont les données ont été employées à mauvais escient à partir d'une banque de données Europol dans un pays puisse être placée sous la juridiction de ce pays et de celle de son propre pays. L'interprétation de la convention pourrait s'avérer différente dans le cadre de juridictions diverses. Par conséquent, il nous a semblé essentiel que la Cour de Justice des Communautés ait le dernier mot en ce qui concerne l'interprétation de la convention. Malheureusement, le gouvernement britannique était d'avis différent, partiellement du fait qu'ils croient fermement que les questions abordées par le troisième pilier sont entièrement l'affaire des gouvernements nationaux et ne doivent pas être contaminées par le deuxième pilier. Si les parlements nationaux devaient être tenus responsables de la supervision démocratique, ils devaient pouvoir considérer les propositions préliminaires en leur laissant suffisamment de temps pour leur permettre d'apporter une contribution constructive. Notre gouvernement a en général accepté les conclusions de notre rapport, mais n'a pas approuvé les résultats de nos recherches sur la CJC. D'autres pourraient peut-être donner une indication sur la méthode qu'ils ont adoptée pour traiter les affaires du troisième pilier, en prenant Europol comme exemple.

M Raymond Langendries (Belgique): Je souhaite revenir sur l'ordre du jour concernant les drogues. Dans un contexte international, la Belgique est devenue un centre du crime. Jusqu'à récemment, nous pensions que cette criminalité était associée au trafic de la drogue et des armes, à la fraude fiscale et au trafic d'êtres humains. Cependant, les événements tragiques récents, avec lesquels les membres seront familiers, ont mis l'accent sur le pire de tous les crimes, à savoir l'abus sexuel d'enfants pour de l'argent. Jamais, n'aurions nous pu imaginer que les réseaux impliqués dans cette affaire pouvaient être aussi monstrueux en ce qui concerne le rapt et le meurtre d'enfants. Les ressources à notre disposition au niveau national et international sont loin d'être suffisantes.

Il semble que la responsabilité principale d'Europol soit de combattre la drogue, sans que la lutte contre le trafic d'êtres humains ne soit véritablement spécifiée. Nous sommes convaincus que la lutte contre la pornographie infantile et la pédophilie est très importante. Les 26 et 27 septembre derniers, lors de la réunion ministérielle informelle, nous avons revendiqué l'élaboration d'une approche internationale contre le trafic d'être humains et la pédophilie. Nous sommes convaincus qu'Europol devrait jouer un rôle important dans cette lutte. Les ministres européens se sont accordés par principe à élargir le mandat d'Europol dans cette mesure.

Le Dr Bruggerman pourrait peut-être nous dire ce qui se fait au niveau de cette organisation. Peut-être faudrait-il que chaque État membre établisse un centre pour rassembler toutes les informations concernant ces questions, ou peut-être faudrait-il que cela soit fait au niveau de l'UE. Une telle approche ne pourrait que promouvoir la coopération internationale. Il s'agit d'une décision qui pourrait être approuvée lors de la réunion du conseil fin novembre. La convention d'Europol doit être ratifiée aussi rapidement que possible par les États membres. La Belgique soumettra une proposition d'action commune sur le troisième pilier du traité, action visant à améliorer la coopération judiciaire dans la lutte contre le trafic des êtres humains, grâce à l'établissement de mécanismes internationaux et à un meilleur emploi des ressources existantes.

Un certain climat s'est créé au niveau de l'opinion en Belgique. L'UE devrait mettre en place un outil aussi efficace que possible pour lutter contre ces catastrophes sociales. Nous sommes sous le choc, et ceci ne fait qu'ébranler les fondements de la démocratie. Les Belges sont en colère et ne font plus confiance aux institutions. De graves problèmes font surface dans la société belge. La Belgique demande à ce que les ressources nécessaires soient accordées à Europol pour lutter contre de tels crimes internationaux.

Mme Maria Paola Colombo Svevo (MPE): Je remercie le Dr Bruggerman de son introduction fort intéressante. Les questions concernant Europol et les drogues reflètent les difficultés éprouvées au niveau de la réalisation de la coopération entre nos pays, parce qu'il s'agit là de questions qui impliquent tant notre société que la coopération internationale. Nous avons besoin d'instruments tels qu'Europol pour nous aider dans cette bataille. Si nous devons évaluer notre travail, il nous faudrait reconnaître que jusqu'à présent nos politiques se sont avérées faibles, incomplètes et inaptes à la complexité de telles questions et à la sophistication des réseaux criminels internationaux.

Les difficultés sont d'ordre linguistique, elles sont également liées à l'adoption des conventions et à la coopération pratique entre le Conseil et le Parlement européen. Le déficit démocratique dans l'UE est réel et nous voyons ici des exemples de ce qui peut arriver. Dans le contexte de la Conférence intergouvernementale, il est essentiel que nous réalisions l'importance des problèmes qui se présentent. Nous devons considérer le cadre institutionnel et comprendre qu'il doit être adapté afin de répondre aux défis auxquels nous faisons face. Ensemble, nous devons travailler pour veiller à ce que la sécurité et la coopération soient bien présentes dans les États constitutionnels de la Communauté et fassent l'objet d'un contrôle démocratique par le Parlement européen. C'est dans l'intérêt de nos citoyens. Le Parlement européen a été exigeant dans ses discussions et son travail en matière de drogue. Nous avons dit maintes et maintes fois que l'on ne fait pas assez pour lutter contre la drogue et que c'est la raison d'une telle escalade du problème. Nous devons adopter une approche globale de cette question. Le Parlement croit aussi en la subsidiarité et estime que, par le biais de l'agence de Lisbonne, il est peut-être possible, grâce à une recherche interdisciplinaire, de trouver des méthodes qui nous permettront de progresser. Nous devons aller de l'avant pour combattre les niveaux croissants de criminalité auxquels nous faisons face. Ce n'est pas un problème au niveau de l'UE seulement, mais au niveau mondial. Comme l'a souligné notre collègue belge, il existe d'autres activités illégales.

Il est indispensable que nous considérions la dimension internationale. Si nous ne prenons pas les mesures nécessaires, nous abandonnons toute chance de ramener la criminalité à un niveau contrôlable. Les problèmes d'abus d'enfants et de cercles de pédophiles sont liés. La Présidence irlandaise a pris des initiatives intéressantes dont je me réjouis. Nous devons pourtant faire beaucoup plus. Nous devons trouver un remède efficace - des instruments qui nous permettent de combattre efficacement la criminalité internationale. Ce n'est pas ce que nous avons fait jusqu'à présent. Il nous faut une véritable stratégie.

La convention Europol doit être officiellement ratifiée par tous les États membres. Elle sera un élément important de la mosaïque que nous sommes en train de créer. Elle aidera à combattre la criminalité, même si elle ne suffit pas à elle seule. Nous devons faire plus pour combattre l'abus et le rapt d'enfants, mais c'est une question de stratégie globale contre la criminalité. Nous devons faire ratifier la convention et la Cour de justice doit également intervenir. La convention a vu le jour sans consultation véritable avec le Parlement européen, malheureusement. C'est une violation des dispositions du traité. Le Parlement a néanmoins réussi à se faire entendre. Il a demandé un élargissement de ses pouvoirs, non seulement en termes d'échange d'informations, mais aussi en termes de contrôle démocratique. Je réitère mon appel à une ratification rapide de la convention par ceux qui ont encore à le faire et je demande également une meilleure coopération et un contrôle plus étroit par les Parlements nationaux. En définitive, il nous faut de meilleures garanties pour la protection de nos citoyens et le respect de leurs droits.

M. Carlos Encarnação (Portugal) : La libre circulation des personnes existe dans l'UE mais nous oublions parfois que la sécurité est une exigence fondamentale. Les gens désirent sans doute la libre circulation, mais ils désirent également une société sans guerre ni criminalité. On a mis du temps à réaliser qu'il est nécessaire de travailler ensemble contre le crime organisé. Nous nous accordons sur les déclarations d'intention mais il reste du chemin à faire pour l'adoption de solutions concrètes.

L'histoire d'Europol met en évidence la volonté de coopération parmi les forces de police. Elles ont diagnostiqué le problème et sont conscientes de ne pouvoir le résoudre individuellement. Il a pourtant fallu cinq ans pour adopter la convention Europol. Qui sait combien de temps il faudra pour la faire ratifier. L'expérience de la convention de Dublin laisse penser que la mise en œuvre de la convention Europol sera difficile. Les Parlements représentés ici pourraient faire beaucoup en s'employant à faire ratifier la convention par chaque État membre aussi rapidement que possible.

On ne peut séparer la lutte contre la criminalité de celle contre la drogue. Tous nos efforts doivent être des efforts communs parce qu'il sera impossible de s'en tenir simplement à la convention. Il est important que les Parlements nationaux interviennent afin de veiller à ce qu'existe une véritable organisation de la coopération entre les Parlements, les forces judiciaires et les forces de police. Sans le soutien des Parlements nationaux, il sera très difficile pour les Gouvernements de résoudre le problème. Le fait qu'Europol aborde le problème de la drogue montre bien que les méthodes bureaucratiques nous ont fait perdre beaucoup de temps. J'espère sincèrement que les déclarations du Dr Bruggerman vont nous laisser espérer pour l'avenir.

Dr William Bruggerman : Je vais essayer de répondre à plusieurs des interventions dans toute la mesure du possible; en effet, il est difficile pour moi d'entrer dans le débat entre le Parlement européen et les Parlements nationaux. Les délégués en savent plus que moi dans ce domaine.

La mise en place du directeur d'Europol a été autorisée il y a trois ans sur la base d'une action commune. Le délégué britannique a raison de dire qu'une action commune n'est qu'un accord ministériel. Le directeur d'Europol travaille sur une base bilatérale, c'est-à-dire que des officiers de liaison échangent des renseignements et des informations. Ces échanges se font de la même façon qu'au niveau national. Si un officier de liaison est ainsi en fonction à La Haye, Bruxelles ou Madrid, il n'y a pas de différence au niveau légal parce qu'il n'y a pas de cadre commun. Nous avons donc besoin de cette convention. Fallait-il commencer avant la ratification de la convention ? La convention est nécessaire parce que nous devons préparer de nombreux points différents. Nous sommes par exemple obligés de préparer les règlements relatifs au statut du personnel, les règlements financiers et les fichiers de travail analytiques. La convention Europol s'est donc traduite par une discipline très stricte. Le directeur d'Europol a également pour tâche d'aider chaque Présidence et les réunions à Bruxelles à rédiger des propositions dans ces domaines respectifs. Cependant, les points à caractère opérationnel ne sont examinés que sur une base bilatérale parce que nous ne pouvons stocker des données à caractère personnel ou étudier les phénomènes de criminalité sur cette base. Le premier intervenant avait raison à cet égard.

En ce qui concerne les nouveaux domaines de criminalité, le directeur d'Europol, lorsqu'il a été créé il y a trois ans, ne traitait que les questions de drogue. Depuis, le mandat a été élargi à d'autres formes de criminalité, à savoir le trafic de voitures volées, celui de matières fissiles et l'immigration clandestine. Lors de la réunion ministérielle informelle de la semaine dernière, il a été décidé d'élargir le mandat au trafic des êtres humains tel que mentionné dans la convention Europol. On se heurte à des problèmes à cet égard parce que, en élargissant uniquement le mandat du directeur au trafic des êtres humains, nous ne pouvons couvrir le trafic des produits pornographiques parce qu'il doit être lié au trafic des êtres humains. C'est ce qui explique pourquoi il est si difficile de couvrir l'éventail complet des délits graves avec lesquels nous sommes confrontés dans les États membres. La convention est donc déjà un cadre trop limitatif. L'annexe à la convention Europol pourrait peut-être être étendue afin de mieux refléter les nouvelles formes de criminalité apparaissant dans les États membres de l'Union européenne.

Pour ce qui est du contrôle démocratique, le mécanisme de la convention Europol est difficile. Par exemple, si un citoyen se plaint de son traitement au sein des bases de données d'Europol, il doit tout d'abord s'adresser aux autorités nationales. Il peut ensuite y avoir débat sur la compétence d'Europol, du Parlement européen, de la Cour européenne, de la juridiction européenne et de la juridiction nationale. C'est un cadre complexe mais c'était la seule façon de dégager un consensus à l'époque. Il est donc très difficile de parvenir à une solution satisfaisante. Cette solution de compromis complique également la tâche en ce qui concerne le contrôle démocratique. Ce n'est qu'une illustration de la difficulté qu'il y a parfois à s'accorder sur des questions aussi sensibles. Je ne peux que souligner la nécessité d'une convention Europol.

Je sais bien qu'il est difficile pour certains États membres d'organiser sa ratification immédiate. Toutefois, l'alternative est pire parce que le réseau des "copains" fonctionne toujours. Avant de rejoindre Europol, j'étais responsable au niveau national et nous utilisions un réseau informel pour collecter les renseignements, que ce soit officiel ou non. Je préférerais que tout soit fait de manière légale et correctement enregistré lorsque la convention sera achevée. C'est nettement préférable

au réseau des "copains". Il est mieux d'avoir une convention Europol difficile - elle n'est pas idéale parce qu'elle repose sur un consensus - que le réseau des "copains" ou autres cadres tels qu'Interpol. Je ne critique pas Interpol, qui répond à un besoin. Cependant, c'est une organisation complètement différente qui ne tombe pas sous l'influence des règlements relatifs à la protection des données et ne doit pas traiter de données sensibles résultant du maintien de l'ordre à couvert. Europol a un rôle complémentaire, mais dans un domaine de responsabilité plus difficile et plus délicat, et c'est pourquoi nous avons besoin qu'Europol travaille de manière à compléter la tâche d'Interpol.

M. Ignacio Guardans(Espagne) : Je félicite la Troika d'avoir inclus ce point fondamental à notre ordre du jour. Il y avait une sorte de déséquilibre entre ce que nous avons pu obtenir du point de vue de la libre circulation des personnes et autres libertés, telles que la libre circulation des capitaux, et l'institution d'une garantie suffisante pour que ces libertés reposent sur la sécurité. Ce problème est débattu dans les diverses capitales politiques et l'on s'accorde unanimement à penser que la coopération entre les forces de police devrait être améliorée afin de lutter contre la criminalité sous toutes ses formes. Comme l'a précisé mon collègue belge, certains États membres sont plus préoccupés par le blanchiment de l'argent, tandis que d'autres s'inquiètent du trafic des enfants ou des adultes et autres délits. Il serait faux d'essayer de résoudre nos propres problèmes particuliers parce qu'il n'y a qu'une solution, à savoir améliorer la sécurité grâce à une meilleure coopération.

On a beaucoup parlé des citoyens européens. C'est l'une des principales préoccupations des gens, loin devant d'autres questions importantes. La sécurité des personnes et des enfants est fondamentale. Il existe de nombreux programmes et plans nationaux qui, jusqu'à présent, n'ont pas résolu le problème. Il faut établir une confiance mutuelle si l'on ne veut pas en arriver à une société totalement déséquilibrée. Il faut donc une coopération à tous les niveaux. Le représentant d'Europol a expliqué que la coopération judiciaire en place depuis les années 1950 était très démodée. Les modes de coopération en Europe sont complètement dépassés parce qu'ils datent du XIXème siècle, époque à laquelle les pays ne faisaient pas confiance à leurs voisins. Il ne s'agit pas de corriger ceci ou cela ; nous avons besoin d'une véritable révolution afin qu'il puisse y avoir une coopération vraie à tous les niveaux. L'asile politique n'existant pas au sein de l'Union européenne, nous avons la convention d'extradition, qui a été un grand pas en avant mais n'a pas encore été ratifiée par tous les États membres. Je demande instamment à mes collègues de faire tout leur possible pour en assurer la ratification. Son inclusion dans le traité représenterait une mesure très positive. Si la convention d'extradition est ratifiée par tous les États membres, nous pourrions résoudre un certain nombre de problèmes. L'Espagne a été très satisfaite de voir l'introduction de la convention Europol et la soutient à part entière. D'autres mesures sont nécessaires dans le cadre de l'accord de Schengen. J'aimerais insister encore une fois sur la nécessité de renforcer la coopération judiciaire et de trouver un processus pour faciliter cette amélioration. L'Espagne est d'avis que cette démarche devrait se situer à tous les niveaux, pas uniquement a posteriori mais également durant l'enquête. Nous estimons qu'il s'agit d'une question fondamentale pour la coopération intergouvernementale. Nous pensons également que nombre de ces points ne devraient pas relever du troisième volet mais du premier, en particulier la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et le trafic de drogue. Il faudrait en faire un sujet de politique générale et dépenser davantage pour l'application de ces questions.

Président : Je rappellerai que les orateurs doivent limiter le champ de leurs questions au Dr Bruggerman. Si chacun limite son intervention à deux minutes, le Dr Bruggerman pourra avoir terminé avant le déjeuner.

M. Eisso Woltjer (Pays-Bas) : Au nom de la délégation néerlandaise, je remercie le Dr Bruggerman pour sa présentation claire et intéressante des problèmes. Il a adopté une approche très sensible, tout en dressant un tableau efficace des difficultés que nous rencontrons. C'est un très bon début pour la COSAC et cela constitue un excellent modèle pour notre travail et notre coopération futurs. Nous devons être conscients de nos besoins et exigences mutuels et l'échange de vues doit être libre et total. Je lui en suis reconnaissant. Je voulais simplement évoquer un point.

Le Dr Bruggerman a fait référence aux multiples façons dont nous pourrions tenter de structurer notre travail à l'avenir. Je suis sûr que nous pouvons tenir compte de la plupart d'entre elles. La convention Europol doit être ratifiée au plus vite. Par exemple, c'est là un point sur lequel nous sommes unanimes mais la phase suivante de notre travail impliquant la CIG est par contre un peu plus compliquée. De nombreuses suggestions sont actuellement à l'étude concernant la forme de la politique future et la manière dont nous devrions structurer notre travail futur. On estime au Parlement européen qu'il s'agit d'un débat à long terme mais, en réalité, nous sommes en pleine CIG et nous devons essayer de faire des progrès réels dans ce contexte. Je ne sais pas si je dois adresser cette question au Président ou au Dr Bruggerman. J'aimerais toutefois savoir s'il est possible de rassembler toutes les suggestions qui ont émergé durant la discussion d'aujourd'hui afin d'en faire une liste claire qui constituerait une contribution bien structurée au débat approfondi en cours au Parlement européen ? Les États membres pourraient alors considérer comment ce type de coopération affecte leur souveraineté afin que nous puissions véritablement travailler ensemble pour combattre la criminalité de manière beaucoup plus efficace.

M. Francesco Ferrari (Italie) : Après l'adoption en Italie et dans d'autres pays de quelques initiatives et programmes, nous avons maintenant opté pour la bonne attitude dans notre lutte contre le crime organisé. Pour que nous puissions travailler ensemble et coopérer contre la criminalité, Europol a été établi et représente l'unité drogue entière pour l'Europe. Nous pensons tous qu'Europol sera le centre de la lutte contre la criminalité parce que sa mise en place visait à améliorer la participation et la coopération dans la lutte contre la criminalité, la drogue, le terrorisme, etc. Il n'en reste pas moins de nombreux obstacles bureaucratiques, auxquels s'ajoute la question des compétences et des responsabilités d'Europol telles que définies par la Cour européenne de justice. La Cour est souvent appelée à interpréter certaines décisions qui sont adoptées. Les problèmes de bureaucratie existent également au sein des Parlements nationaux. D'autres sont liés aux règles de mise en application et à ce que décide chaque État membre concernant la coopération avec Europol.

Il faut simplifier les procédures. Je ne pense pas à une solution technique. Nous devons collaborer étroitement au niveau politique pour chercher les bonnes solutions. Nous serons ensuite capables de surmonter les obstacles que j'ai évoqués et de nous engager dans une véritable coopération, qui devrait s'appliquer à l'information des personnes concernant les risques impliqués ainsi qu'à la répression des criminels. Il faudrait également essayer de comprendre les causes de ces phénomènes. Ce peut être le chômage, la pauvreté et bien d'autres problèmes qui touchent le plus souvent les jeunes. Aucune action ne peut être efficace si nous ne remédions pas aux causes sous-jacentes de ces actes criminels.

M. Michael Stuesgen (Allemagne) : Je remercie également le Dr Bruggerman pour sa présentation. Nous débattons actuellement de ces questions mêmes dans notre comité du *Bundestag* allemand. Nous essayons d'examiner comment donner à Europol la meilleure position possible du point de vue légal. Nous nous y prenons un peu tard mais au moins nous passons à l'action. La ratification du traité de Maastricht signifiait que la coopération légale et judiciaire devait être améliorée dans l'UE et les compétences d'Europol ont donc été étendues. Nous avons toujours soutenu ce principe mais ce n'est qu'en 1995 que nous avons pu avoir pour la première fois un débat réel sur une convention correctement établie. Nous avons jugé qu'il ne nous était pas possible de signer à ce stade, non pas parce que nous nous opposions à la convention en tant que telle, mais parce que la Cour européenne n'y avait pas sa place véritable. C'est encore notre avis de principe et c'est encore un obstacle. Si la coopération de l'UE sur le troisième volet doit faire intervenir des institutions telles qu'Europol, il est essentiel que des dispositions soient prises en vue d'une véritable inclusion de la Cour européenne. Il a semblé possible de trouver une solution à ce problème l'été dernier, lorsque qu'une proposition flexible a été faite sous la forme du protocole. Nous en débattons actuellement dans notre parlement fédéral et espérons pouvoir ratifier la convention.

Je partage l'avis exprimé par mon collègue portugais - il est habituel d'impliquer les Parlements nationaux membres et le Parlement européen dans des procédures de ce type. Nous aimerions penser que la ratification peut intervenir dès que possible et nous ferons tout notre possible dans ce sens. En ce qui concerne les propos de mon collègue espagnol, le Parlement fédéral allemand a ratifié cet accord et estime qu'il est indispensable de le mettre en œuvre aussi vite que possible en Europe. Il serait complètement absurde que la convention Europol entre en vigueur mais pas le traité d'extradition. Nous devons approfondir ce débat afin d'assurer que nous pouvons nous accorder sur cette question et intensifier la rigueur des règlements. Depuis trois ans nous sommes d'avis que la convention Europol est une étape initiale et indispensable dans la bonne direction. Nous pensons également qu'il est important d'élargir les pouvoirs exécutifs d'Europol. Ce n'est pas tant un problème d'harmonisation du droit pénal qu'une question de procédure pénale qui pose des problèmes nettement plus sérieux que l'harmonisation des systèmes légaux proprement dits. Ce sont essentiellement les obstacles d'ordre procédural qui nous bloquent ici et il est donc important que nous examinions cette question dans la mesure où les traités d'extradition sont concernés.

Mme. Nicole Catala (France) : Je suis satisfaite des progrès réalisés dans la lutte contre la drogue et la criminalité internationale, mais il reste beaucoup à faire. Je regrette que l'harmonisation de la législation relative à la drogue, qui a été promise avant la ratification de l'accord de Schengen, ne soit pas encore intervenue - les délégués savent de quoi je parle. Je m'inquiète également du grand nombre d'organes concernés par ces questions - l'UDE, Europol et les groupes de lutte contre la criminalité organisée parmi la police et les juges. Ne devrions-nous pas tenter de parvenir à une meilleure coordination, ou au moins de simplifier ces structures ? Nous devons examiner ce point.

Nos efforts communs ne signifient pas que les États membres ne sont plus responsables. L'article K2 du traité l'indique explicitement et il ne serait bénéfique pour aucun pays de penser qu'il n'a plus à combattre la drogue et que l'Europe fera tout à sa place. J'ai des doutes personnels sérieux sur la communautarisation des concepts de droit pénal et des questions ayant trait aux procédures pénales. Chaque pays possède ses propres concepts sur la criminalité et, dans certains contextes, il s'agit de questions sensibles - je pense avant tout au terrorisme et à la procédure relative aux libertés de l'homme. Nous devons donc être prudents quant à l'intervention éventuelle de la Cour européenne de justice. Toute solution imposée par la Cour européenne et inacceptable par les systèmes légaux nationaux serait rejetée.

Mme Lydie Err (Luxembourg) : Ceux qui nous ont demandé de ratifier le protocole aussi rapidement que possible devraient se rappeler que nous avons des dispositions nationales à respecter. C'est le cas au Luxembourg et il ne semble donc pas approprié d'accentuer la pression sur les Gouvernements parce qu'ils ne peuvent ignorer les procédures nationales. Cela étant dit, ni le Parlement européen ni les Parlements des États membres ne sont intervenus dans l'élaboration de la convention, ce que je trouve tout aussi regrettable que l'absence de ratification. Nombre de ces points relativement délicats ont déjà été soulevés et certains des problèmes liés à la ratification auraient probablement été résolus dans les discussions initiales si nous avions pu y participer. C'est une bonne leçon pour le travail futur des deuxième et troisième volets. Nous devons veiller à ce que les Parlements nationaux et le Parlement européen soient véritablement impliqués. Je remercie chaleureusement le Dr Bruggerman pour ces remarques. Il est tout à fait vrai que le droit pénal est le privilège des États membres. Je voudrais avancer une idée et, du même coup, lui poser une question. En cas de violation de la convention Europol, quelles seront les sanctions ? Il n'est pas logique d'harmoniser la coopération légale et judiciaire sur la procédure d'enquête sans tirer la conclusion logique. Que ferons-nous concernant les règles d'extraterritorialité qui s'appliquent aux délits de ce type et l'application des décisions judiciaires ? Comme mes collègues, j'aimerais entendre la réponse du Dr Bruggerman parce que si le droit pénal doit rester le privilège des Gouvernements nationaux, nous devons considérer dans quelle mesure cela compromet la possibilité d'appliquer les jugements et empêche de progresser dans un domaine important tel qu'Europol, qui en est encore au stade de l'élaboration. Quels contacts y a-t-il entre les services de Schengen et Europol ? Je présume qu'il y en a. Quelle est la position actuelle en matière de droits de l'homme, dans la mesure où l'on peut se considérer en période de transition ? Pour autant que je sache, la base de données n'a pas été véritablement construite et il n'existe pas non plus de méthode pour l'analyser.

M. Ove Fich (Danemark) : La délégation danoise estime que l'efficacité du troisième volet devrait être renforcée. Avant de discuter d'amendements au traité, il est plus important de voir si nous sommes en mesure de faire des changements. Deux choses peuvent être améliorées immédiatement. Tout d'abord, nous avons cinq niveaux de prise de décision au sein du troisième volet, ce qui le rend extrêmement lourd et complexe par rapport aux autres parties de l'UE qui n'ont que trois niveaux. Nous pourrions peut-être rationaliser cet aspect. D'autre part, le traité de Maastricht permet que les décisions, une fois prises, soient mises en œuvre avec une majorité qualifiée, ce qui n'a jamais été fait.

Nous disposons au sein du troisième volet de cet outil auquel nous n'avons jamais recours et que nous devrions utiliser pour améliorer l'efficacité de notre coopération. Il ne s'agit pas uniquement de considérer le traité mais, bien plus, de forger la volonté politique de faire quelque chose pour résoudre les problèmes auxquels nous faisons face. Il est effrayant de constater qu'un traité qui a été signé il y a trois ans sur la question des frontières extérieures et des contrôles n'a pas encore été ratifié. Il est inacceptable que les deux pays concernés n'aient pas encore pu trouver une solution, en ayant recours par exemple à la Cour à La Haye, pour tenter de résoudre ce problème. Certains seront peut-être surpris d'apprendre que nous sommes aussi offensifs à l'égard du troisième volet, notamment considérant l'existence de la dérogation danoise. Toutefois, il convient de rappeler que cette dérogation ne rend pas le travail efficace ou autre. Il s'agit de savoir si ce travail doit être communautarisé ou assuré par les États membres. Nous pensons qu'il devrait être entrepris par États membres. Les possibilités de renforcer l'efficacité dans le domaine de la coopération sont multiples.

Que devons-nous faire plus spécifiquement ? Les États membres devraient mettre en œuvre la convention, ce qui ne concerne pas uniquement le troisième volet. Les délais de mise en œuvre de ces conventions dans les États membres sont extrêmement longs. Un accord avec la Russie a été signé il y a trois ans à Corfou ; il n'est pas encore ratifié. Trois ou quatre pays l'ont ratifié mais pas les autres. Pourquoi ? Nos Parlements nationaux devraient être plus exigeants à l'égard de leurs Gouvernements. Ils ne devraient pas accepter que les Gouvernements ne fassent rien et devraient au contraire veiller à ce que ces accords soient ratifiés. Nos Parlements et nos comités devraient être plus vigilants à l'égard de ces questions et les suivre de plus près. Au Danemark, notre comité suit actuellement les développements au sein du troisième volet. Nous sommes informés de tout ce qui y est fait et donnons aux ministres un mandat avant qu'ils ne négocient ces questions. Je recommande aux autres Parlements de faire de même. Les droits des Parlements ne peuvent être limités parce qu'ils prennent leurs propres décisions.

Président : J'invite le Dr Bruggerman à conclure. Je prie les deuxièmes intervenants de chaque délégation de m'excuser. Nous manquons de temps et j'ai donné la préférence aux délégations plutôt qu'aux délégués. Je comprends que l'opinion du deuxième intervenant n'est pas forcément la même que celle du premier mais je veux m'en tenir autant que possible à l'horaire prévu.

Dr William Bruggerman : J'essaierai d'abord de répondre aux délégations française et luxembourgeoise. La procédure du troisième volet est très difficile. Nous le savons parce que nous sommes présents aux réunions. J'assiste aux réunions sur Europol et le crime organisé ainsi qu'à celles du groupe de coopération policière de temps à autre.

Les niveaux verticaux sont trop nombreux. Il y a le groupe de travail et d'autres groupes, y compris les groupes des ministres. Cependant, la Présidence irlandaise a entrepris de réduire le nombre des réunions auxquelles les propositions sont débattues. Les mêmes questions sont examinées à différents niveaux. Il y a trop de niveaux. En outre, on compte un certain nombre de groupes au niveau horizontal. Il est souvent difficile d'aller au-delà de son groupe et de prendre des décisions supposant une participation. La coopération traditionnelle consiste à aller d'un groupe à l'autre, puis à consulter les experts. Cela signifie qu'il y a beaucoup trop de groupes traitant du même problème. Nous devons rationaliser cette question. Le problème principal reste pourtant l'unanimité. C'est très difficile parce qu'il faut en même temps respecter le principe de souveraineté. Toute opposition d'un État membre à un point entraîne l'annulation. Cette question doit être examinée très attentivement.

Pourquoi ai-je dit que la question du troisième volet était aussi complexe ? La raison en est qu'elle implique le droit pénal et la procédure pénale. C'est là une difficulté majeure parce que la procédure pénale est réglementée par les Parlements nationaux. Devrions-nous harmoniser ce domaine ? Je ne crois pas que nous le puissions, même si nous devons tenter de commencer. On verra des approches différentes à des problèmes différents dans des pays différents. Prenons la question du blanchiment de l'argent. Différents États membres auront une approche différente. Nous pouvons apprendre beaucoup de ce que font les autres États membres et en tirer des conclusions positives. Cependant, si les approches diffèrent, on risque de voir un changement d'attitude, y compris chez les criminels. Il nous est difficile d'aborder cette question parce que certains délits qui ne sont pas passibles de prison dans un pays le sont dans un autre. La procédure pénale varie considérablement d'un pays à l'autre. Il est plus facile d'harmoniser dans les nouveaux domaines. Alors que nous tournons vers de nouveaux problèmes, nous devons essayer de tirer le meilleur parti possible de l'expérience passée. Par exemple, en cas de criminalité dans le secteur nucléaire, nous pouvons tirer des leçons très profitables de ce qui a été fait en Europe de l'Est. Si nous initiions une législation, nous pouvons le faire après avoir retiré le bénéfice de cette expérience. En ce qui concerne la tentative d'harmonisation législative dans toute l'Union, la Commission a fait beaucoup, dans le domaine de la fraude par exemple. Ceci relève du premier volet du travail de l'UE. Cependant, il n'est pas possible d'avancer au-delà d'une base de coopération intergouvernementale en matière de droit pénal. Nous pouvons essayer de donner une orientation plus européenne, comme aux États-Unis où, par exemple, on a adopté une approche fédérale. Cela dit, les États-Unis sont un pays, ce qui n'est pas le cas de l'UE. L'approche par harmonisation n'est donc réaliste que pour les nouveaux délits. Pour les autres, nous devons exploiter l'expérience du passé dans tous les États membres et tirer parti au mieux de leurs différentes approches.

Je dépasse sans doute mon mandat ici sur la question de la CIG. Elle a pourtant des implications pour le troisième volet. S'agissant de la structure, je ne crois pas que l'article K.1 soit d'une grande aide parce qu'il s'y réfère comme à une tâche commune qui doit être entreprise en commun. Il y a ensuite une série de choses qui doivent être faites et Europol est au bas d'une liste. Je ne vois pas bien quelle est notre place dans cette structure globale. Les problèmes communs doivent être traités sur la base d'une plus grande coopération, ce qui n'est pas adéquat pour l'instant. Il convient d'approfondir la coopération avant de pouvoir en élargir le champ. Nous essayons déjà de travailler en collaboration étroite pour coordonner le travail dans toute la mesure du possible. J'en ai donné des exemples, Europol n'étant que l'un d'entre eux. Il y en a beaucoup d'autres.

Comme l'a dit mon collègue luxembourgeois, il est important que nous examinions la question de la procédure au sein du troisième volet avant de passer à celle de la procédure pénale. C'est là que réside la moitié du problème. Si les procédures diffèrent trop, il sera impossible de coordonner l'action de la police et nous nous retrouverons avec les mains liées. C'est l'un des problèmes qui se posent à moi. La pertinence de la question de l'extraterritorialité ici est différente.

La situation est différente en Scandinavie. Imaginons par exemple qu'un fraudeur est arrêté à Paris pour un délit lié à la drogue. Il aurait peut-être été possible d'arrêter cette personne en Belgique ou au Luxembourg mais toutes les victimes de la fraude ne vivent pas en France. Il est possible qu'elles soient dans toute l'UE. Cette personne comparait au tribunal en France mais les victimes demandent des dédommagements civils dans une juridiction différente et nous ne disposons pas d'une structure au sein de l'UE nous permettant de traiter un tel cas. La première chose que nous devrions essayer de faire est manifestement d'apporter un dédommagement et des garanties légales aux victimes mais c'est très difficile, en particulier lorsque la responsabilité pénale varie d'un pays à l'autre.

L'extradition est également une question très complexe. Ainsi, prenons le cas d'un plaignant suédois qui traite un dossier impliquant le Danemark. L'avocat suédois devra contacter un avocat danois. Les similitudes entre les deux systèmes sont peut-être suffisantes pour faciliter une coopération fructueuse mais ce n'est pas le cas dans l'ensemble de l'UE. S'il est difficile de parvenir à une coopération policière réelle en raison des différences dans les procédures pénales, il l'est encore plus d'harmoniser la procédure pénale de l'Union toute entière. C'est complètement irréaliste, en dépit de la nécessité de parvenir à un meilleur contrôle démocratique et d'offrir un dédommagement véritable aux victimes de la criminalité. Ce point illustre bien le fait que l'approfondissement du troisième volet est crucial et que nous ne pouvons rien faire de plus avant d'avoir résolu ce problème. L'extradition est un bon exemple. Nous n'en sommes qu'au début de notre coopération et nous avons besoin d'un échange de vues beaucoup plus clair pour pouvoir tirer parti des expériences de chacun. C'est ce qui rend le modèle scandinave si intéressant. Attachons-nous à atteindre une harmonisation similaire chaque fois que possible. Cela peut être possible lorsque la procédure décisionnelle implique des problèmes nouveaux et une nouvelle forme de criminalité. Il serait peut-être possible, par exemple, d'introduire le vote à la majorité qualifiée plutôt qu'à l'unanimité dans le troisième volet. On pourrait également transférer une

partie de cette question, la politique des visas et l'émigration par exemple, dans le premier volet. Peut-être serait-il plus facile d'effectuer ce transfert dans le premier volet, si l'on considère que la convention de Dublin n'a pas encore été ratifiée, mais nous devrions commencer par le bas avec le troisième volet. Nous devons coopérer et harmoniser autant que possible, mais ce sera limité. Il nous faut échanger nos vues et nos expériences et tenter de construire sur la base de notre coopération. Je vous remercie.

Président : Je vous remercie, Dr Bruggerman, pour cette excellente présentation et vos réponses très larges. Il est opportun de discuter de l'ensemble de cette question alors que la CIG examine actuellement la question du troisième volet. Je voudrais remercier ceux qui ont commenté la décision de la Troïka d'inclure ce point à notre ordre du jour. Il est également important que certaines des questions que nous avons posées au Dr Bruggerman soient abordées individuellement et collectivement par les politiciens. J'espère que l'examen de ces questions devant nos Parlements nationaux respectifs nous permettra de progresser.

Sous sa forme actuelle, Europol a prouvé son efficacité, qui peut et doit cependant être améliorée. C'est un élément de l'action collective que nous introduisons en tant que tremplin pour parvenir au contrôle de la criminalité internationale. Les Parlements nationaux doivent essayer de contrôler les délits et activités criminelles à l'intérieur de leurs propres frontières et nous devons coopérer efficacement pour veiller à ce qu'il existe une entraide au niveau européen afin de pouvoir aborder ce problème de manière structurée. Nous reprendrons à 14 h 30.

Point 3 - Rapport présenté par le Gouvernement irlandais sur les développements sous la présidence irlandaise, avec mise à jour sur la Conférence intergouvernementale en cours, par le Tánaiste et ministre des affaires étrangères, M. Dick Spring, député.

Président : J'ai le plaisir d'accueillir le Tánaiste et ministre des affaires étrangères, M. Spring, député. Je suis ravi qu'il ait pu se joindre à nous pour ouvrir la deuxième séance de cette COSAC. Comme je l'ai déjà expliqué, le Tánaiste a des rôles multiples en tant que Président du Conseil des ministres, notamment durant la Conférence intergouvernementale, la progression vers l'UEM et les négociations sur l'élargissement qui suivront rapidement la clôture de la CIG. Les délégués ont envie d'entendre le rapport du Tánaiste sur les développements dans l'Union durant la Présidence irlandaise. Mes collègues de Belgique et d'ailleurs disaient hier qu'ils auraient souhaité avoir plus de temps avec lui. Les délégués comprendront pourtant bien que le Tánaiste doit également intervenir au Seanad, Parlement irlandais, cet après-midi. Il doit répondre à l'invitation de la Chambre mais espère pouvoir rester une heure ici.

Les délégués se souviendront des points présentant un intérêt particulier pour la COSAC concernant les développements dans la Conférence intergouvernementale et les projets de rédaction d'un traité pour le sommet de Dublin Castle en décembre. Les chefs d'État et de Gouvernement ont décidé à Dublin le 5 octobre que cette question serait résolue durant la Présidence néerlandaise à Amsterdam en juin 1997. Cette décision représente cependant une lourde charge pour le Tánaiste en sa qualité de Président en exercice du Conseil des ministres et les chefs d'État et de Gouvernement, comme nous tous, attendent de lui qu'il fasse progresser la Conférence intergouvernementale et qu'il prépare un projet de traité. Mon expérience personnelle me permet de dire que le Tánaiste peut relever le défi et je sais qu'il est très heureux de présenter aux délégués les progrès réalisés à ce jour, à la CIG et concernant d'autres sujets, alors que nous en sommes aux deux tiers de la Présidence irlandaise. Au nom de la COSAC, je vous souhaite la bienvenue Tánaiste.

Tánaiste et ministre des affaires étrangères (M. Dick Spring, député) : Je souhaite la bienvenue à mes collègues parlementaires à Dublin. Je dois avouer qu'hier après-midi dans la ville de Windhoek en Namibie, alors que je flânais sous un ciel sans nuages, j'avais une décision difficile à prendre. La COSAC l'a emporté de peu mais mon horloge biologique est encore en Namibie. Je donnerai à la conférence un aperçu de la Présidence telle que je la perçois. Il reste 76 jours d'une Présidence irlandaise durant laquelle nous nous étions proposé d'agir dans deux grands domaines. Tout d'abord, nous avons cherché à assurer une Présidence efficiente et efficace et, ensuite, nous nous sommes efforcés de donner la priorité aux questions qui préoccupent les citoyens européens, en particulier l'emploi, la justice et les affaires intérieures, l'union économique et monétaire et tout l'éventail des sujets à l'ordre du jour des relations extérieures de l'Union qui peuvent aider à rendre plus sûr le monde dans lequel nous vivons. Il serait naïf de penser que nos priorités peuvent être atteintes dans les limites d'une Présidence de six mois très bousculés. Nous nous employons cependant à assurer que nous avançons dans chacun de ces domaines durant la Présidence et que les fondations sont posées pour une progression future.

Le défi primordial que doit relever notre continent est la mise en place d'économies fortes et créatrices d'emplois. Dans nos circonscriptions, nous sommes tous témoins du sentiment d'impuissance et du désespoir qu'entraîne le chômage de longue durée. Nous voyons les effets du chômage sur la stabilité sociale. Nous craignons de voir la malédiction du chômage s'abattre sur nos familles et nos amis. Bien que la création d'emplois soit du ressort des États membres, le Conseil européen d'Essen en décembre 1994 a identifié un certain nombre de stratégies clés pour une action de l'Union en vue de combattre le chômage. Le deuxième bilan du processus d'Essen aura lieu ici même en décembre. Il s'agira d'une analyse unique, substantielle et incisive des mesures prises par l'Union jusqu'à présent et de leurs effets.

Autre domaine particulièrement préoccupant pour les citoyens, celui de la justice et des affaires intérieures. L'une des premières priorités de notre Présidence dans ce domaine est de renforcer les pouvoirs de l'Union dans la lutte contre le trafic et la consommation de drogue. Cette question a été débattue par les délégués ce matin. Nous avons proposé un certain nombre d'initiatives dans le cadre du troisième volet pour combattre le trafic et l'usage illicites de drogue au sein de l'Union. Le travail se poursuit sur la mise en œuvre de ces initiatives et sur les tâches définies par le Conseil européen de Madrid, et l'on prévoit d'examiner ces questions en profondeur au Conseil européen de décembre.

Nous avons identifié un autre domaine relevant de la justice et des affaires intérieures qui exige une action prioritaire ; il s'agit du trafic des personnes. Les récents événements tragiques en Belgique nous ont tous convaincus de l'importance de cette question. Le récent congrès mondial sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, qui s'est tenu en Suède, ainsi que la conférence de Vienne sur le trafic des femmes ont également permis de mettre en évidence la nécessité d'agir dans ce domaine. Le Conseil de la justice et des affaires intérieures a répondu à ce besoin en étendant les compétences d'Europol afin de permettre une meilleure formation de la police dans ce domaine de la criminalité et un partage des expertises durant les enquêtes. Le résultat ne peut être que bénéfique pour les citoyens européens. Ce qui est particulièrement remarquable, d'un point de vue pratique, est que l'action commune dans ces domaines est mise en œuvre immédiatement sans le délai normal nécessaire pour les nouvelles conventions. L'une des principales responsabilités de la Présidence irlandaise est de soutenir la dynamique du mouvement vers l'Union économique et monétaire. On a déjà beaucoup avancé dans la mise au point des dispositions visant à assurer la discipline budgétaire et des dispositions en vue de promouvoir la stabilité monétaire dans la troisième étape. Nous devrions atteindre notre objectif d'achever le travail technique préparatoire pour l'Euro avant la fin de 1996.

La direction des travaux de la Conférence internationale est une tâche primordiale de la Présidence irlandaise. Nous avons pour mission de respecter le mandat du Conseil européen de Florence en soumettant au Conseil européen de Dublin en décembre "les grandes lignes d'un projet de révision des traités". Lorsque la Présidence irlandaise a pris le relais le 1er juillet, nous avons constaté la nécessité de baser notre travail sur celui de la Présidence italienne durant la phase exploratoire initiale en entraînant la conférence dans une phase de négociations approfondies. Je suis heureux de dire que nous avons considérablement avancé dans le

programme de travail et dans les méthodes de travail dont nous sommes convenus avec nos partenaires. Sur la plupart des sujets considérés, nous avons pu orienter la discussion sur les textes des projets de traités que nous avons préparés dans le cadre de notre Présidence.

La conférence a maintenant entrepris un examen initial et a commencé une deuxième lecture de toutes les grandes questions. Nous nous rapprochons progressivement de notre objectif, à savoir produire le document demandé à Florence pour le Conseil européen de décembre. Une réunion extraordinaire du Conseil européen s'est tenue à Dublin le 5 octobre à la demande du Conseil européen de Florence afin d'examiner une série de problèmes se posant à l'Union dans la période à venir et de maintenir la dynamique dans les négociations de la CIG. Aucune conclusion officielle et aucune décision n'ont été prises sur les questions substantielles spécifiques à l'étude à la Conférence intergouvernementale. Cette réunion extraordinaire a néanmoins permis aux chefs d'État et de Gouvernement d'avoir un échange de vues utile et ouvert sur les principales questions examinées à la conférence.

Fait révélateur, la réunion a confirmé que le calendrier de la CIG est respecté et que la volonté politique est bien présente parmi les États membres pour que soit respectée l'échéance de la clôture de la CIG au moment du Conseil européen d'Amsterdam en juin l'année prochaine. La réunion a réaffirmé la volonté des partenaires de se fixer des objectifs ambitieux en termes de contenu du traité. La réunion a également permis de confirmer que l'un des objectifs primordiaux de la réforme de l'Union à l'étude à la conférence était d'apporter des réponses concrètes aux difficultés immédiates et aux attentes des citoyens.

Du point de vue de la Présidence européenne, cette réunion extraordinaire a permis de faire avancer le travail de la CIG. Les partenaires ont généralement été satisfaits des progrès à la conférence et ont constaté que nous sommes toujours dans les temps pour respecter notre mandat qui est de produire les grandes lignes du projet de révision du traité à temps pour examen au Conseil européen de décembre. Dans l'ensemble, la réunion a atteint son objectif de donner une impulsion forte et évidente au processus difficile et complexe de révision des traités à la Conférence intergouvernementale.

Je voudrais évoquer les développements sur une question spécifique présentant un intérêt particulier pour la COSAC, le rôle des Parlements nationaux dans l'Union. Parmi les thèmes débattus à la CIG figure la question de savoir si ce rôle devrait essentiellement continuer de s'exprimer individuellement dans chaque État membre ou sous une forme collective au sein de l'Union. Les propositions de la Présidence visant à faciliter le contrôle de la législation de l'UE au niveau national bénéficient d'un certain soutien.

Le renforcement du rôle de la COSAC recueille également des suffrages, même si de nombreux États membres ont fait remarquer qu'il n'est pas forcément nécessaire pour cela de modifier les traités. Le programme des relations extérieures de l'Union européenne est complexe, associant des responsabilités dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité

commune et les relations économiques de l'Union avec les pays tiers. Je propose ici de donner un rapide aperçu de certains des grands thèmes qui ont été abordés durant notre Présidence. Les questions liées aux échanges commerciaux sont à l'ordre du jour. Nous accordons une attention particulière aux relations de l'Union avec l'Amérique du Nord. Nous continuons de faire progresser le processus de Barcelone et le plan d'action UE-Russie. La préparation de la réunion ministérielle de l'OMC à Singapour en décembre se poursuit.

Le processus de paix au Proche-Orient reste une priorité centrale de l'Union, qui a été très active dans la coopération avec les parties de la région et la communauté internationale au sens large en vue de rétablir la dynamique du processus de paix. Le Conseil des affaires générales des 1^{er} et 2^e octobre a adopté une déclaration sur le processus de paix au Proche-Orient, qui définit la position de l'Union en cette conjoncture délicate. À un moment d'aggravation de la crise, il a appelé les deux parties à éviter d'avoir recours à des actions démesurées et à faire preuve de retenue. Il a également précisé clairement les domaines dans lesquels il estime indispensable de progresser dans l'intérêt du processus de paix et a notamment souligné l'importance d'une mise en œuvre rapide et totale des accords existants et la nécessité de faire avancer les négociations sur la base des principes de Madrid et des termes de la déclaration de principe.

Conformément à la décision de la réunion extraordinaire du Conseil européen à Dublin le 5 octobre, selon laquelle je devais communiquer des messages au Premier ministre M. Netanyahu et au Président Arafat, je me suis rendu au Proche-Orient les 6 et 7 octobre. Au cours des réunions avec les deux leaders, j'ai souligné l'importance qu'attache l'UE à une relance urgente du processus de paix. J'ai également insisté sur l'intention qu'a l'UE de s'engager davantage dans la recherche d'une amélioration au Proche-Orient, à la mesure de la contribution économique de l'Union et de sa participation au processus de paix jusqu'à présent. La poursuite des contacts avec les leaders du Gouvernement israélien m'a permis d'exprimer clairement l'importance que l'UE attache au rétablissement de la dynamique du processus de paix.

J'ai également discuté de la situation dans la région lors d'un certain nombre de réunions avec les leaders arabes au cours des dernières semaines. Ces réunions ont été extrêmement constructives et ont été marquées par l'appréciation du rôle positif joué par l'Union dans le soutien à la relance du processus de paix. Outre ces contacts approfondis avec les leaders de la région, j'ai rencontré le Secrétaire d'État américain M. Christopher. Suite à cette réunion, l'Union a maintenu les contacts étroits existants et la coopération avec les États-Unis pour le soutien aux négociations de paix en cours. Le Secrétaire d'État américain et moi-même sommes en contact plusieurs fois par semaine en relation avec l'évolution de la situation au Proche-Orient. Le prochain contact aura sans doute lieu environ une demi-heure après que j'aurai quitté cette réunion. Le Conseil extraordinaire de Dublin le 5 octobre a demandé au Conseil des affaires générales de considérer un mandat pour la position d'un envoyé de l'Union européenne au Proche-Orient. L'idée de nommer un envoyé de l'UE au Proche-Orient reflète une puissante volonté de la part de l'Union de participer plus activement aux efforts pour aider à la relance du processus de paix au Proche-Orient, sur la base de sa contribution

majeure au processus jusqu'à présent et de son engagement déjà très large dans la région. Le travail préparatoire sur le mandat de l'envoyé proposé est en cours et la question sera examinée par le Conseil des affaires générales lors de sa réunion le 28.

Un autre grand défi pour la Présidence irlandaise dans le domaine des relations extérieures a été la gestion de la contribution de l'Union au processus de paix en ex-Yougoslavie. L'Union et ses États membres ont apporté une contribution fondamentale au succès des élections nationales et régionales qui se sont tenues le 14 septembre.

L'UE soutient entièrement les efforts du Haut représentant et envoyé spécial de l'UE, M. Carl Bildt, visant à assurer la mise en place des structures communes de l'État de Bosnie-Herzégovine à la suite des élections. L'Union est déterminée à poursuivre sa contribution majeure au processus au-delà de 1996 et soutient l'idée d'une période de consolidation de la paix de deux ans pour le pays, menant à de nouvelles élections en 1998. L'Union est particulièrement préoccupée par la question de Mostar. Les parties ont considérablement avancé, aidées de l'Union et de son envoyé spécial, dans la voie de la mise en place d'une administration locale opérationnelle. L'UE continue de faire tout le possible pour veiller à ce que Mostar constitue à l'avenir un exemple des avantages de la réconciliation et du partage du pouvoir. L'avenir présente encore de nombreux défis. Une priorité immédiate est d'assurer une contribution significative de l'UE en vue du succès de l'effort de l'OSCE pour superviser l'organisation d'élections municipales en Bosnie en novembre. On observe cependant des signes positifs indiquant que les anciennes parties en opposition dans l'ex-Yougoslavie sont de plus en plus attirées par une coopération pacifique plutôt que par un conflit.

Je reviens juste de la conférence ministérielle conjointe de l'Union européenne et de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe qui s'est tenue à Windhoek, en Namibie, au début de la semaine. La conférence a permis de constater l'approfondissement des relations entre les deux entités et leurs États membres. Je suis persuadé que la dynamique positive émanant de Windhoek se révélera être une étape importante dans la poursuite du renforcement du dialogue et de la coopération entre l'UE et les 12 pays de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe.

Je suis heureux d'avoir pu venir ici cet après-midi pour discuter certaines des nombreuses questions actuellement prioritaires sur l'ordre du jour de l'Union et qui préoccupent tout particulièrement la Présidence irlandaise. Plusieurs autres thèmes, trop nombreux pour être énumérés ici, font également l'objet de notre attention.

Cependant l'Irlande, en tant que Présidence du Conseil des ministres, n'essaie pas de s'appropriier ces questions. Elles nous appartiennent à tous en Europe dans les diverses institutions. En notre qualité de membres des Comités pour les affaires européennes et membres du Parlement européen, vous êtes chargés de surveiller notre travail et d'y contribuer par l'intermédiaire de vos Parlements nationaux respectifs. Votre participation est essentielle à

notre succès et j'attends la suite de vos contributions aux thèmes que je viens juste d'évoquer et à toutes les autres questions que nous aborderons durant les 76 jours restants de notre Présidence. Merci.

Président : Merci. Le Tánaiste a mentionné des questions très diverses qui sont actuellement prioritaires aux yeux de l'Union européenne, par exemple la CIG et des thèmes tels que l'emploi, la criminalité, l'UEM, le rôle de la COSAC ainsi que l'implication de l'UE en ex-Yougoslavie et au Proche-Orient ou ses relations avec les Amériques et les États africains. M. Spring peut rester encore 45 minutes pour un échange de vues avec nous. Le premier orateur est M. Renzo Imbeni, Vice-président du Parlement européen. C'est un bon collègue et il fait partie de la Troïka de la COSAC.

M. Renzo Imbeni (Parlement européen) : Je vous remercie. J'étais désolé d'avoir dû quitter le beau temps chez moi mais nous avons une journée magnifique aujourd'hui à Dublin. Le Tánaiste a mentionné notre problème fondamental d'emploi en Europe. Certains des problèmes sont abordés sous un angle politique. On peut ainsi évoquer le mouvement politique contre l'immigration. L'Europe a les plus grandes difficultés à parler d'une seule voix en Bosnie. Ces difficultés sont bien réelles et peuvent être attribuées au fait que nous avons été incapables de prévoir ce qui allait se passer après la guerre froide. Nous n'avons pas su comprendre ce dont l'Europe avait besoin après la fin de la division du monde en deux parties distinctes.

Certains choix stratégiques doivent être fait concernant l'élargissement à l'Est, l'union monétaire et la politique méditerranéenne. Il nous faut une autre stratégie. Les nombreux problèmes que nous avons à cet égard semblent être liés au mode de fonctionnement de l'Union. Je fais référence à la réforme du traité de Maastricht. Les gens sont indécis, on tente de rationaliser certaines des politiques. À propos de ce quatrième programme ou stratégie ou politique, j'aimerais vous poser quelques questions concernant le projet irlandais pour la réunion de Dublin. Les possibilités sont multiples. Quelle sera votre position concernant l'accord à l'unanimité et la question du veto ? Comment pourrions-nous assouplir cette exigence d'un accord à l'unanimité ? Nous savons qu'elle est source de nombreuses difficultés dans certains domaines. Jusqu'à quel point et pour quel type de questions la co-décision - entre le Conseil et le Parlement - devrait-elle être appliquée ? Le troisième thème a trait à la citoyenneté de l'Union. Qu'en est-il des droits fondamentaux de la population au-delà des droits politiques et humains ? Le traité va-t-il inclure la reconnaissance de certains droits sociaux fondamentaux ? Si le traité de Maastricht devait être révisé avec la confirmation de certains des points mentionnés à Maastricht, je crains une déception à moins que ces éléments ne soient inclus. Merci.

Président : Je vais laisser d'abord la parole à trois ou quatre intervenants comme nous l'avons fait ce matin et vous demander de limiter vos contributions à des questions si possible et de parler moins de cinq minutes.

M. Francisco Torres (Portugal) : Merci Monsieur le Président. Je remercie le Tánaiste pour sa présentation. Nous soutenons dans notre Parlement les priorités qui ont été fixées par la Présidence irlandaise. L'union monétaire est sans aucun doute un volet de la construction européenne. Ce sera la première étape d'une politique commune qui nous permettra d'aller de l'avant. Je pense que l'union monétaire pourrait très bien nous aider à résoudre le problème du chômage, ainsi qu'à construire l'Europe si je puis dire. J'estime qu'en ce qui concerne le traité, comme l'a dit plus tôt mon collègue finlandais, les nombreuses mesures suggérées par la Commission et par d'autres pourraient être adoptées afin que l'on puisse mettre en œuvre un certain nombre de ces points. Je pense que la Présidence pourrait apporter une contribution importante à la résolution de certains de ces problèmes.

Je me rallie entièrement à ce que vient juste de dire mon collègue du Parlement européen. Le traité de l'Union qui est maintenant examiné par la Conférence intergouvernementale semble un peu éloigné des préoccupations des gens. Certains éléments sont bien compris, mais il y a des gens qui se demandent à quoi sert exactement la Conférence intergouvernementale, qui ne sont pas sûrs de ce que va faire la Présidence irlandaise à propos de tout cela au sommet de décembre, et il est important d'en discuter et d'informer. Certains gouvernements doivent faire des compromis internes, d'autres souhaitent que les compromis viennent de l'Europe. Je pense qu'il serait prudent de faire savoir aux gens comment on peut réussir au mieux la révision du traité. Nous savons que le principal problème du traité de Maastricht est sa distance par rapport aux citoyens européens en quelque sorte. C'est pourquoi je crois que nous conviendrons tous de l'importance d'inclure réellement les gens dans ce nouveau document qui sortira suite à la révision.

J'aimerais poser une autre question. Pourriez-vous nous donner des informations complémentaires concernant cette question de flexibilité ? Nous en avons longuement débattu dans notre Parlement mais je crois qu'il serait important de comprendre comment ce principe doit être appliqué et ce qu'il en est des politiques sectorielles. Il y a bien sûr certains objectifs définis par l'accord de Schengen, mais il serait utile d'en savoir plus. Enfin, j'aimerais savoir si une proposition concrète a été avancée pour la réunion de Singapour en novembre sur les questions commerciales. Je vous remercie.

M. Yves Guéna (France) : Peut-être serait-il utile de revenir au point de départ. Si nous procédons maintenant à une révision du traité de Maastricht, nous devons le faire avant tout dans la perspective de l'élargissement de l'Union. L'événement le plus important de ces dernières années est l'effondrement du bloc de l'Est et de ses anciens satellites. Les dictatures sont maintenant devenues des États démocratiques indépendants et il est impératif que nous les intégrions à l'Union européenne. Il est surprenant, et c'est l'une des erreurs de Maastricht et la raison pour laquelle nous devons le réviser, que le traité de Maastricht n'ait pas compris ou pris en compte l'importance de la disparition de l'Union soviétique.

Il est donc important que nous envisagions de nouvelles institutions et que nous réfléchissions, par exemple, à la façon dont la Commission sera constituée. Pourrions-nous avoir une Commission qui, conformément au règlement actuel, compterait environ 40 commissaires lorsque nous aurons intégré nos voisins d'Europe centrale et orientale ? Comment, et je suis d'accord là-dessus, pouvons-nous étendre le vote à la majorité pour éviter le blocage des institutions ? Pour que la démocratie soit efficace, nous devons éviter d'être dans une situation où une minorité de la population européenne imposerait sa volonté sur la majorité grâce au système de vote actuel au Conseil. Il nous faut certaines formes de mesures de compensation démographique et autres.

En ce qui concerne le fameux veto, que nous appelons le compromis de Luxembourg qui n'était pas un veto, j'aimerais rappeler que tous les Gouvernements français, depuis la conclusion du traité de Maastricht, nous ont assurés qu'il ne serait pas touché. Nous avons également le problème de la démocratisation. Je n'entrerai pas dans le détail mais je vous suis très reconnaissant d'avoir soulevé ce point, ainsi que le rôle et la place des Parlements nationaux dont nous allons parler plus tard. Bien sûr il nous faut promouvoir la démocratisation et nous devrions donner aux Parlements nationaux la possibilité de s'exprimer.

Mon second point sera le suivant : Comment l'Union peut-elle continuer d'exister ? Je pense ici au préambule du traité de Maastricht qui précise que l'objet du traité est de renforcer l'identité de l'Europe et son indépendance afin de promouvoir la paix, la sécurité et le progrès en Europe et dans le monde. Avons-nous progressé dans cette direction ? La révision du traité nous permettra-t-elle d'avancer ? Ce que nous avons vu jusqu'à présent, en Yougoslavie par exemple à l'exception des derniers développements là-bas, ainsi qu'au Liban et en Israël où l'Hiszbollah frappe aujourd'hui, c'est une apathie généralisée. Il est extrêmement regrettable pour les authentiques Européens que nous sommes d'afficher une attitude aussi réservée face à ces problèmes.

Mon collègue, Monsieur Ligot, a soulevé la question de la parité entre l'Euro et le dollar à l'avenir. La réponse modeste laissait penser qu'il valait mieux éviter de soulever ce problème. La relation entre l'Europe et les États-Unis est un autre problème que nous ne voulons pas aborder. Nous devons également défendre nos intérêts nationaux et c'est pourquoi nous ne pouvons pas imaginer une politique étrangère et de sécurité commune. Nous ne devons pas compromettre la sécurité, ce qui serait inacceptable et irréaliste. Il s'agit d'un problème intergouvernemental ; toutefois, dans la mesure où nous voulons obtenir des résultats, pourrait-on considérer un système de mesures communes dans le domaine de la politique étrangère et de défense ? Pourriez-vous envisager une action conjointe parmi les États ayant des intérêts communs, étant entendu que les autres ne le contesteraient pas ?

Professeur Jürgen Meyer (Allemagne) : Le Tánaiste nous a livré une présentation complexe et détaillée des problèmes auxquels il doit faire face durant la Présidence irlandaise. Comme l'a dit le précédent orateur, ce travail fait l'objet d'un large consensus. En ce qui concerne le

Gouvernement allemand, le consensus s'applique à l'élargissement de l'Union vers l'Est et peut-être moins aux changements qui pourraient être nécessaires, en termes de structure, pour permettre la poursuite de l'élargissement à l'Est. Devrons-nous remettre en question le principe d'unanimité ou allons-nous continuer à l'appliquer parce qu'il a été jusqu'à présent à la base des politiques structurelles ?

S'agissant de la politique étrangère et de sécurité, qu'est-il ressorti des discussions concernant la mise en place d'un bureau permanent, une sorte de chambre de compensation, et l'établissement éventuel d'un secrétariat ou d'un bureau général qui tiendrait lieu de point de référence ? Je veux savoir où en est la réforme institutionnelle. Elle a été reléguée à l'arrière plan entre temps et, parce c'est important aux yeux du Parlement fédéral allemand, je veux savoir ce qu'il faut faire concernant le renforcement des pouvoirs du Parlement européen. Nous avons toujours été partisans, voire ardents défenseurs, et je veux savoir quelles propositions en ce sens seront soumises en décembre.

Je pense qu'il devrait y avoir une charte fondamentale des droits des citoyens de l'UE. Cela signifierait que l'Union devrait se développer encore davantage et passer d'une communauté économique à une véritable union. Serait-il possible d'adopter une charte complète des droits de l'homme et du citoyen d'ici l'été prochain ? Devrions-nous nous fixer comme objectif d'assurer qu'une telle charte est élaborée sous l'égide du Parlement européen, en coopération avec les Parlements nationaux ?

Tánaiste et ministre des affaires étrangères (M. Dick Spring, député) : Je voudrais revenir à la Conférence intergouvernementale parce qu'elle est d'actualité et qu'elle est présente dans tous les débats. Notre collègue portugais a demandé comment nous tenions les gens informés sur la CIG. En tant que politicien, je reste proche des gens et personne ne me pose de questions sur la CIG parce le public ne se sent pas concerné. Elle est du domaine des spécialistes et il est difficile de la rendre attrayante pour le public. J'ai fait entre 20 et 25 discours importants au cours des trois derniers mois sur la CIG mais ce n'est pas quelque chose que le public suit de près. Dans de nombreux pays, les modifications au traité devront être ratifiées et c'est à ce moment là que le public devra être convaincu. Nous essayons en Irlande de tenir le public informé mais je ne suis pas certain que les gens s'inquiètent vraiment de savoir si nous avons 20 ou 40 commissaires. Ils réagiraient si quelqu'un disait qu'il n'y aura pas de commissaire irlandais.

Notre collègue français a évoqué la taille de la Commission; ainsi, nous avons cinq commissaires chargés des relations extérieures. Si vous dirigiez une entreprise privée, auriez-vous cinq personnes chargées des relations extérieures ? L'élargissement a été mentionné et la Présidence irlandaise s'est engagée en sa faveur. Notre collègue allemand a déclaré que nous devons nous élargir et qu'il s'agit d'un impératif politique. J'ai la très nette impression lorsque je parle avec des collègues que l'Europe ne fonctionne pas avec autant d'efficacité ou d'efficacité qu'elle le devrait. Comment allons-nous fonctionner avec 25 ou 26 pays dans l'Union ? Nombre de ces pays qui ont des perspectives bien différentes des nôtres ont aussi

des systèmes différents. Ils sont en train de changer et des démocraties sont instaurées, mais il sera difficile pour l'Union de s'assurer que le système fonctionne. Les réunions du Conseil pour les ministres des affaires étrangères durent deux jours, avec 15 collègues qui coopèrent. Si l'on a 26 membres, le nombre des réunions du conseil va-t-il doubler ? Ce sera une lourde charge pour les ministres et pour leur personnel. COPOL et COREPER sont des comités qui accomplissent un travail important mais il arrive qu'ils ne soient même pas consultés. Les gens se rendent à une réunion du Conseil le lundi avec une nouvelle idée et n'utiliseront pas les ressources dont ils disposent.

La CIG a intensément discuté la question d'un nouveau secrétariat. Un large consensus est apparu sur la nécessité, pour la cohérence de la politique étrangère et de sécurité commune, d'améliorer l'unité de planification et d'analyse des politiques. La position des délégations sur un nouveau mécanisme de flexibilité n'est pas encore définitive. La notion de flexibilité ne signifie pas la même chose pour toutes les délégations et il se peut que la CIG ne soit pas en mesure de faire une évaluation détaillée définitive de la nécessité ou de la nature de nouvelles dispositions en matière de flexibilité avant que les négociations soient plus avancées. Les États membres, dans leurs discussions sur divers sujets, ont touché à des domaines ayant trait à la flexibilité et aux moyens concrets de la rendre possible dans certains domaines ayant fait l'objet d'une étude préliminaire.

On s'accorde généralement à penser que le besoin plus ou moins impératif de mécanismes de flexibilité dépendra largement des développements dans d'autres thèmes importants à la CIG, notamment la PESC et les secteurs de la justice et des affaires intérieures. S'agissant du vote à la majorité qualifiée, à l'étude depuis quelque temps, un large consensus s'est dégagé sur la nécessité de renforcer l'efficacité du processus de décision, notamment dans la perspective de l'élargissement. Les États membres sont nombreux, même s'ils ne sont pas unanimes, à se rallier au principe selon lequel il sera nécessaire, à cette fin, d'élargir le champ d'application du vote à la majorité qualifiée. Aucun critère précis à cet égard n'a encore recueilli l'unanimité à la CIG. Il sera peut-être donc nécessaire de procéder au cas par cas.

Certains pensent qu'il faudrait procéder à une extension en bloc du vote à la majorité qualifiée, par exemple à tous les domaines exceptés ceux revêtant une importance constitutionnelle fondamentale. L'un des États membres au moins s'oppose à toute extension du vote à la majorité qualifiée et de nombreux autres soulignent l'importance du lien entre le vote à la majorité qualifiée et la progression du débat sur les autres thèmes de la conférence. Ils déclarent ne pas se sentir en mesure actuellement, sans connaître l'issue des autres thèmes, de prendre une décision globale sur l'ampleur de l'extension du vote à la majorité qualifiée qu'ils sont prêts à accepter.

Notre collègue français a soulevé la question de la PESC. Depuis l'entrée en vigueur du traité sur l'Union européenne, le Conseil s'est attaché sans relâche à développer l'utilisation qu'il fait des instruments disponibles dans le cadre de la PESC en vue d'une mise en œuvre réussie des priorités et des objectifs de la politique étrangère de l'Union. Ce processus est en évolution

constante et plusieurs des décisions prises durant l'année passée ont donc touché à des domaines apparus depuis l'accord de Maastricht. La capacité de l'Union à réagir rapidement et efficacement sur des domaines ayant trait au deuxième volet va continuer de s'améliorer au fur et à mesure que nous deviendrons plus expérimentés dans une utilisation efficace de tous les instruments de PESC disponibles. Durant la Présidence irlandaise, nous avons cherché, à la CIG, à concentrer l'attention sur des moyens pratiques et soutenables d'améliorer le fonctionnement de la PESC. Le redressement des structures au niveau de l'UE pour la préparation des décisions est l'une des clés pour une meilleure efficacité en matière de politique étrangère. Les États membres ont envisagé la possibilité d'une structure de planification et d'analyse dans la PESC et l'on a semblé dégager un consensus à ce propos.

Sur la citoyenneté, nous avons suggéré que le traité soit amendé afin de préciser plus explicitement que la citoyenneté complète, et non remplace, la citoyenneté nationale. Nous avons également soulevé la question du renforcement du concept de citoyenneté par l'ajout de certains droits politiques, civiques et socio-économiques à ceux actuellement contenus dans le traité. On semble s'être globalement mis d'accord sur l'article 8, (1) du traité qui définit le concept d'une citoyenneté qui complète, plutôt qu'elle ne remplace, la citoyenneté nationale. Aucun consensus n'a été dégagé sur la manière dont le contenu de la citoyenneté européenne (.....) en ajoutant de nouveaux droits. De nombreux droits peuvent s'appliquer universellement à tous et cette charte ne pourrait donc pas être limitée aux citoyens de l'Union. Le débat se poursuit.

En ce qui concerne la CIG, le mandat que nous avons reçu du Conseil européen de Florence est de livrer au sommet de Dublin II un projet de révision du traité afin qu'il ne reste plus à la Présidence néerlandaise qu'à diriger les négociations finales. Nous livrerons au sommet de Dublin un document basé sur l'état d'avancement des travaux à cette date. En tant que politiciens, nous savons qu'il faudra parvenir à un équilibre et un compromis autour de la table, ce qui ne se produira que lorsque les 15 chefs d'État se réuniront dans une pièce à Amsterdam en juin 1997, jaugeront l'humeur politique de l'Europe et se demanderont : "Sommes-nous prêts à faire les compromis nécessaires ?" Des changements devront intervenir si nous voulons préparer l'Union aux défis du siècle prochain, l'un d'entre eux étant l'élargissement.

Pour ce qui est de l'OMC et de Singapour, l'Union participe activement à la préparation d'une position commune. Les délégués ont probablement eu connaissance d'une réunion informelle des ministres du commerce à Dublin ; le commissaire Sir Leon Brittain prépare actuellement le mandat. Le mandat pour Singapour sera discuté en détail lors du prochain Conseil des affaires générales à la fin du mois d'octobre.

Mme Yvonne Van Rooy (Pays-Bas) : Je remercie M. Spring pour sa présentation claire et intéressante ainsi que pour son engagement et sa volonté de nous simplifier la vie en relation avec la CIG lorsque nous tiendrons notre sommet aux Pays-Bas. Nous en sommes reconnaissants. Concernant le travail préparatoire pour la CIG, j'aimerais des informations sur

le troisième volet et la lutte contre la criminalité. M. Spring a déclaré que la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité qui s'y rattache était une priorité fondamentale, ce que nous approuvons. Ce matin, le Président d'Europol a énoncé les trois priorités de cette organisation, qui contribueraient à combattre la criminalité internationale et l'aideraient considérablement dans cette tâche immense. Premièrement, il souhaite une meilleure structuration des articles K.1. M. Spring voit-il une place pour cela dans le traité en préparation ? Ensuite, il souligne que nous devons considérer le troisième volet et se demander si la lutte contre la criminalité ne serait pas mieux dans le premier volet. Il pense en premier lieu que c'est une question d'approfondissement de la coopération au sein du troisième volet et de révision des divisions entre les trois volets. Troisièmement, il estime qu'il est fondamental de coopérer au niveau judiciaire en vue de la construction d'un cadre juridique.

Quelle est l'opinion de M. Spring à cet égard à la lumière du débat qui a eu lieu jusqu'ici ? À quoi ressemblera la première version révisée du traité de Maastricht ? Quel texte y figurera sur la coopération judiciaire et le cadre juridique ? Quelle attention a-t-on accordée à l'approche scandinave qu'a évoquée le Dr Bruggemann ? Il serait intéressant d'entendre l'opinion de M. Spring. S'agissant de la politique étrangère et de l'UE, le Gouvernement néerlandais souhaiterait voir l'UE jouer un rôle approprié dans le conflit au Proche-Orient. Il est important que l'UE soit un intermédiaire et un médiateur crédible. Nous devons bénéficier de la confiance de toutes les parties. Je suis très satisfaite des remarques de M. Spring et je me réjouis que des contacts aient été établis au Proche-Orient et que le soutien arabe ait été obtenu. On peut se féliciter de la réponse positive d'Israël mais je voudrais davantage de détails sur la vision qu'a M. Spring du rôle futur de l'UE dans la région.

M. Antonio Costa (Espagne) : M. Spring pourrait-il nous en dire davantage sur la définition de la CIG ? Notre sentiment en ce qui concerne la Conférence intergouvernementale est qu'il ne s'est pas passé grand-chose depuis la réunion du groupe initial. Il serait peut-être utile de revenir aux origines de la CIG et de considérer les raisons qui ont poussé à l'établir. Il y avait deux objectifs clairs : tout d'abord, être capable de définir les institutions qui vont nous permettre d'aborder les politiques qui sont nécessaires et qui préoccupent les citoyens européens et, deuxièmement, pouvoir examiner et réviser les politiques existantes.

La première priorité devrait être les moyens ou les instruments nous permettant de le faire. C'est ce dont nous avons besoin, en particulier dans la perspective de l'élargissement futur. Nous devons également avoir une Union européenne capable de répondre aux attentes de ses citoyens. La réforme qui est nécessaire est d'une importance fondamentale. Au milieu de tout cela nous avons maintenant une nouvelle interprétation concernant la flexibilité à appliquer au sein des institutions européennes. La question de la flexibilité est une pseudo-solution parce que nous sommes frustrés et incapables d'apporter une réponse correcte au problème. C'est la seule chance que nous avons de mettre en œuvre une réforme institutionnelle qui permettra aux institutions européennes de faire leur travail. Les politiques sont très importantes si l'on veut que les personnes puissent s'identifier aux objectifs européens. Cependant, on va nous demander "ce qu'est la Conférence intergouvernementale". Les gens nous demanderont pourquoi nous avons une Union européenne qui ne répond pas à leurs attentes dans des

domaines tels que l'emploi, la criminalité et la drogue. Nous devons trouver des outils nous permettant de mettre en œuvre nos politiques afin que nous puissions donner une véritable réponse aux citoyens européens. Telle est la contribution que nous pouvons apporter à l'Europe et à ses problèmes.

M. Göran Lenmarker (Suède) : Nous avons une tâche historique, celle d'unifier l'Europe. Ce n'est pas seulement un devoir énoncé dans le traité de Rome, mais aussi une chance. Nombre des nouvelles démocraties en Europe centrale et orientale ont des économies aussi vigoureuses que celle de l'Irlande, par exemple, et il sera bénéfique de les intégrer à l'Union. Gardons-nous également d'oublier que le coût du non-élargissement risque d'être très élevé si l'Europe centrale et orientale n'ont pas accès à l'intégration européenne pour laquelle elles se battent. Nous avons vu le prix qui a dû être payé en Yougoslavie et ce qui peut se passer si les choses ne fonctionnent pas correctement dans le domaine de la sécurité.

J'aimerais poser trois questions spécifiques à la Présidence irlandaise. La première concerne l'avis de la Présidence irlandaise à propos d'un échéancier pour l'adhésion des premiers nouveaux membres d'Europe centrale et orientale. La seconde a trait à la stratégie de pré-adhésion qui a été développée par l'Union. Quelle évaluation la Présidence a-t-elle des possibilités qu'ont les pays candidats d'adhérer prochainement à l'Union en tant que membres à part entière ? La troisième question a déjà été posée par le sénateur français M. Genton. La Présidence européenne estime-t-elle que la CIG sera capable de résoudre les problèmes institutionnels qui se poseront avec l'élargissement de l'Union de 15 à peut-être 27 membres ?

M. Paul Hatry (Belgique) : Dans sa brillante présentation, le Président du Conseil des affaires étrangères a mentionné quelques éléments extrêmement importants, l'un d'entre eux étant le fait qu'il restait 76 jours à la Présidence irlandaise. Cela représente plus ou moins deux mois, si l'on tient compte de la période qui doit être exclue à la fin de l'année. La CIG a comporté trois stades jusqu'à présent. Avant qu'elle ne commence, nous connaissions approximativement les grandes lignes du calendrier. Il y a ensuite eu une phase de souhaits et de plans grandioses émanant des Parlements nationaux. En tant que rapporteur, c'est exactement ce que j'ai fait au nom du Parlement belge. Il nous reste maintenant deux mois et nous devons revenir aux principes de base. C'est pourquoi je souhaite avancer cinq points brefs. Pour de nombreux pays, la troisième phase de l'union économique et monétaire est beaucoup plus importante que la CIG parce qu'elle affectera bien plus la vie quotidienne de leurs citoyens. Nous ne devons donc rien sacrifier à cette troisième phase pour faciliter les choses à la CIG. Une place prépondérante doit être accordée à l'UEM et à sa troisième phase.

Deuxièmement, il n'est pas possible, pour des raisons politiques et intellectuelles, de différer davantage l'élargissement vers l'Est pour les gens qui vivent de l'autre côté de ce que l'on appelait le rideau de fer. Cet élargissement inclura dans une nouvelle Union européenne certains pays de l'ancien bloc de l'Est. Nous devons veiller à ce que la nouvelle Europe des 21 pays fonctionne beaucoup plus harmonieusement qu'elle ne l'a fait récemment et, sans vouloir offenser mes collègues néerlandais, belges et luxembourgeois, comme une

communauté des 15. Cet élargissement entraînera des contraintes institutionnelles, procédurales et politiques. Bien sûr, il faudra également aborder les problèmes de politique régionale et de politique agricole.

Troisièmement, l'Europe doit cesser d'être un géant économique tout en demeurant un nain politique. C'est malheureusement le cas actuellement. C'est pourquoi la politique étrangère et de sécurité doit devenir une réalité. Nous avons besoin de réformes substantielles pour s'assurer que cette politique devienne partie intégrante du traité de manière solide et fiable. Quatrièmement, il serait inutile d'avoir une CIG dont les conclusions seraient rejetées par deux ou trois pays qui exigent un référendum. Nous en avons déjà vu les conséquences désastreuses lorsque le Danemark a rejeté le premier traité de Maastricht. Nous ne pouvons pas nous retrouver dans cette situation une seconde fois, ou sinon il n'y aura pas de second traité de Maastricht. Cinquièmement, le principe de flexibilité est très bon, mais nous ne pouvons pas tout accepter au nom de la flexibilité. La flexibilité peut être invoquée tant que nous avançons dans la même direction, éventuellement à des vitesses légèrement différentes dues à des circonstances différentes, mais l'objectif final doit être de créer un espace politique, économique et social unique. Nous savons qu'il n'est pas toujours possible de définir des échéances fixes mais nous ne devons pas prendre le risque de laisser certains pays derrière ; en effet, nous aurions alors non pas une Europe à deux vitesses, mais deux ou plusieurs Europes différentes. Ce serait trahir nos objectifs que de laisser une telle situation se produire.

Mme Annette Just (Danemark) : Je remercie M. Spring pour son intéressante introduction. L'Irlande occupe la Présidence de la CIG comme celle de l'UE. Il est important d'améliorer les possibilités d'élargissement de l'UE à la CIG. Le Gouvernement danois parle de détails techniques, la façon dont les votes devraient se dérouler et autres points du même ordre, mais il mentionne peu les questions économiques. Nous voulons tous la sécurité économique et financière - c'est l'une des positions communes de l'UE. Si nous élargissons rapidement, qu'advient-il de la réforme agricole ? La moitié des fonds de l'UE seront affectés si nous ne pouvons mener une véritable réforme de l'agriculture. Qu'advient-il des fonds structurels et de leur réforme ? Est-ce que quiconque ici croit que nous pouvons continuer à utiliser les fonds structurels comme nous le faisons actuellement si nous élargissons l'Union à dix pays d'Europe de l'Est ? Il est indispensable de revoir les fonds structurels avant la clôture de la CIG et nous devons le faire de toute urgence si nous voulons que l'UE fonctionne correctement.

M. Erkki Tuomioja (Finlande) : Je ferai trois commentaires. Premièrement, M. Spring a présenté la lutte contre la drogue comme l'une des priorités de la Présidence. La Finlande se joint à cette lutte. Pourtant, il nous faudra peut-être un jour constater que cette politique de prohibition de la drogue se sera avérée aussi ridicule que la prohibition de l'alcool en Finlande dans les années 1930. Nous devons contrebalancer les politiques actuelles en dépénalisant la drogue et en mettant l'accent sur les aspects sanitaires. On se rapprochera peut-être alors de la politique en matière d'alcool que nous avons tenté de mener en Finlande et en Suède.

L'alcool tue plus que la drogue et est responsable de problèmes sociaux plus graves. J'aimerais que ceux de mes collègues qui mettent en avant la lutte contre la drogue soient également prêts à accepter et reconnaître nos tentatives de limiter les importations d'alcool et de mettre en œuvre des mesures fiscales afin de réduire les dangers de l'abus d'alcool. Nous estimons que l'alcool, tout comme la drogue, ne devrait pas être considéré comme une marchandise commerciale à laquelle s'applique la libre circulation des marchandises.

Deuxièmement, la Finlande soutient l'élargissement mais nous sommes également réalistes en termes d'échéancier et nous acceptons le fait qu'il faudra peut-être plus de dix ans pour y parvenir, pour des raisons liées à notre union et à notre préparation de la réforme des fonds structurels et de la politique agricole. Il n'est pas nécessaire que l'Europe réalise une union complète durant cette CIG. Nous devons être préparés à la nécessité de nouvelles conférences et de nouvelles méthodes pour la réforme des solutions institutionnalisées impliquées dans l'élargissement. Dans de nombreux pays, en particulier la Finlande, la modification du cadre institutionnel va perturber l'équilibre fragile existant entre les grands pays membres et les petits. Il est raisonnable de penser que les futurs États membres d'Europe centrale et orientale devraient pouvoir être plus étroitement impliqués dans la construction future de l'Europe.

Enfin, l'UEM va probablement être mise en œuvre. C'est une honte et un grand risque pour l'Europe. J'aimerais qu'il soit possible de geler pendant cinq ans le plan d'UEM basé sur le traité de Maastricht et que nous puissions ensuite reprendre le travail de construction de l'union économique et monétaire dans cinq ans. Je suis prêt à justifier mon opinion à ce propos mais ce n'est ni le lieu ni le moment de le faire. Nous savons tous qu'une grande part de notre électorat et quelques pays membres partagent cet avis. Peut-être ces problèmes devraient-ils être examinés aujourd'hui à l'occasion de la rencontre des Gouvernements, parlementaires et autres décideurs au niveau européen. C'est une preuve dangereuse de la façon dont l'élite européenne, dont nous faisons partie, et les citoyens européens se sont éloignés. L'importance que nous accordons à une nouvelle rédaction du traité de Maastricht en vue de le rendre plus accessible aux citoyens européens ne servira à rien.

Tánaiste et ministre des affaires étrangères (M. Dick Spring, député) : Je répondrai aux contributions en commençant par la fin, puisque les plus provocantes étaient les dernières. Notre collègue finlandais a avancé trois points. En ce qui concerne la lutte contre la drogue, je constate que l'approche adoptée parmi les politiciens européens dans la lutte contre la drogue est nettement plus sérieuse maintenant qu'il y a cinq ans. Nous en avons parlé il y a cinq ans et les gens avaient l'impression de faire quelque chose. Le tissu social est menacé par l'ampleur de la criminalité internationale et du trafic de drogue. L'Irlande est dans une situation similaire à celle des autres pays européens. L'Autriche est menacée par la drogue venue de l'Est tandis que nos menaces viennent d'Afrique du Nord et d'Amérique Centrale. Le commissaire Bonino suggérait une dépénalisation de la drogue la semaine dernière. Je ne prétends pas savoir lire dans une boule de cristal. Je ne sais pas si c'est la bonne approche. Nous devons également faire attention de ne pas inclure toutes les drogues. Des drogues différentes représentent des menaces différentes - par exemple les drogues dures telles que l'héroïne par rapport à la marijuana et autres drogues. En Irlande, nous avons tenté d'adopter une approche polyvalente,

tout d'abord par le biais de l'éducation des jeunes enfants sur les dangers de la drogue, ensuite en assurant la présence de services médicaux pour les toxicomanes et, troisièmement, par l'adoption de mesures pénales plus efficaces. Nous sommes nombreux à la CIG à penser que nous devons communautariser certains des éléments du troisième volet et les ramener dans le premier volet si nous voulons être efficaces dans la lutte contre la criminalité. Tous les pays sont vulnérables face à l'ampleur de la criminalité internationale, particulièrement quand celle-ci est liée à la drogue.

Nous savons tous que l'élargissement est une nécessité et constitue pour nous une opportunité historique en Europe. Le calendrier est arrêté - les négociations débuteront six mois après la clôture de la CIG. Le scénario n'est pas encore écrit et l'on ne sait pas comment elles seront menées. On présume que les négociations seront entamées le premier jour avec tous les pays candidats. La Commission y travaille beaucoup. Elle a par exemple envoyé des questionnaires aux différents Gouvernements et la réponse de l'un d'entre eux comptait 1500 pages au total. Pensez au pauvre commissaire qui a dû se faire une idée du fonctionnement de l'économie de ce pays. Nous attendons encore, et nous attendrons pendant très longtemps, de recevoir toute l'information afin de procéder aux diverses évaluations des différentes transitions qui doivent avoir lieu. Notre collègue finlandais a probablement raison lorsqu'il dit que cela pourrait prendre au moins dix ans. Toutefois, lorsqu'un chef d'État et chef de Gouvernement européen se rend dans une capitale d'Europe de l'Est et dit à son Gouvernement qu'il aura adhéré d'ici 2002, les autres pays contactent la Présidence et demandent si cela signifie qu'ils n'auront pas eux-mêmes adhéré à cette date.

Je ne sais pas s'ils auront adhéré en 2002 ou en 2004 mais nous lançons un processus d'élargissement de l'Union qui sera basé sur toute l'information disponible, y compris les évaluations de la compatibilité des différentes économies. Ces économies sont en phase de transition et sortent de situations très difficiles. Il va nous falloir travailler avec elles.

Notre collègue danois a fait référence aux questions importantes que sont la PAC et les Fonds Structurels de l'UE. Le débat budgétaire sur le financement de l'UE pour 1999 sera très difficile, peut-être aussi difficile que les autres questions que nous examinons ici. Certains pays, comme l'Irlande, voudront probablement conserver la PAC. D'autres voudront la restructurer. Même chose pour les Fonds Structurels de l'UE. On s'interroge sur l'ampleur, voire la possibilité de maintenir le financement structurel et de cohésion de l'UE si dix nouveaux pays rejoignent l'Union.

Je ne partage pas l'avis de notre collègue finlandais sur la question du gel de l'UEM. Nous avons respecté le calendrier fixé pour l'UEM et plus tôt l'Europe aura la monnaie Euro, mieux ce sera pour chacun de nous dans la perspective des difficultés qui se présentent dans les domaines économiques et en termes d'emploi. J'ai abordé la question de l'échéancier pour l'élargissement soulevée par notre collègue suédois. Il a été fixé. Nous entamerons les négociations six mois après la clôture de la CIG. Je pense toutefois qu'il s'agira de négociations par roulement. On peut très bien avoir trois ou quatre pays qui adhéreront d'ici

trois ou quatre ans, les autres pays suivant plus tard. C'est mon opinion personnelle puisque le Conseil des affaires générales n'a encore aucun plan d'action. La CIG doit aborder les problèmes institutionnels. C'est l'une de ses tâches principales. L'équilibre existant entre les grands et les petits États membres doit être préservé. Étant nous-mêmes un petit État membre, nous n'aimerions pas le voir perturbé. Certains des grands États membres avancent qu'en raison de leur population nombreuse, leurs contributions sont plus importantes, ce qui devrait être reflété par une autorité renforcée, par exemple sous forme d'une puissance de vote accrue, etc. Ce débat va se poursuivre.

Notre collègue belge a bien exprimé le problème. Nous sommes un géant dans l'économie mondiale mais nous n'avons pas la même efficacité au niveau politique. C'est également l'un des défis que doit relever la CIG. Les Américains se plaignent de ne pas savoir à qui téléphoner lorsqu'ils veulent coopérer avec l'Europe. Nous nous plaignons parce qu'ils ne nous consultent pas, alors qu'ils demandent de leur côté si nous voulons qu'ils téléphonent à Dick Spring, Klaus Kinkel, Malcolm Rifkind ou quiconque occupe la Présidence du moment. C'est un problème que rencontrent les Américains et les autres pays qui traitent avec nous. J'espère que les changements que nous pouvons apporter tant au sein de la Commission que dans l'équilibre institutionnel permettront à l'Europe de s'exprimer d'une seule voix. Ceci nécessite une coopération et signifie également que la Présidence doit disposer de la coopération des États membres. C'est très important pour le succès d'une Présidence.

Je regrette de n'avoir pas été là ce matin car j'aurais aimé entendre les informations qui vous ont été données par Europol. Les conséquences en seront importantes sur toutes nos délibérations. Nous devons protéger nos citoyens et nous assurer que nous disposons des instruments pour le faire. Il semble que ce n'est pas ce que nous faisons actuellement. Des discussions approfondies ont eu lieu à la CIG sur le transfert d'un certain nombre de domaines du troisième volet dans le premier volet. Cependant, lorsque l'on en vient aux droits constitutionnels fondamentaux, on hésite à s'engager et certains partenaires ne sont pas favorables au déplacement des domaines dans le premier volet. Je crois que nous devons transférer un certain nombre de domaines dans le premier volet si nous voulons que l'Europe essaie sérieusement de s'attaquer à la criminalité internationale, qui submerge effectivement le monde.

Président : Tánaiste, vous avez mentionné que certains États membres, au niveau gouvernemental, ont des doutes sur l'inclusion de la Déclaration 13 dans le traité. Cependant, vous savez sans doute qu'un déficit existe à cet égard. J'espère que nous parviendrons à une conclusion cet après-midi concernant les recommandations que nous ferons à vous-même et aux autres représentants de la CIG. Les Parlements nationaux estiment qu'ils devraient être mieux informés et consultés. La CIG a l'occasion de traiter cette question, non seulement au nom des Parlements nationaux, mais au nom des citoyens que nous représentons. Il est indispensable de tenir nos citoyens informés.

Le Tánaiste a tenu notre comité et notre parlement informés de tous les détails relatifs à la CIG jusqu'à présent. J'espère que les représentants gouvernementaux à la CIG en ont fait de même avec leurs Parlements nationaux.

L'UE a un rôle essentiel à jouer dans la médiation dans des zones de conflit telles que l'ex-Yougoslavie, le Proche-Orient et l'Afrique. Je sais que le Tánaiste a consacré beaucoup de temps à cette question durant son mandat de Président du Conseil.

L'élargissement sera difficile et l'Irlande a accepté le principe de l'élargissement de l'Union afin d'inclure l'Europe centrale et orientale. Nous sommes convaincus que c'est la voie en avant pour que l'Europe assure la stabilité et le progrès et que nous devons tous faire les ajustements éventuellement nécessaires pour y parvenir.

La réforme institutionnelle a été évoquée. Il est très important que les petits États conservent l'équilibre vital qu'ils occupent au sein et entre les institutions, notamment au Conseil des ministres et à la Commission: Nous sommes prêts à négocier le niveau adéquat de représentation au Parlement européen. Il est toutefois important que les petits États membres participent à la réforme institutionnelle.

Nous sommes tous préoccupés par la complexité de l'Union et son éloignement des citoyens. Vous avez dit, Tánaiste, que les gens dans les circonscriptions sur le terrain ne sont pas intéressés par les aspects techniques. Pourtant, ils se sentent très vraisemblablement concernés par les résultats finals et les conclusions de la CIG parce qu'ils auront un impact sur leur vie. C'est là que les Parlements nationaux sont importants, parce que nous représentons ceux qui seront affectés par les décisions prises à la CIG et par une UE élargie.

Je vous remercie, Tánaiste, d'avoir assisté à cette réunion. J'espère que vous-même ainsi que vos collègues du Conseil des ministres serez en mesure de tenir les membres de la COSAC informés au fur et à mesure des développements.

Tánaiste et ministre des affaires étrangères (M. Dick Spring, député) : Je vous remercie Monsieur le Président. Je remercie encore une fois vos collègues pour leur courtoisie et je leur souhaite bonne chance dans leurs délibérations. Je vous tiendrai aussi informés que je le suis moi-même de la CIG, parce que tout politicien est en droit d'être pleinement informé sur les développements au sein de la conférence.

La séance a été levée à 16 h 00 et a repris à 16 h 20.

Point 4 - Les propositions de recommandations pour le renforcement de la Déclaration 13 du traité de Maastricht et l'amélioration du fonctionnement de la COSAC.

Président : Je vous prie d'excuser ce retard, dû à la réunion de la Troïka durant la pause café afin d'évoquer notre point suivant. Le Tánaiste semblait indiquer que les Gouvernements hésitent à inclure la Déclaration 13 dans le traité. Toutefois, nous savons la vague de soutien qui se développe parmi les Parlements nationaux en faveur de cette proposition, ce dont j'ai informé le Tánaiste. Certains Gouvernements pensent que l'introduction de trop nombreuses modifications alourdirait le traité et que nous risquerions de perdre notre bataille pour y inclure la Déclaration.

Certains Gouvernements n'ont pas respecté leurs engagements envers les Parlements nationaux au titre de la Déclaration 13. Sur la base des souhaits de la COSAC, la Troïka s'est estimée obligée, dans l'intérêt du déficit démocratique, d'aborder ce problème. Lors de sa réunion de septembre à Dublin, la Troïka a décidé qu'il conviendrait de suggérer aux délégués, lors de la XVème COSAC, qu'une recommandation visant à renforcer la Déclaration 13 du traité soit incluse dans un nouveau traité. Je crois que la Troïka a avancé des suggestions raisonnables dans ce domaine. J'aimerais rendre tout particulièrement hommage aux délégations finlandaise et française pour l'intérêt de leurs suggestions. Nous avons également entamé des discussions bilatérales avec d'autres comités membres et avons tenu compte de toutes les suggestions.

La Troïka a essayé de produire un document de compromis et j'espère qu'il est acceptable. Certaines délégations auront peut-être encore des doutes, mais je vous mets en garde : nous devons parvenir à un consensus unanime si nous voulons avoir le pouvoir moral de faire pression sur nos Gouvernements et sur la Présidence irlandaise pour que cette modification soit incluse dans le projet de révision des traités. Certains Parlements - d'ailleurs représentés ici - ont les plus grandes difficultés à s'avancer trop dans la voie d'une COSAC institutionnalisée. Nous essayons donc d'aller de l'avant et de trouver collectivement un rôle véritable pour la COSAC sans causer de problèmes constitutionnels pour certains de nos Parlements nationaux.

Des réserves ont été exprimées concernant le chemin que nous pouvons parcourir. D'autres avis nous ont été communiqués par écrit. En l'état actuel des choses, je pense, en ma position de Président en fonction, que l'on ne pouvait espérer une proposition de la Troïka plus proche d'un consensus. C'est dans cet esprit de recherche d'unanimité que je vous demande d'accepter le document de la Troïka résultant des discussions bilatérales et de la réunion d'urgence de la Troïka cet après-midi, dont l'objet était d'aborder cette question aussi efficacement que possible.

Toutes les délégations peuvent prendre la parole, mais je leur demande de comprendre notre dilemme. Si nous ne résolvons pas ce problème maintenant, dans notre propre intérêt, avant la fin de la CIG durant la Présidence irlandaise, la question pourrait nous échapper et, dans quelques années, lorsque l'Europe sera élargie, nous parlerons encore de ce déficit. Les conclusions représentent la partie la plus délicate du document. Vous reconnaîtrez qu'elles ont été rédigées de façon à pouvoir, nous l'espérons, être acceptées par tous. J'ouvre le débat à l'assemblée. Je désire deux décisions. La première serait que vous acceptiez les propositions de la Troïka selon lesquelles la Déclaration 13, en son état actuel ou légèrement amendée après le débat de cet après-midi, soit transmise à la CIG pour inclusion dans le traité. Nous pouvons évoquer les changements mineurs dans la rédaction mais je demande aux délégués d'indiquer clairement qu'ils acceptent que, pour nous protéger à l'avenir contre les Gouvernements qui ne respectent pas leur obligation morale au titre de la Déclaration existante, nous en demandions l'inclusion dans le traité.

Est-ce approuvé ? Approuvé. Nous allons maintenant aborder la formulation des conclusions.

La question suivante concerne notre organisation interne. Nous avons longuement débattu, à l'instigation des délégations française et finlandaise, du besoin évident d'améliorer la façon dont nous envisageons et abordons nos problèmes au sein de la COSAC, la façon dont nous parvenons à un consensus à ce propos et la façon dont nous allons communiquer les éventuelles conclusions. Il s'agit là de deux points distincts que nous pouvons traiter comme tels. Je demanderai aux délégués de se contenter, dans le premier débat, d'envisager la formulation de l'inclusion de la Déclaration 13 dans le traité, inclusion que vous avez maintenant acceptée, ainsi que les solutions proposées par la Troïka et complétées par les délégations française et italienne.

Sir Robert Hicks (RoyaumeUni) : Monsieur le Président, c'est pour moi un plaisir d'être ici et j'aimerais vous remercier, ainsi que vos collègues de République d'Irlande, pour votre amabilité et votre hospitalité. La COSAC de Dublin répond à toutes nos attentes et vous méritez nos remerciements les plus sincères. L'un des effets bénéfiques de la CIG est d'avoir fourni à la COSAC l'occasion bienvenue de faire le point sur elle-même et de considérer quels devraient être exactement son rôle et ses fonctions. Voilà sept ans que certains d'entre nous ont assisté à la première COSAC à Paris, une initiative de nos collègues français qui firent preuve tant de prévoyance que d'engagement. On compte quelques survivants parlementaires de cette COSAC inaugurale - les fonctionnaires semblent pouvoir rester plus longtemps en place que les politiciens, ce qui laisse penser qu'ils jouissent d'une stabilité, et donc d'une continuité dans leurs fonctions, dont nous ne disposons pas en tant que Parlementaires élus.

Étant moi-même l'un de ces représentants originaux, je suis plutôt satisfait de la voie qu'a suivie l'évolution de la COSAC. J'utilise le mot "évolution" en toute connaissance de cause et délibérément. Après toute période - sept ans dans notre cas - tout groupe mis en place initialement sur une base *ad hoc* est inévitablement tenté d'officialiser et d'institutionnaliser la structure et les rouages de son organisation. Je pense que, pour des raisons d'ordre pratique et

légal, nous devons résister à cette tentation. Nombreuses sont les délégations nationales, lors des multiples réunions de la COSAC au fil des ans, à nous avoir constamment rappelé que le comité des affaires européennes de tout Parlement national est fondamentalement lié audit Parlement et que c'est à ce comité, par l'intermédiaire de son Parlement national, d'élaborer ses relations de travail avec son Gouvernement national. Je sais que toutes les délégations n'utiliseraient pas les termes que j'ai employés, mais je pense représenter l'opinion de la majorité.

Quant au document de la Troïka, je pense que le Président a fait un excellent travail en synthétisant un large éventail d'opinions tout en conservant un message constructif et positif - c'est là le compliment d'un Anglais à un Irlandais. Nous sommes tous engagés concrètement dans la politique et nous avons appris que, dans ce domaine, on ne peut pas faire plaisir à tout le monde en même temps; le Président y est pourtant presque parvenu dans son document. La COSAC ne peut pas prendre de décision sur les textes, pour le meilleur ou pour le pire, mais nous pouvons décider de nos règlements par consensus. J'espère que le Président transmettra à nos collègues néerlandais les conclusions de sa Présidence résultant de nos débats de cet après-midi. Il irait de l'intérêt de nos collègues néerlandais de constituer un comité de liaison, comprenant les fonctionnaires de nos comités respectifs, avant la réunion de la COSAC à La Haye, afin de formuler toute modification du règlement qui sera nécessaire pour refléter quelques améliorations, modestes mais bienvenues, dans nos méthodes de travail. Les règlements doivent être revus, comme le font clairement apparaître les remarques déjà faites. Lors de notre prochaine réunion à La Haye, nous aurions alors devant nous une proposition approuvée concernant notre règlement et nos procédures sur la base de nos délibérations de cet après-midi et, je l'espère, un accord sur ce qui est nécessaire suite à ce débat. Comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, il s'agit là essentiellement d'un exercice d'organisation interne qui serait préférable à nos actuelles chamailleries sur le règlement.

Je crois fermement aux compromis, mais il y a un point sur lequel la Commission parlementaire de la Chambre des communes n'est pas prête à composer. Il s'agit du préavis nécessaire pour les projets législatifs et documents apparentés. Nous voulons un délai minimum de quatre semaines entre la transmission des projets de loi dans chaque capitale de l'Union, ce dans les langues appropriées, et toute prise de décision par le Conseil des ministres. Nous pensons que ceci permettra de protéger les droits, non seulement des Parlements nationaux, mais aussi des citoyens que nous représentons parce que ces décisions auront un impact sur nos électors respectifs.

Dans le document de la Troïka, Monsieur le Président, vous limitez la suggestion du délai minimum de quatre semaines aux propositions dites "importantes". Je demande instamment qu'une telle distinction soit évitée. Qui décidera de ce qui est ou n'est pas une proposition importante? Même une proposition mineure peut avoir un effet disproportionné, peut-être sur un ou deux États membres seulement. La règle doit s'appliquer à toutes les propositions législatives et les Parlements nationaux doivent ensuite pouvoir former leur propre opinion sur la manière dont ils souhaitent les mettre en œuvre. Nous pensons donc que le préavis doit être contraignant et inscrit dans le traité.

La Déclaration 13 s'est avérée inadéquate; de telles déclarations ne sont efficaces que lorsque les Gouvernements y trouvent leur compte. Les Parlements nationaux ne devraient pas dépendre de ce type de charité. Bien sûr, il peut arriver qu'une procédure urgente soit nécessaire. Nous avons fait des suggestions détaillées à ce propos dans notre dernier rapport qui est disponible au comptoir d'information. Même si les Gouvernements risquent de trouver peu commode un préavis contraignant, ils ne devraient pas oublier que, quel que soit le traité qui émanera de la CIG, il devra être approuvé par les Parlements nationaux. En ce qui me concerne, je ne pourrais pas recommander à la Chambre des communes d'approuver un traité sans cette disposition.

Au Royaume-Uni, nous avons concrètement avancé d'un pas dans l'amélioration de la transparence et de l'ouverture. À partir d'aujourd'hui, les rapports hebdomadaires de notre comité, ainsi que nos analyses et recommandations relatives à tous les documents qui nous sont soumis pour examen, seront disponibles sur Internet. J'espère, Monsieur le Président, que nous aurons l'occasion de vous accueillir ainsi que nos collègues des autres États membres à notre nouvelle adresse électronique : Parliament. United Kingdom. Mon seul regret est que lorsque vous nous rendrez ainsi visite, nous ne pourrons vous offrir une pinte de Guinness électronique. De toute façon, la Guinness à la pression est toujours meilleure en République d'Irlande que partout ailleurs. En tant que consommateur, je n'en suis que trop conscient. J'espère que tous ceux qui sont présents ici soutiendront ces suggestions et y verront la voie en avant la plus appropriée pour l'avenir de notre organisation COSAC.

Président : Je vous remercie, Sir Robert, de votre déclaration claire et catégorique au nom du Royaume-Uni. Vous avez avancé une proposition concernant les quatre semaines et nous devrions être en mesure de dégager un consensus sur un tel délai minimum de préavis. Je donne maintenant la parole à Antonio Ruberti, de la délégation italienne.

M. Antonio Ruberti (Italie) : Je me joins à vous pour remercier le Président. Il n'a pas eu la tâche facile après la réunion de Rome, la première à laquelle j'ai assisté, qui a donné le feu vert à l'organisation du nouveau comité COSAC. On m'a également informé du désaccord lors de la réunion de Madrid qui a précédé celle de Rome. Il était donc difficile de mettre de l'ordre dans tout cela. Le Président a entrepris un travail remarquable, dont le résultat est le document que nous avons devant nous. L'un des paragraphes du document présente les différents points de vue et met clairement en évidence l'absence de consensus.

L'ordre du jour comporte deux points distincts. L'un concerne les propositions de recommandations pour le renforcement de la Déclaration 13. Le second fait référence à l'amélioration du fonctionnement de la COSAC. Voyons d'abord le premier. En tant qu'ingénieur, j'aime sous-diviser scientifiquement les choses en problèmes et sous-problèmes. Le temps est venu pour nous d'aborder cette question et de donner un avis clair en recommandant l'inclusion de la Déclaration 13 dans le traité. D'autre part, s'agissant de la discussion préliminaire sur la position du Parlement européen, tout le monde a déjà débattu du renforcement de la Déclaration 13. C'est ce que nous commençons à faire aujourd'hui.

Bien que cette question relève d'un débat dans les Parlements nationaux, elle doit également être examinée ici car il serait pour le moins étrange que la CIG et le Parlement européen discutent de ce point et pas nous. Nous devons donner notre point de vue. Je peux dire au nom de la délégation italienne que la majorité, l'opposition, la Chambre des députés et le Sénat s'accordent à penser que cette Déclaration devrait faire partie du traité. À cette fin, nous avons préparé un document qui a été distribué à tout le monde ce matin. Nous avons élaboré un nouveau projet de Déclaration 13 sous forme d'un paragraphe pour une partie du traité. Ce n'est qu'une suggestion. Nous serons heureux d'accepter des amendements. Cependant, nous pensons qu'il est fondamental de soumettre au Conseil des ministres une proposition écrite stipulant la manière dont il conviendrait de renforcer la Déclaration 13.

Quels sont les points fondamentaux ? Nous sommes convaincus que l'obligation de transmettre les documents ne concerne pas seulement les Gouvernements nationaux, mais aussi la Commission. Pourquoi la Commission ? Elle a le pouvoir d'initiative pour toute législation. C'est ainsi qu'elle transmet des informations au Conseil des ministres et au Parlement européen. Dans ce cas, pourquoi pas aux Parlements nationaux, puisqu'ils doivent participer au processus décisionnel par l'intermédiaire de leurs Gouvernements ? Il est donc important non seulement d'avoir les propositions, mais aussi tous les documents concernant les décisions parce que nous savons qu'il faut un an pour préparer une proposition de la Commission. Tous les documents préparatoires, dossiers préliminaires, etc. doivent être soumis.

Vous avez tous les documents préparatoires, les dossiers préliminaires, etc., et il est donc important que nous en disposions. C'est une question de synchronisation. On a parlé d'un mois ou deux, mais il faut laisser suffisamment de temps pour que les gens élaborent leurs vues et leurs propositions. Je suggère que si nous sommes d'accord sur la nécessité de renforcer cette Déclaration, nous devons donner à notre Président un avis sur la façon d'y parvenir. Nous avons produit ce projet, mais il ne s'agit que d'un projet. Si nous demandons le renforcement de cette Déclaration, nous devons dire comment y parvenir. Notre proposition est que la Commission transmette les documents, quatre semaines au moins avant le débat au Conseil, et que nous disposions de toute l'information provenant des divers comités qui ont étudié la question. Nous voulons tous que la COSAC fonctionne correctement et nous devrions maintenir le problème de la Déclaration 13 distinct de l'autre question à notre ordre du jour, à savoir l'amélioration du fonctionnement de la COSAC. Je vous remercie.

Mme Nicole Catala (France) : Au nom de la délégation française, j'aimerais exprimer mes remerciements à la Présidence irlandaise et à vous-même, Monsieur le Président, pour la tâche que vous avez accomplie au cours de ces derniers mois. C'est grâce à ce travail que nous sommes en mesure de débattre de ces conclusions importantes, qui constitueront sans aucun doute une contribution majeure à l'amélioration du fonctionnement de la COSAC, du moins l'espérons-nous.

La délégation française se rallie à la Déclaration 13 et nous serions favorables à l'inclusion d'une phrase qui obligerait la Commission à nous transmettre l'information dans les quatre semaines. Nous n'aurions aucune objection de ce point de vue. Considérons un instant les conclusions que vous nous avez soumises et qui, je l'espère aussi, seront prochainement adoptées. Vous avez suggéré que nous devrions reconnaître le rôle joué par les Parlements nationaux dans le renforcement de l'Union. C'est très important. Il est suggéré que la COSAC pourrait aider les Parlements nationaux en transmettant l'information qu'elle a reçue des autres parlements. Ceci pourrait être extrêmement utile.

Nous avons déposé un amendement au point 2 suggérant que nous devrions indiquer, dans les conclusions, que le fonctionnement de la COSAC serait amélioré si l'on assurait la continuité de son action par des moyens permanents relevant des Parlements nationaux. Ceci pourrait être intégré au point 2 et serait rédigé en des termes assez généraux. En réalité, il serait peut-être possible de mettre en place un secrétariat ou un quelconque organe permanent. Nous n'avons pas besoin de spécifier cela dans le détail et pouvons laisser la Présidence de l'Union y réfléchir. Un tel organe faciliterait au moins la préparation et le suivi de nos réunions.

Nous avons également déposé un amendement au point 1. Tout ceci est un peu confus et je m'en excuse, mais je suis très pressée. Cet amendement concerne les Parlements nationaux et leur rôle. Nous suggérons officiellement à la COSAC que nous aimerions que la première phrase du point 1 soit rallongée afin d'inclure une expression impliquant que la représentation des Parlements nationaux sera assurée par la COSAC. Nous ne cherchons pas à institutionnaliser la COSAC, loin de là. Nous soulignons simplement que cet organe existe, qu'il a un rôle important à jouer et qu'il adopte des résolutions à la lumière d'un consensus. Il pourrait s'agir d'une addition importante au point 1.

Les membres des Parlements nationaux ont un rôle important à jouer au sein de l'UE pour le renforcement de la démocratie et de l'Union. La représentation au sein de l'Union est assurée par la COSAC. Les amendements supplémentaires que nous avons soumis ne sont que des projets d'amendements visant à améliorer la rédaction du texte en français pour le rendre plus lisible. Il semble qu'il est mieux exprimé en anglais. Cette question relève du secrétariat qui ne devrait pas exagérément vous retarder. Je vous prie de m'excuser, Monsieur le Président, mais je dois me rendre immédiatement à l'aéroport. Je vous souhaite tout le succès possible dans le reste de votre tâche. Nous sommes ici pour représenter les vues du Parlement français et je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer. Merci.

Président : Je puis vous assurer que l'intervention extrêmement intéressante que vous venez de faire ainsi que vos soumissions à nous-mêmes dans la Troïka et à la Présidence seront prises en compte dans la solution suggérée par Sir Robert Hicks. Cette solution partira au secrétariat afin de trouver une meilleure phraséologie qui reflétera les vues des délégués au sein de notre propre juridiction concernant notre propre organisation interne. Il ne devrait y avoir aucun désaccord entre nous puisque nous discutons justement en ce moment même de la Déclaration 13. Je vous remercie.

Mme Annemie Neyts-Uyttebroeck (Parlement européen) : Au nom de la délégation du Parlement européen, j'aimerais faire un certain nombre de commentaires. Laissez-moi tout d'abord vous exprimer mes remerciements, Monsieur le Président, pour votre excellent travail. Nous avons passé une journée merveilleuse à Tipperary et les débats d'aujourd'hui ont manifestement bénéficié de notre belle journée d'hier.

Il n'est pas rare dans les forums politiques que les points les plus complexes et délicats à l'ordre du jour soient abordés à la fin de la réunion. Nous sommes pour la plupart suffisamment expérimentés pour le savoir. Cela permet de maintenir la tension durant la réunion et de maintenir les effectifs présents jusqu'à la fin. Cela a été le cas ici, avec deux points délicats à examiner mais qui nous ont été présentés avec une magie et une alchimie toutes irlandaises. La délégation du Parlement européen est entièrement favorable à la Déclaration 13. Nous sommes convaincus de son bien-fondé et nous pensons que de nombreux membres des Parlements nationaux estiment que ce serait une très bonne idée. Nous avons reçu un document très intéressant à ce sujet de la Commission parlementaire aux affaires européennes de la Maison des communes. Le protocole social est en annexe au traité. Ces points ne sont pas véritablement intégrés au traité et, par conséquent, n'ont pas le même impact que les articles qui en font partie intégrante. Une action de diffusion de toutes les propositions de textes législatifs en direction des Parlements nationaux doit manifestement faire partie intégrante du traité.

Le délai minimum de quatre semaines est tout à fait justifié. C'est le seul moyen de parvenir à des discussions sérieuses. Nous sommes totalement favorables à l'inclusion de ce point dans le texte complet officiel. Nous sommes également en faveur du récent amendement de M. Ruberti. Il est essentiel que les textes soient transmis directement par la Commission aux Parlements nationaux et au Parlement européen. Nous sommes peut-être mieux lotis que les Parlements nationaux dans la mesure où nous sommes dans le prolongement direct de la Commission. Ces points sont très importants.

Nous devrions inclure dans le texte : "*La Commission et les Gouvernements s'assureront...*". Je préférerais qu'il soit bien clair que la Commission et les Gouvernements partagent la responsabilité. Ce serait utile. Je soutiens l'amendement de M. Ruberti. J'aimerais évoquer les conclusions de la Troïka concernant l'amélioration du fonctionnement de la COSAC et l'organisation de réunions plus fréquentes.

Président : Ce point concerne la partie suivante. Je souhaite traiter la Déclaration en premier.

Mme Annemie Neyts-Uyttebroeck (Parlement européen) : Très bien.

Président : Notre intervenant suivant vient du Portugal.

M. José Hedeiros-Ferreira (Portugal) : Je remercie la Présidence irlandaise de son chaleureux accueil pour la réunion de la COSAC. Sur quels points parvient-on à un consensus concernant la relation entre les Parlements nationaux, le Parlement européen et l'Union européenne ? Le peuple d'Europe pourra participer par l'intermédiaire de ses propres Parlements. Ceci est important pour permettre aux Parlements nationaux et au Parlement européen de participer au travail de l'Union européenne.

Nous comprenons l'importance fondamentale du travail accompli par le Parlement européen et ses responsabilités vis-à-vis des décisions financières relatives au budget de l'Union européenne. Il ne peut y avoir de renforcement de l'Union européenne sans un budget correct. Le principe de subsidiarité - de décentralisation - devrait toujours rester à l'esprit des Parlements nationaux concernant toutes les mesures adoptées au niveau européen. L'application du principe de subsidiarité signifierait que l'évaluation des actions communautaires ne reviendrait pas uniquement aux Parlements nationaux. C'est également la responsabilité de la Cour de justice. En même temps, il est important que les Parlements nationaux donnent leur avis. Ce point devra être approfondi lors des futures réunions de la COSAC.

D'autre part, on s'accorde généralement à penser que la mise en place de nouvelles institutions ou de nouveaux organes pourrait être excessive. Nous devons simplifier les organes assumant diverses responsabilités au sein de l'Union européenne. Il est important de renforcer la COSAC, qui devrait se réunir plus de deux fois par an. Nous devrions également élaborer une charte pour les citoyens européens. En ce qui concerne le travail de la Troïka en Europe, on note un consensus concernant le travail devant être accompli par la CIG. La délégation portugaise soutiendra l'amendement italien, qui concerne l'inclusion de la Déclaration 13 dans le traité ainsi que la transmission directe des documents par la Commission aux Parlements nationaux. Nous soutenons la proposition britannique concernant le délai de transmission de ces documents, qui devrait être d'au moins quatre semaines.

Président : Notre intervenant suivant est Peter Schieder, d'Autriche, que j'accueille comme un ami de longue date au Conseil de l'Europe.

M. Peter Schieder (Autriche) : Merci de votre amabilité. Je suis ravi de constater que votre expérience remarquable s'est traduite par une extraordinaire préparation pour cette réunion et une excellente documentation. Mon commentaire sur le document 13 sera bref. Notre délégation est favorable à l'inclusion de cette Déclaration dans le traité, comme proposé. Je ne sais pas vraiment si la dernière phrase concernant les relations entre les Parlements nationaux et le Parlement européen est idéalement rédigée. Les termes pourraient être un peu plus convaincants, ce qui ne ferait qu'améliorer les choses, mais c'est là mon opinion personnelle. Je suggère simplement que nous pourrions réfléchir à cette question. Je suis toutefois en faveur du contenu principal du texte.

D'autre part, je ne soutiens pas l'introduction d'un paragraphe confiant aux Parlements nationaux la responsabilité de faire circuler l'information, qui devrait en réalité être transmise par la Commission. Je suis très étonné que le représentant qui a parlé au nom du Parlement européen soit en faveur de cet amendement. Au premier abord, il pourrait sembler que l'on recevra davantage d'informations si l'on force la Commission à transmettre les propositions législatives quatre semaines à l'avance, mais la réalité est toute autre.

En fait, cela enlève une épine du pied des Gouvernements nationaux. Les Parlements nationaux devraient être informés, mais les Gouvernements ne les informent pas correctement. On n'est cependant pas sans ressources. On peut voter des motions de censure dans les ministères et les Gouvernements et lancer des procédures d'appel. Il existe diverses façons de forcer un Gouvernement ou un ministère, dans le respect de la constitution, à respecter les obligations qui leur incombent.

La Commission est censée informer les parlements nationaux, mais en même temps les Gouvernements nationaux sont censés nous informer. Je ne suis pas sûr que cela puisse fonctionner. Cela permettra simplement à la partie incriminée d'avoir une excuse pour rejeter la responsabilité sur l'autre. Il est vrai que les Gouvernements nationaux devraient transmettre l'information aux Parlements, et c'est sur ce point que nous devrions concentrer notre attention. Nous devrions veiller à forcer nos Gouvernements à agir de manière plus responsable et à transmettre correctement l'information aux membres du Parlement sur toutes ces questions.

C'est pourquoi je suis quelque peu surpris d'entendre les membres du Parlement européen dire qu'ils aimeraient voir cette responsabilité confiée au Conseil et à la Commission. Savez-vous vraiment comment cela fonctionnerait en pratique ? Je ne crois pas. Quel type de réponses croyez-vous que vous obtiendriez ? Je ne crois pas que vous recevrez les flux d'information idéaux que vous imaginez. Les Gouvernements ne prêteront pas attention et il ne va rien se passer; rien ne va changer; rien n'ira mieux en pratique. Toutefois, si chaque pays force la main de son Gouvernement et lui impose l'obligation officielle de diffuser cette information aux membres du Parlement, nous arriverons peut-être à quelque chose. Je ne serai plus alors dans la situation d'avoir à pousser mon Gouvernement à voter dans un sens ou dans l'autre au Conseil avant que mon Parlement sache même ce qui se passe.

Je suis favorable au changement en principe mais, bien que cette idée d'inclure la Commission et les Gouvernements dans la transmission de l'information ait été conçue avec la meilleure intention du monde, je crains que ce ne soit une très mauvaise chose. Elle n'est donc pas réalisable, notamment en termes de politique étrangère et de sécurité. Je ne pense pas que ce soit une bonne idée.

Je soutiens les propositions de la COSAC concernant les pages neuf et dix, les conclusions. Elles semblent excellentes et tout ce que je suggère est que nous pourrions peut-être essayer de parvenir à un accord plus total à l'avenir. Il est utile pour les présidents des comités de se réunir ici; je suis sûr que le Président l'a fait dans ce but également. C'est utile, mais nous devons veiller à ne pas refaire le même travail. En même temps, j'aimerais soumettre une requête au Parlement européen : s'il vous plaît, ne laissez pas chaque comité parlementaire s'impliquer trop dans ce qui se passe dans les Parlements nationaux. C'est très bien que les comités individuels maintiennent un certain contact au sein des Parlements nationaux, mais c'est parfaitement inutile si le comité institutionnel le fait d'une certaine façon et qu'un autre comité procède différemment.

La meilleure solution est que le président du comité écrive une lettre. Par exemple, s'il y a un débat sur la politique en matière de sécurité, il y a trop de lettres, avec les présidents de je ne sais combien de comités qui écrivent à tous les comités des deux Chambres des Parlements. Il y a bien trop de travail et personne ne cherche à savoir si ce sont vraiment les bonnes personnes qui sont invitées et si les notifications sont présentées aux comités compétents. Il reste beaucoup de progrès à faire dans ce domaine. Il n'est pas nécessaire d'inviter tous les présidents de comités des Parlements nationaux ; c'est parfaitement superflu et il arrive de toute façon que les gens se trompent de réunion. Parfois quelqu'un devrait être à un endroit et pas le comité parlementaire, ou inversement. Je vous demande de garder également ces points à l'esprit; s'il vous plaît, maintenez de bons contacts, bien organisés, qui puissent être positifs et fructueux, plutôt que de représenter un volume supplémentaire de travail inutile pour votre personnel.

Président : À des fins d'éclaircissement, je vais informer les délégués de nos délibérations au sein de la Troïka, qui s'est réunie durant la pause café. Je renvoie les délégués à l'annexe de la documentation, qui inclut la Déclaration 13 existante. Nous pouvons considérer que nous sommes d'accord sur le premier paragraphe parce que nous ne voulons pas faire trop de modifications ou parce qu'il ne sera peut-être pas inclus dans le traité. Le premier paragraphe est accepté par tous ceux qui ont fait des suggestions. Dans le second paragraphe, certains pensent qu'il était important de partager la responsabilité dans le domaine de la communication avec les Parlements nationaux. À cet égard, nous avons pris en compte les suggestions de nos collègues italiens. Je vais lire le texte à la salle et je demande aux délégués d'y apporter toute leur attention parce qu'il remplacerait le second paragraphe existant dans l'actuelle Déclaration 13. Le nouveau paragraphe dans une Déclaration 13 modifiée commencerait ainsi : *“La Conférence estime qu'il est essentiel que la Commission européenne, les Gouvernements nationaux et le Conseil des ministres...”*. Ces trois organes ont maintenant le pouvoir et nous ignorent, que ce soit collectivement ou individuellement. Nous suggérons que le nouveau second paragraphe devrait stipuler : *“La Conférence estime qu'il est essentiel que la Commission européenne, les Gouvernements nationaux et le Conseil des ministres transmettent directement et rapidement aux Parlements nationaux, dans leurs langues officielles respectives, tous les actes pertinents au processus législatif sur lesquels elle prend des décisions, donnant aux Parlements nationaux un minimum de quatre semaines pour les examiner avant qu'ils ne soient discutés et qu'une décision ne soit prise par le Conseil des ministres”*. L'objet des amendements au texte italien est de prendre en compte le paragraphe existant et de le renforcer.

M. Schieder a terminé en disant que l'on élimine la responsabilité des Gouvernements nationaux en la faisant passer à la Commission. Cependant, le texte italien leur attribuerait à tous la responsabilité. Quel que soit le responsable, ils seront tous collectivement chargés de transmettre directement à nous, les Parlements nationaux, dans nos propres langues et au moins quatre semaines à l'avance, tous les documents pertinents à la législation proposée.

M. Peter Schieder (Autriche) : Je soutiens le texte existant mais pas cette proposition de version. Donner la responsabilité à tout le monde signifie ne la donner à personne. Nous devons avoir une certaine responsabilité et les Gouvernements sont obligés de soumettre les textes de la Commission à leurs Parlements nationaux. C'est ce que devrait être l'obligation.

Président : C'est là l'opinion que j'ai exprimée sur la base de mon expérience législative. La responsabilité incombe en premier lieu au Gouvernement qui a le pouvoir, dans le cadre de la plupart des Constitutions, d'initier la législation. Le Parlement et la Commission ne le font pas. La Commission peut proposer ou initier à ce niveau mais elle ne peut dicter ce que fait le Parlement national.

M. Erkki Tuomioja (Finlande) : Je me joins à mes collègues pour remercier et féliciter le Président pour son excellent travail préparatoire pour cette réunion, notamment la distinction claire qu'il a établie entre, d'une part, la question dont nous débattons actuellement, le renforcement de la Déclaration 13 du traité de Maastricht, qui inclura si j'ai bien compris tout ce qui a trait à la Conférence intergouvernementale et à notre travail et, d'autre part, l'autre point sur lequel nous reviendrons, la manière d'organiser notre travail. Il s'agit là purement d'une question à régler entre nous et qui n'implique personne d'autre. Je respecterai cette distinction.

Je demande également au Président de bien préciser ce que dont nous débattons et discutons en ce moment. Ai-je raison de dire que nous débattons actuellement des points qui sont ouverts au débat et à la prise de décision ? Les conclusions des pages 9 et 10, ainsi que tout ce qui les précède, sont-elles une simple présentation du travail de la Troïka ? Si j'ai bien compris, même si je suis d'accord et comprends les arguments avancés par le représentant britannique, il est inutile de revenir sur ce qui peut avoir été dit avant. Il s'agit uniquement de la présentation des conclusions par la Troïka, mais les conclusions proprement dites sont les seules propositions sur lesquelles nous devons être d'accord ou non.

Dans ces conclusions, le point trois est celui qui a trait à la Déclaration 13, ainsi peut-être que les points six et sept des conclusions. Je reviendrai sur ces derniers plus tard, mais ma proposition est que nous devrions essayer de nous contenter de trouver une formulation pour la conclusion numéro trois sur laquelle nous puissions nous accorder. Tout d'abord, je dois dire que nous avons été très sceptiques en Finlande sur le principe général de l'inclusion de la Déclaration 13 dans le traité. Toutefois, nous ne nous opposerons pas à un consensus, si consensus il y a autour de cette table comme indiqué dans les conclusions, et nous ne sommes donc pas hostiles à la proposition originale de la Troïka concernant le point trois.

Toutefois, si nous allons plus loin et que nous essayons de trouver maintenant une quelconque formulation sur la base des propositions italiennes ou autres pour un tel amendement à la Déclaration 13, ou d'ailleurs pour un amendement distinct au traité, nous ne pouvons prendre position: en effet, pour réfléchir en détail à la rédaction de toute proposition, il nous faudrait manifestement un mandat beaucoup plus clair de notre comité et ces propositions ne nous ont été données qu'aujourd'hui. De façon générale, il serait beaucoup plus bénéfique de nous limiter maintenant à l'argument politique que nous voulons avancer. Ce serait assez clair si nous pouvons trouver une formulation pour la conclusion numéro trois qui puisse englober les différents avis proposés.

Je partage l'avis de la délégation autrichienne à ce propos, mais je voudrais soumettre une proposition qui évite d'avoir à adopter une attitude précise à ce sujet. Monsieur le Président, je vais lire ma proposition. J'ai deux amendements à la conclusion numéro trois. La première phrase stipule que "*Il convient d'améliorer le flux des informations des institutions de l'Union aux Parlements nationaux et de donner aux Parlements nationaux un certain contrôle sur les décisions de leurs Gouvernements respectifs*". Je trouve inadmissible de dire que nous devrions avoir un certain contrôle. C'est tout à fait inacceptable, du moins pour nous. Je propose donc cette version : "*et de donner aux Parlements nationaux un contrôle sur les décisions de leurs Gouvernements respectifs conformément aux dispositions constitutionnelles des États membres*".

D'autre part, je propose que la deuxième phrase de la conclusion numéro trois soit ainsi rédigée, le début restant le même que sur ce document ; "*à cette fin, la COSAC estime que la Déclaration devraient être renforcée par la Conférence intergouvernementale, par son inclusion dans le traité, afin de garantir que les Gouvernements poursuivent jusqu'au bout leurs engagements au titre de la Déclaration et que les Parlements nationaux disposent d'une période d'au moins quatre semaines pour examiner toutes les propositions se rapportant au processus législatif.*"

Telle est ma proposition, qui suffit pour couvrir tous les points essentiels dont nous avons besoin sans entrer dans les détails de la formulation de la Déclaration, parce que nous n'avons pas mandat pour cela. Nous devons revenir à ce problème dans nos Parlements respectifs à notre retour chez nous et il se peut donc que nous arrivions à des conclusions différentes. J'ose cependant avancer que nous ne devrions pas nous écarter d'une conclusion du type de celle que j'ai proposée, parce je crois qu'elle peut nous permettre de parvenir à un consensus et qu'il nous restera ensuite, par l'intermédiaire de nos Gouvernements, à convenir de la formulation exacte d'une nouvelle Déclaration dans le traité. Si vous le permettez, je reviendrai aux autres points ultérieurement, mais j'aimerais pour l'instant savoir comment interpréter les points six et sept des conclusions et les parenthèses entre lesquelles ils se trouvent. Cela signifie-t-il qu'il s'agit d'une proposition ? Est-ce une non-proposition ? La proposition n'existe pas ?

Président : Elle est entre parenthèses.

M. Erkki Tuomioja (Finlande) : C'est mieux. Je n'ajouterai rien.

Président : Elles sont entre parenthèses et il s'agissait d'avis qui avaient été exprimés. Nous les avons mises entre parenthèses parce qu'elles ne sont ni des propositions ni des conclusions. En ce qui concerne la façon dont nous présentons ces conclusions, nous avons voulu donner le ton dans nos conclusions qui seraient soumises aux Gouvernements et ("and", seems to be missing in English. We was translated it into French) aux institutions européennes. C'est pour ces raisons que nous avons été amenés à penser qu'il était nécessaire de faire certaines choses, notamment en relation avec la Déclaration 13. La seule modification véritable dans la Déclaration 13 existante, sur la base des suggestions des membres de la Troïka, était qu'ils confiaient une responsabilité supplémentaire à la Commission. Peter a évoqué ce point; il pense que si l'on donne trop de domaines de responsabilité à trop de gens, personne n'est vraiment responsable. Si mon Gouvernement était exclusivement responsable selon les termes du traité, notre comité et notre Parlement seraient tout à fait satisfaits, mais pour l'instant ils ont une Déclaration qui parfois est appliquée et parfois ne l'est pas. Nous voulions l'inclure dans le traité, ce sur quoi nous sommes d'accord. Vous avez indiqué que vous ne vous y opposeriez pas en principe.

Vous vous demandez comment nous parviendrons à rédiger la Déclaration 13. Nous pouvons renforcer la Déclaration 13 existante - c'est une suggestion que j'ai faite à la Troïka - en l'incluant dans le traité. En écoutant le Tânaiste cet après-midi, nous avons dit que les États membres et les chefs de Gouvernement avaient des réserves sur l'insertion de la Déclaration et que plus nous modifions la Déclaration, moins il est vraisemblable que nous réussirons à la faire inclure par les États membres et les chefs de Gouvernement.

Si nous sommes unanimes à penser que nous devrions l'inclure, je vous pose alors la question suivante, avant d'inviter d'autres intervenants : si la Déclaration 13 existante était incluse et engageait légalement les Gouvernements, notre situation ne serait-elle pas nettement meilleure que maintenant quand la moitié d'entre nous seulement, et ceci n'inclut pas nos amis de Finlande, du Danemark et d'autres comités de valeur, sont ignorés par le Gouvernement ? Nous pensons qu'en essayant de dégager un consensus, soit nous nous en tenons à la Déclaration existante, soit nous considérons les suggestions qui ont été faites concernant son élargissement à la Commission ou au Conseil des ministres. La raison pour laquelle je vous soumetts ce point est que nos collègues italiens nous ont communiqué ces avis. Il est juste de les écouter et il est également juste d'en débattre. Toutefois, si nous ne les partageons pas, je devrai demander à nos collègues italiens de les abandonner. Nous tenterons de faire l'unanimité sur ce point afin de renforcer nos propres arguments ; je crois que ce point a été avancé par Sir Robert Hicks ainsi que par d'autres intervenants.

La question des premier et second paragraphe de la Déclaration 13 existante ne se pose pas. Ils sont repris dans les suggestions italiennes et devraient être également acceptés par les autres délégations. Le seul domaine dont nous devons débattre actuellement est le suivant : d'une part, devrions-nous en fait modifier le second paragraphe et faire passer la responsabilité incombant aux Gouvernements nationaux sur un autre organe ou charger les Gouvernements de veiller à ce que les propositions de la Commission nous soient transmises et, d'autre part, pouvons-nous introduire le délai de quatre semaines sans détruire le concept même de ce que nous faisons actuellement ? Êtes-vous d'accord avec cette formulation ?

M. Erkki Tuomioja (Finlande) : La question est grave et nous ne pouvons permettre l'adoption d'une résolution floue ; en effet, je ne veux pas rendre compte à mon comité en disant que nous ne savons pas exactement ce que nous avons proposé. Ma proposition résout ce problème. Elle est pertinente au troisième point de la conclusion. Elle inclut "*telle qu'elle est actuellement*" en référant à la Déclaration 13 et inclut également l'essence de la présente Déclaration. Elle intègre le consensus selon lequel les Parlements nationaux devraient disposer d'au moins quatre semaines pour examiner les documents. Les moyens d'y parvenir ne sont pas exprimés parce que nous ne pouvons convenir d'une formulation pour une question revêtant une telle importance et qui n'a pas été soumise lors des réunions de nos propres comités.

Président : Les conclusions n'apparaîtront pas dans le traité. La suggestion des quatre semaines est la seule modification à apporter à la Déclaration qui émerge des conclusions. Le reste ne change pas, excepté la substitution des mots "*en temps voulu*" par "*au moins quatre semaines*" pour étude et pour toute action qu'entreprendront les Parlements. Le consensus est atteint sur ce point et il est convenu que la Déclaration 13 devrait être dans le traité. Sommes-nous d'accord pour l'inclure dans le traité avec la formulation modifiée et confier la charge aux Gouvernements ?

M. Pedro Solbes (Espagne) : Le Président suit-il l'ordre des requêtes dans la salle ou choisit-il n'importe qui ? Veuillez respecter l'ordre.

Président : Je voulais corriger certaines erreurs dans les interventions de ceux qui n'étaient pas informés des propositions de la Troïka au moment ils parlaient. Je vais m'en tenir aux suggestions de M. Martinez.

M. Pedro Solbes (Espagne) : Je soutiens la proposition du Président, la meilleure avancée jusqu'à présent, parce que la délégation irlandaise et la COSAC travaillent sur ce texte depuis un moment. Je me rallie également à la logique de l'argument du délégué finlandais et nous devrions être réalistes à ce propos parce que nous voulons être informés d'une façon ou d'une autre afin de pouvoir, en tant que membres du Parlement, faire notre travail et avoir une influence sur nos Gouvernements concernant les questions qui nous paraissent importantes. Nous devons résoudre une contradiction entre le besoin d'information qui existe pour la

plupart d'entre nous et l'obtention d'un équilibre institutionnel. Le Parlement espagnol est bien informé et nous sommes satisfaits de la communication avec le Gouvernement, qui nous informe immédiatement des propositions émanant de la Commission. Je ne dis pas cela parce que j'appartiens au groupe qui soutient le Gouvernement. Le Président de notre délégation, qui était ministre dans le précédent Gouvernement, en convient également. La coordination avec nos représentants au Parlement européen est bonne et nous disposons donc d'informations aux deux niveaux, ce qui est important si nous voulons assumer notre responsabilité, qui est de suivre et de contrôler. Nous rencontrons nos représentants au Parlement européen une fois par mois et les informons des propositions. Ils nous tiennent également informés. Nous comprenons bien que ce n'est peut-être pas le cas dans d'autres Parlements.

Certains pensent n'être pas suffisamment informés; il s'agit là d'un besoin réel et nous sommes donc prêts à soutenir les propositions. Cependant, comme l'a dit mon collègue autrichien, nous avons la même obligation à laquelle nous devons nous conformer et les Gouvernements nationaux doivent être soumis à l'obligation de nous transmettre l'information. Il serait utile que tout le monde sache qui doit nous tenir informés. Il vaut mieux que nous obtenions nos informations directement de nos propres Gouvernements; nous pouvons également être informés de l'avis du Gouvernement sur toute proposition de la Commission. D'autre part, comment pouvons-nous demander au Conseil des ministres ou à la Commission de respecter leurs obligations? Ce serait un vaste gaspillage de temps, d'énergie et d'effort si trois organismes étaient soumis à la même obligation. C'est pourquoi nous ne pouvons accepter le deuxième paragraphe de la Déclaration 13 et que nous préférons la proposition du Président ainsi que la proposition finlandaise.

Nous devons être réalistes dans ce domaine et prendre garde à ne pas introduire une confusion entre les obligations communautaires et nationales. Nous pouvons consacrer notre temps aux changements et aux amendements constitutionnels. J'attire votre attention sur les conclusions, non seulement de la Troïka et du Président, mais aussi de l'annexe que nous avons. On note quelques différences concernant ce que l'on appelle le groupe de réflexion dans les conclusions du Président. La requête dans le paragraphe 2 est d'adopter ou de convenir d'un code de conduite afin que les Parlements nationaux disposent d'une information complète dans leurs langues respectives.

Nous demandons que l'information soit disponible. De nombreux délégués sont conscients de l'importance des codes de conduite, qui sont parfois préférables aux règles institutionnelles. Nous avons de tels codes de conduite concernant la nécessité de transmettre, etc., et il est donc important que l'on nous fournisse l'information quand nous en avons besoin. Elle devrait venir de nos Gouvernements. Nous devons être pragmatiques et ne pas créer d'obstacles à un consensus. Nous sommes prêts à soutenir les propositions pour un nouvel Article 13.

M. Michael Stuesgen (Allemagne) : Je ne sais pas vraiment sur quoi nous sommes en train de voter.

Président : La Déclaration 13.

M Michael Stuesgen (Allemagne) : Les choses vont sans doute s'éclaircir dans un moment. La délégation allemande soutient la proposition de la Troïka relative à l'annexe 1 et l'amendement qui vient d'être avancé concernant les quatre semaines. Cette disposition n'est pas nécessairement facile à mettre en œuvre. Ce qui est faisable a été difficile par le passé et je ne suis pas sûr que cette disposition soit réalisable en raison de son extrême complexité. Nous avons peu de chances de la faire passer. Il serait déjà assez difficile de faire inclure l'ancienne Déclaration 13 dans le traité; nos espoirs sont minces pour une proposition plus rigoureuse. Je ne sais pas si c'est faisable. C'est pourquoi je propose de soutenir la nouvelle position mais de prévoir une position de repli qui serait l'ancienne Déclaration 13 dont nous pourrions espérer l'inclusion dans le texte officiel du traité avec plus de confiance. Il nous faut comprendre que nous devons décider s'il s'agira d'un code de conduite ou quel en sera le statut. Je suis favorable à l'adoption de l'approche la plus réalisable possible.

Mme. Lydie Err (Luxembourg) : J'approuve la proposition italienne, qui est très claire et précise. Nous sommes ici pour essayer de dégager un consensus et la dernière proposition de reprendre la Déclaration 13 avec les points 1, 2 et 3 pourrait être soutenue mais à la condition suivante : le Parlement européen est prêt à accepter que la responsabilité de transmettre l'information aux Parlements nationaux incombe à la Commission et au Conseil. Je ne comprends pas pourquoi certaines délégations qui reçoivent l'information de leurs Gouvernements seraient hostiles à l'idée que l'information provienne des institutions européennes. Cela ne ferait aucune différence pour elles.

Nous devrions rédiger de façon à inclure que les Parlements nationaux "*devraient avoir un maximum de quatre semaines pour décider*". Je souligne pour mon collègue espagnol que nous devrions tous être logés à la même enseigne. Le délai limite devrait être appliqué uniformément ; par conséquent, si nous voulons quelque chose de concret, logique et cohérent, nous devons harmoniser la procédure pour tous les États membres. C'est pourquoi, quel que soit le délai, la Commission aurait à envoyer l'information de telle sorte que même ceux qui ont la chance de recevoir l'information par l'intermédiaire de leur propre Gouvernement feraient un effort pour aider ceux qui sont dans une situation plus difficile. Nous pourrions alors avancer ensemble dans notre tâche. S'il doit y avoir une harmonisation, n'oublions pas la solidarité, qui est également importante.

M. Steen Gade (Danemark). Je demande au Président si j'ai bien compris la situation. Y a-t-il une relation entre la Déclaration 13 et les conclusions ? Je n'en suis pas sûr. Le plus important à l'avenir pour la COSAC est d'évaluer l'expérience du passé et d'améliorer le cadre de notre coopération future. Si nous constatons que la COSAC devient un forum qui n'est pas utilisé efficacement, cela pourrait poser problème. La Déclaration 13 doit-elle être incluse dans un traité selon une procédure officielle, comme je crois comprendre que ce sera le cas ? Pourquoi devons-nous veiller à ce que cela soit fait ? Nous devons manifestement soutenir les Parlements nationaux et leurs droits de consultation et de participation, mais la COSAC est-elle en train de faire quelque chose qui ne fait pas partie de son rôle et de sa

vocation ? De quoi sommes-nous censés convenir ? On note que l'accord est incomplet ici et nous devrions peut-être nous abstenir de spécifier un nombre de semaines et nous mettre d'accord sur un certain délai utile. Ceci serait éventuellement acceptable. Nous pourrions débattre de ce point lors des prochaines réunions de la COSAC.

Président : Avant de lancer le débat, nous avons décidé à l'unanimité de l'insertion de la Déclaration 13 ou d'une forme modifiée. Nous sommes convenus d'avoir cela dans le traité. Les conclusions se réfèrent à ces points, comme le faisait remarquer notre collègue finlandais. Il a abordé les conclusions et a expliqué bien clairement, concernant le point 3, ce qu'il pensait que serait la Déclaration, en mentionnant le facteur temps. Ce serait dans les conclusions et il a ajouté que, ce point étant établi dans les conclusions, la responsabilité d'inclure la formulation législative dans le traité revenait alors à une autre partie. Je ferai circuler ses suggestions auprès des délégués. Elles ne sont pas en contradiction avec ce que nous disons mais ont été mises dans les conclusions plutôt que dans la Déclaration. La seule chose qui manque dans la Déclaration est le mot "*Gouvernements*" parce qu'il y a "*États*". Les États risquent d'être confondus avec les Parlements et ne sont pas nécessairement des Gouvernements. Les quatre semaines n'ont pas été mentionnées. Nous discutons de savoir si un délai de quatre ou cinq ou six semaines, est souhaitable ou réalisable. Notre position actuelle est que nous sommes en train de débattre des conclusions comme de la Déclaration et que nous espérons parvenir à un consensus.

M. Jacques Genton (France) : J'ai dû prendre la place de Madame Catala qui avait un avion à prendre et mon intervention est donc un peu hors de propos. La XVème COSAC fait partie d'une série de réunions intéressantes entre les Parlements nationaux et le Parlement européen qui a commencé en 1990 à Cork. Des contacts initiaux informels ont été établis à Paris en 1989 et, heureusement, l'organe plus officiel a vu le jour peu après. Le Président et moi-même avons de bons souvenirs du passé parce que nous sommes impliqués dans cet organe depuis très longtemps. Il n'est pas superflu de revenir en arrière et de voir d'où nous sommes partis. Depuis cette date, nos Parlements ont évolué dans des voies différentes mais nous avons tous une caractéristique commune, dans la mesure où nous avons observé la construction de l'édifice européen et l'avons suivie avec beaucoup d'intérêt. Nous avons eu la chance de pouvoir l'observer d'aussi près et d'avoir pu jouer un rôle aussi positif. Nous avons examiné ces questions à de multiples occasions, en dernier lieu à Rome. Je remercie la Troïka et l'Irlande pour les propositions qu'elles ont avancées et qui vont assurément contribuer à l'amélioration du fonctionnement de la COSAC. Je remercie nos collègues britanniques, finlandais et français qui ont soumis des propositions visant à répondre aux réserves et aux souhaits exprimés par les membres de certaines délégations.

Pas plus tard que le 8 octobre, la délégation française disait que la COSAC doit être un forum de débat des grandes questions de la construction européenne et doit également avoir sa place dans le dialogue avec le Conseil des ministres. La délégation a également déclaré que le fonctionnement de la COSAC pourrait bénéficier d'une meilleure préparation et d'un meilleur suivi des débats, ainsi que d'une plus grande transparence des conclusions et des dispositions en vue d'une soumission au Conseil des ministres. On pourrait également améliorer la COSAC non seulement en introduisant la possibilité de voter, mais également en adoptant des

résolutions sur les questions particulièrement importantes et en assurant un service de secrétariat à petite échelle mais permanent. Ceci contribuera à une plus grande efficacité de cet organe. Je suis l'un des plus anciens membres de ce forum et je crois qu'il est opportun de renforcer la COSAC et d'y faire référence dans le traité. Ce point sera examiné lors que la Conférence intergouvernementale et nous devons décider ensemble de notre position à cet égard et émettre un avis unanime, faute de quoi il sera trop tard.

Mme Berit Löfstedt (Suède) : Le mieux est de tenter de parvenir à un accord. C'est manifestement l'objet du débat, qui pourrait durer éternellement. Il est important que nous parvenions à des conclusions acceptables par tous. Rien ne sert d'avoir des négociations sans fin ; c'est ce que font les Gouvernements et ce n'est pas notre rôle aujourd'hui. Nous aurons tous des négociations avec notre propre Gouvernement. Loin de moi l'idée de suggérer que nous devrions supprimer les références dans le texte que certains de nos collègues ont suggéré d'introduire, mais nous n'avons pas besoin d'aller autant dans le détail. Je peux me satisfaire de la plupart des conclusions qui émanent de cette discussion. L'essentiel est de ne pas trop aller dans le détail.

Président : Est-il trop tôt pour que M. Ter Veer, le Président entrant, intervienne ?

M. Pieter Ter Veer (Pays-Bas) : Je ne commenterai pas l'article 13 puisque nous avons avancé la proposition ensemble.

Président : Nous sommes encore en train d'examiner toutes les conclusions. D'autres orateurs souhaitent intervenir et je peux revenir à la liste. Je conclurai sinon le débat à 18 h 00. Je pense que nous sommes d'accord. Les propositions finlandaises ont-elles été distribuées ?

M. Ove Fich (Danemark) : La délégation danoise se rallie totalement aux conclusions des pages 9 et 10, y compris la Déclaration 13. Cependant, d'une certaine manière, nous débattons de questions qui ne sont pas les vrais problèmes. L'un des problèmes est que le temps nous manque pour établir un processus démocratique dans les Parlements nationaux. Dans le COREPER, les négociations durent souvent jusqu'au mercredi soir et, dans la plupart des Parlements, nous nous réunissons le vendredi matin pour donner les mandats à nos ministres. Cela signifie que nous n'avons que 24 heures environ entre les deux. C'est là le vrai problème. Nous devrions avoir plus de temps à ce stade du processus. Il ne s'agit pas simplement de quatre semaines entre les propositions de la Commission et les décisions. Il faut également disposer de suffisamment de temps dans notre processus parlementaire national. Nous proposons que les fonctionnaires dans les groupes de travail ou le COREPER entament les négociations au moins une semaine plus tôt afin que nous ayons le temps de débattre.

Certains ont mentionné l'accès aux documents. Cette question ne se pose plus vraiment. Dans quelques semaines, nous diffuserons tous les documents sur Internet et tout Gouvernement qui souhaite dissimuler des documents prendra de gros risques puisque nous y aurons tous accès. Notre Parlement a récemment passé un accord avec la Commission européenne selon lequel tous les documents ayant fait l'objet d'une décision à la Commission nous seront transmis électroniquement. Ils seront scannés et transmis à notre Parlement de sorte que le processus de passage par le Conseil des ministres et autres étapes sera abandonné et que nous recevrons les documents immédiatement. Nous faisons figure de test sur ce point mais il serait bon que d'autres Parlements reprennent cette idée.

Nous examinons actuellement ce qui devrait être inclus dans le traité. Je rappelle au comité que nous sommes tous en contact étroit avec les Gouvernements et que si l'une des délégations seulement dit non, nous pouvons faire obstacle dans la Conférence intergouvernementale. L'obtention d'un consensus ici n'aura pas un gros impact sur la Conférence intergouvernementale si une seule délégation dit non ensuite. Nous devrions en rester là.

M. Antonio Ruberti (Italie) : J'aimerais éclaircir un point. Lorsque ces documents et les conclusions de la Troïka nous ont été transmis, nous avons été invités à soumettre des propositions. J'ai envoyé ma proposition le 1er octobre. Ce n'est pas ma faute si l'on semble ignorer l'existence de cette proposition, qui respecte l'article 8 de notre règlement. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est un consensus, auquel je suis heureux de parvenir, mais nous devons participer. Si nous ne pouvons pas débattre de ces propositions, nous devons demander une réserve. J'ai dit que je voulais éclairer ce point. J'ai indiqué clairement depuis le début que je ne voulais pas insister sur notre texte, mais simplement parvenir à un accord sur le renforcement de cette Déclaration.

Nous nous accordons tous sur un point - toute décision exige un délai suffisant, que ce soit quatre ou six semaines ou autre. Je pense que chacun de nous ici en est plus ou moins convenu. Cette notion pourrait être introduite dans le cadre du processus de renforcement dans son ensemble. L'autre point a été oublié et j'aimerais le souligner. Dans la présente Déclaration, il est fait référence à la Commission tandis que, dans notre proposition, nous ne nous référons pas à la Commission mais à la totalité des documents. Nous savons que toute procédure ou tout débat communautaire passe par diverses étapes. Nous devrions disposer non seulement de la proposition finale, mais aussi de tous les autres documents qui ont été examinés et qui y ont mené. Je voulais soulever cette question.

On a noté un troisième point sur lequel la délégation finlandaise semblait penser que la Commission était pénalisée. Si une personne ici a des liens étroits avec la Commission, c'est bien moi. J'ai été Commissaire et je respecte le travail de la Commission. J'estime qu'il est offensant pour la Commission d'avoir à transmettre tous ces documents, non seulement au Parlement européen et au Conseil, mais aussi aux Parlements nationaux. Je pense que la délégation danoise a énoncé clairement que la Commission devrait transmettre ces documents.

Où est le problème ? Pourquoi ces dossiers ne seraient-ils pas envoyés aux Parlements nationaux, puisqu'ils participent indirectement au processus décisionnel ? J'aimerais insister sur ces trois points. Je n'essaie pas de convaincre que nous devrions adopter le projet de la délégation italienne parce que nous devrions uniquement donner des indications à ce stade.

Tout d'abord, nous devrions préciser le délai - quatre semaines par exemple. Ensuite, nous devrions disposer de la totalité des documents et, troisièmement, il faudrait que, parmi les diverses obligations relatives à la transmission de l'information à la Commission, l'information soit également fournie aux Parlements nationaux. Un tel débat s'est tenu il y a quelque temps au sein du Parlement européen. Je recommande que nous tentions de dégager un consensus sur ces trois points.

Mme. Annemie Neyts-Uyttebroeck (Parlement européen) : Mon institution et moi-même avons été mis à mal par l'intervention autrichienne. J'espère que l'intention était bonne et n'entends donc pas rigueur. Nous cherchons à apporter une contribution qui permette de parvenir à l'unanimité. Nous savons par expérience pourquoi nous insistons, comme le fait M. Ruberti, sur la transmission des documents aux divers stades de la législation, depuis le début jusqu'à la conclusion. Nous ne sommes pas ici pour faire adopter nos vues à tout prix et c'est pourquoi nous serions heureux d'adopter et de soutenir les conclusions, y compris l'amendement N° 3 proposé par notre collègue finlandais.

Si j'ai bien compris, le Président nous a demandé à tous à plusieurs reprises si nous approuvions le principe de l'inclusion de la Déclaration 13 dans le traité. Je n'ai entendu personne dire ou indiquer que non. Je crois que le mot "*peut-être*" est superflu et que nous serions satisfaits sans ce mot. Ce serait une bonne conclusion. Malgré le caractère informel que cette réunion est censée avoir, je pense que toute décision unanime sur cette inclusion que nous parviendrons à atteindre aura un impact sur la CIG et sera difficile à écarter. C'est pourquoi nous voulons absolument contribuer à cette unanimité.

Président : Je pense que ceci résume le débat. Nous avons approuvé l'inclusion de la Déclaration 13 dans le traité. En préparant les conclusions, nous avons avancé les suggestions de la délégation finlandaise. Ils ont accepté de supprimer le mot "*peut-être*" qui pourrait affaiblir la motion et sans lequel la conclusion aurait un plus grand impact. Nos collègues finlandais n'y voient pas d'objection.

La troisième ligne avant la fin comporte également une erreur d'impression. Après le mot "*Déclaration*", "*donc*" devrait être remplacé par "*que*". M. Tuomioja suggère également que les Gouvernements ont des doutes sur le rôle des Parlements nationaux et sur le contrôle que nous souhaitons exercer sur les Gouvernements. Les Gouvernements sont constitutionnellement responsables de la préparation et de la présentation de la législation. Il a suggéré que l'inclusion de "*Gouvernements respectifs dans la manière précisée dans les dispositions constitutionnelles des États membres*" après la troisième ligne répondrait à toute

objection gouvernementale selon laquelle ils ne peuvent consulter personne avant d'avoir approuvé une proposition au Cabinet. Nous pouvons dialoguer avant mais c'est au Cabinet que revient la responsabilité constitutionnelle entière, en Irlande du moins.

Puis-je proposer aux délégations, compte tenu du désir général de dégager un consensus, que nous convenons tous que toutes les conclusions, y compris la Conclusion 3, telle qu'amendée par nos collègues finlandais, sont maintenant transmises en tant que décision de la présente COSAC qui fixerait une limite au délai qu'exigent les Gouvernements pour consulter les Parlements membres ? Nous pourrions ainsi faire immédiatement savoir à la CIG que nous avons atteint l'unanimité sur ces conclusions, qui devraient être prises en compte dans la formulation de la nouvelle Déclaration 13.

Ce point est-il approuvé ? Approuvé.

J'invite maintenant le Président entrant, M. Ter Veer, à dire quelques mots. Il n'a pas ces problèmes mais, comme l'exigent ces conclusions, il vous informera de la date de la prochaine réunion, de celle prévue pour la prochaine réunion de la Troïka et de celle qu'il espère fixer pour la prochaine réunion de la COSAC. Je remercie chacun des délégués d'avoir participé. Nous avons encore un point, Questions diverses, et une soirée ensemble si les délégués veulent bien accepter mon invitation.

M. Pieter Ter Veer (Pays-Bas) : J'ai le plaisir d'inviter les délégués à dîner à La Haye les 9 et 10 juin, lieu et date auxquels nous prévoyons de tenir notre prochaine réunion de la COSAC. Les délégués noteront que cette réunion se tiendra vers la fin de la Présidence néerlandaise, mais néanmoins avant le sommet qui doit se tenir à Amsterdam deux semaines plus tard. Nous avons pensé que ce serait une bonne idée de tenir la réunion de la COSAC peu avant le sommet parce que nous serons en mesure d'indiquer clairement notre position aux ministres qui seront sur le point de se rendre à Amsterdam. Huit mois nous en séparent et il faudrait une fois encore faire appel aux services de la boule de cristal pour prédire ce que sera l'ordre du jour. Aux Pays-Bas comme ailleurs, nous ne disposons pas de ce type d'équipement. Cependant, conjointement avec les membres de la Troïka, nous fixerons un ordre du jour qui couvrira tous les points importants et pertinents pour le suivi de ce qui a été fait entre-temps et aujourd'hui.

Je suis ravi que cette réunion de la COSAC ait été exemplaire. Elle nous a bien éclairés sur la manière d'organiser la prochaine réunion de la COSAC qui, nous sommes certains, sera dans la ligne de celle-ci - une journée de discussions préliminaires et une journée de travail. Nos débats ont été intéressants, larges, denses et nous espérons organiser notre réunion de la COSAC dans le même esprit et avec la même efficacité. Nous envisageons de nous réunir l'après-midi du lundi 9 juin, d'organiser une soirée de détente ce même jour et de nous réunir de nouveau le mardi 10 juin au matin afin d'échanger nos vues. Nous évoquerons bien sûr essentiellement la CIG et l'on n'a pas besoin d'être devin pour le savoir. La CIG touchera à sa

fin et nous ferons tout notre possible pour donner une information complète et un maximum de détails sur tous les dossiers brûlants du moment.

Le Président nous a donné un excellent exemple de la manière dont les réunions de la COSAC devraient, dans l'idéal, être organisées, de la facilité avec laquelle elles peuvent se dérouler et de la façon dont on peut organiser en détail les débats politiques et dégager un consensus à partir d'avis divergents. Je suis certain de parler en notre nom à tous en adressant mes remerciements les plus sincères à vous-même et à vos collègues pour l'excellence avec laquelle vous avez organisé et présidé cette réunion.

Point 5 - Questions diverses

Président : De nombreuses délégations ont mentionné des questions à examiner sous cette rubrique. L'une d'entre elles était notamment le désir des États membres candidats d'avoir un statut d'observateurs à la COSAC. Comme le savent les délégués, notre règlement stipule que nous pouvons accueillir des observateurs si les négociations ont été entamées, ce qui signifie que nous ne pouvons les accepter à moins de modifier le règlement. On compte 12 États membres qui n'ont pas encore entamé les négociations mais qui souhaitent faire partie de cette organisation et écouter et observer ce que nous y faisons parce qu'ils veulent y appartenir à long terme. Je demande aux délégués de considérer cette requête, sans arriver à une décision pour l'instant. Nous pourrions peut-être suggérer une modification du règlement en Hollande - ce qui, je crois, relève de nos attributions - afin d'autoriser les États membres qui sont candidats mais n'ont pas encore entamé les négociations à assister aux discussions. Je demande à M. Ter Veer de l'inscrire à son ordre du jour à La Haye.

M. Ove Fich (Danemark) ; La délégation danoise estime qu'il conviendrait de trouver un moyen d'autoriser ces délégations à suivre notre travail. Toutefois, c'est pour une autre question que j'ai demandé la parole. Je remercie M. Ter Veer de son invitation aux Pays-Bas mais je crois qu'il est préférable de se réunir au début d'une Présidence plutôt qu'à la fin, afin que nous puissions présenter nos vues à la Présidence et en faire prendre note dans toute la mesure du possible. Je ne propose pas de modifier le calendrier, mais il est important que nous nous réunissions au début des Présidences à venir.

Président : Nous en prendrons note. C'est ce que nous avons prévu de faire mais, comme on nous l'a rappelé, le règlement précise que nous devons nous réunir vers la fin d'une Présidence. C'est un autre point que nous pouvons examiner dans le règlement.

M. Renzo Imbeni (Parlement européen) : Une séance plénière se tiendra les 9 et 10 juin et aucun membre du Parlement européen n'a le droit d'assister à une autre réunion. Je demande à M. Ter Veer de garder ce point à l'esprit.

Président : Je suis sûr qu'il en prendra note.

M. Pieter Ter Veer (Pays-Bas) : Mon attention a été attirée sur ce point cet après-midi. Nous aurions dû y penser car les dates des séances parlementaires européennes figurent sur nos agendas. Nous le garderons certainement à l'esprit. Étant donné que nous nous en sommes tenus aux dates des 9 et 10 juin jusqu'à présent, je ne peux suggérer d'autres dates actuellement. Je consulterai les calendriers à mon retour chez moi et je verrai ce que je peux faire pour satisfaire votre requête.

Président : Je remercie les délégués de leur attention toute cette journée. Nous avons pris 15 minutes de retard sur l'ensemble des points. Je vous verrai tous lors du dîner à Wicklow.

La séance est levée à 18 h 20.